

# **SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT AU SAHEL ET AU SAHARA**

*Niamey, les 15 et 16 février 2013*

## **RAPPORT GENERAL**



# SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	<b>2</b>
<b>1. Objectifs du séminaire</b> .....	<b>2</b>
<b>2. Thèmes &amp; déroulement du séminaire</b> .....	<b>3</b>
<b>3. Résultats atteints</b> .....	<b>3</b>
<b>4. Présentation de la SDS</b> .....	<b>4</b>
<b>5. Participants</b> .....	<b>5</b>
<b>6. Ouverture des travaux et synthèse des communications</b> .....	<b>6</b>
6.1 Ouverture des travaux.....	<b>6</b>
6.2 synthèse des communications .....	<b>8</b>
▪ <i>Session 1 : La Crise dans le Sahel-Sahara</i>	
▪ <i>Session 2 : Réponses régionales et internationales</i>	
▪ <i>Session 3 : Défis de la coordination et de la coopération internationale</i>	
<b>7. Communiqué final</b> .....	<b>14</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>17</b>

## Introduction

La crise complexe et multidimensionnelle dans la région du Sahel et du Sahara demeure une priorité sur l'agenda de la communauté internationale, laquelle continue de définir des stratégies en vue de résoudre les causes et conséquences inter reliées de cette crise régionale. Sa particularité est qu'elle intervient dans un contexte de vulnérabilité économique, politique, institutionnelle et sécuritaire caractéristique de la configuration actuelle de la plupart des Etats concernés. L'occupation d'une partie du territoire malien par des groupes irrédentistes en constitue la parfaite illustration. Aussi toute recherche de solutions durables ne saurait faire l'économie d'une démarche multidimensionnelle notamment la dimension communautaire. Cette démarche combine à la fois la sécurité, la résilience des populations, la question des tendances démographiques et de migrations, le développement et le renforcement des institutions démocratiques.

Prenant la mesure de la gravité de la situation qui appelle à une concertation d'ensemble, les Nations Unies sont en train de développer actuellement une stratégie régionale intégrée pour le Sahel, une tâche confiée à l'Envoyé spécial du Secrétaire-général des Nations Unies, en concertation avec d'autres envoyés spéciaux, y compris le Haut représentant pour le Mali et le Sahel de l'Union Africaine. Cette stratégie, loin d'être isolée, viendra en appui aux stratégies en cours ou développées aux niveaux national, régional et international, à l'exemple de la SDS-Sahel Niger (Stratégie pour le Développement et la Sécurité des zones Sahélo-Sahariennes du Niger) que le gouvernement du Niger a initié pour impulser une dynamique plus forte de développement économique social, culturel et sécuritaire des zones Sahariennes et Sahélo-Sahariennes .

Le gouvernement du Niger, l'Institut International pour la Paix (*International Peace Institute* IPI ) basé à New York, et le Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S) basé en Mauritanie ont convenu de joindre leurs efforts pour aider les acteurs nationaux, régionaux et internationaux à jeter un autre regard sur la crise en cours au Sahel en constante mutation ainsi que les réponses envisagées pour y faire face. Ainsi a-t-il été décidé d'organiser un séminaire International sur la Sécurité et le Développement dans la Région du Sahel-Sahara les 15 et 16 février 2013 à Niamey, Niger.

### 1. Objectifs du séminaire

Afin de contribuer à l'objectif général qui est de promouvoir la sécurité et le développement dans la région Sahélo-Saharienne, le séminaire vise à :

- ❖ Développer une compréhension commune et approfondie de la crise sahélo-saharienne en constante mutation et dont les causes et effets sont souvent transfrontaliers;
- ❖ Evaluer les réponses, en cours ou envisagées pour faire face à cette crise, et identifier les voies et moyens pour rendre ces réponses plus efficaces;
- ❖ Définir une stratégie sur la manière dont les acteurs internationaux pourraient s'organiser afin de mieux appuyer les parties prenantes nationales et régionales dans la recherche de solutions durables aux crises récurrentes dans cette région fragile ;
- ❖ Faire connaître et partager l'expérience nigérienne à travers la Stratégie pour le Développement et la Sécurité des zones Sahélo-Sahariennes.

## 2. Thèmes et déroulement du séminaire

Le séminaire bilingue, en français et anglais, a duré deux jours. Outre les cérémonies d'ouverture et de clôture, le séminaire a compris trois panels suivis de débats et un diner où la SDS SAHEL-NIGER a été présentée. Afin d'encourager un échange de vues candide, il a été conduit suivant la règle de Chatham House.

- ❖ *Le premier panel a présenté une analyse de l'évolution de la situation sécuritaire, humanitaire, économique, politique et des droits de l'homme, en mettant en exergue leur interdépendance.*
- ❖ *Le second panel s'est penché sur les réponses déjà en cours ou envisagées au niveau national, régional et international, y compris les défis liés à leur mise en œuvre et a fait une évaluation de ces mesures.*
- ❖ *Quand au troisième panel, il a mis l'accent sur la manière dont les acteurs internationaux pourraient s'organiser afin de mieux soutenir les efforts des parties prenantes nationales et régionales en vue de trouver des solutions durables aux crises récurrentes dans cette région fragile.*

En outre, le séminaire a offert au Niger l'opportunité de partager son expérience à travers la présentation de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité des zones Sahélo-Sahariennes.

Au terme du séminaire, un communiqué final et un rapport général ont été élaborés, publiés, et enrichiront les réflexions et les actions dans les domaines de la sécurité et du développement à tous les niveaux. Il sera mis en place un mécanisme de suivi des recommandations de la rencontre. Les conclusions du séminaire seront ensuite présentées au cours d'une prochaine rencontre, aux membres du Conseil de sécurité et autres membres de l'ONU à New York.

## 3. Résultats atteints

A l'issue du séminaire, les participants ont :

- ❖ *développé une compréhension commune et approfondie de la crise sahélo-saharienne en constante mutation et dont les causes et effets sont souvent transfrontaliers;*
- ❖ *évalué les réponses, en cours ou envisagées pour faire face à cette crise, et identifié les voies et moyens pour rendre ces réponses plus efficaces;*
- ❖ *défini une stratégie sur la manière dont les acteurs internationaux pourraient s'organiser afin de mieux appuyer les parties prenantes nationales et régionales dans la recherche de solutions durables aux crises récurrentes dans cette région fragile ;*
- ❖ *connu et partagé l'expérience nigérienne à travers la Stratégie pour le Développement et la Sécurité des zones Sahélo-Sahariennes*

#### 4. Présentation de la SDS

La Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo Sahariennes du Niger (SDS/Sahel Niger) est une 'initiative du Gouvernement du Niger, qui traduit concrètement les engagements du Président de la République contenus dans le Programme de la RENAISSANCE et opérationnalisés par la Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre. Elle est partie intégrante du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015) et de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI Niger 2035). Elle vise essentiellement à impulser une nouvelle dynamique plus forte de développement économique social et culturel des zones Sahariennes et Sahélo – Sahariennes du Niger.

Ces zones sont confrontées à une problématique spécifique de développement largement influencée par les conditions délétères de sécurité qui y prévalent. Il convient également de rappeler que les zones concernées par la présente stratégie ont constituées des zones désertiques et semi – désertiques. Elles touchent prioritairement six (6) des huit (8) régions du Niger : Tillabéry, Tahoua, Agades, Maradi, Zinder et Diffa sur une position Nord et Nord – Est du pays. Cependant, il convient de noter que la problématique de sécurité est, de manière générale, un défi majeur pour le développement socio – économique de l'ensemble du Niger et concernera tout le pays.

La SDS Sahel-Niger a été conçue sur la base d'une analyse participative profonde et réaliste de la problématique spécifique relative aux conditions de sécurité et au développement des Zones Sahélo - Sahariennes du Niger. Aussi, au regard des défis et enjeux majeurs qu'elle entend prendre en charge à tous les niveaux (local, national et international), cette initiative du Gouvernement du Niger a vocation à être intégrée dans le cadre d'une contribution au développement d'une synergie régionale et à la convergence des efforts ciblant la sécurité et le bien – être individuel et collectif des populations qui vivent sur l'ensemble des pays de la bande sahélo – saharienne.

Les zones concernées par la SDS SAHEL-NIGER sont situées principalement dans les parties sahariennes et sahélo sahariennes. Il s'agit des zones essentiellement à vocation pastorale qui se situent sur une position Nord – Est du Niger : ***Nord Tillabéry; Nord Tahoua; Nord Maradi ; Nord Zinder ; la région d'Agades et la région de Diffa.*** Cependant, compte tenu de l'envergure des problèmes qui se posent et de leur inter relations, la SDS concernera l'ensemble du pays en prenant en compte les spécificités régionales.

Véritables réservoirs de ressources minières et minérales, les zones sahélo – sahariennes, sont également un espace vital pour le développement de l'élevage : seconde source de l'économie nationale après l'agriculture. Cependant, elles sont confrontées avec acuité à un contexte de pauvreté endémique, un environnement physique et écologique austère, une grande vulnérabilité aux aléas climatiques, une insécurité alimentaire

#### 5. Participants

Le séminaire a regroupé environ 100 participants de haut niveau représentant des gouvernements des régions du Sahel-Sahara et de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que des organisations régionales et sous-régionales telles que l'Union Africaine (UA) et l'Union Européenne (UE)

Participaient également à cette importante rencontre M. Romano Prodi, Envoyé spécial du Secrétaire-General de l'ONU pour le Sahel, et M. Pierre Buyoya, Haut représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel, des chercheurs et analystes, des représentants de la société civile, des personnes ressources, des medias, des représentants d'organisations internationales, des envoyés nationaux pour le Sahel, ainsi que des pays partenaires et donateurs intéressés.

Le Séminaire a enregistré seize interventions de la part d'acteurs de terrain comme de spécialistes d'horizons divers.

Ce Rapport présente le déroulement des travaux, la synthèse des exposés et les résultats des débats.



## 6. Ouverture des travaux et synthèse des communications

### 6.1. Ouverture des travaux

Les travaux du Séminaire International sur la Sécurité et le Développement au Sahel-Sahara, placé sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou , Président de la République, chef de l'Etat, ont été officiellement ouverts le vendredi 15 février 2013 dans la salle de conférence du Palais des Congrès de Niamey en présence de nombreuses personnalités étrangères et nationales.

Cinq allocutions ont marqué la cérémonie d'ouverture. D'abord celle de M. Doussou Abba, Secrétaire Général représentant la Gouverneure de la Région de Niamey, qui a souhaité la bienvenue aux participants. M. Abba a notamment insisté sur l'intérêt que porte la ville de Niamey aux résultats de ces travaux.

M. Najim El Hadj Mohamed, Secrétaire Exécutif de la SDS Sahel Niger, a ensuite pris la parole pour situer la Stratégie dans le Programme de Renaissance porté par le Président Issoufou Mahamadou et le Gouvernement du Niger. M. Najim El Hadj Mohamed a aussi remercié les partenaires clefs que sont : Son Excellence Monsieur Ahmeidou Ould Abdallah, Président du Centre 4S, ancien Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies, et Dr. Youssef Mahmoud, Conseiller Principal de l'Institut International de la Paix (IPI).

Prenant la parole à son tour, le Dr. Youssef Mahmoud, Conseiller Principal de l'IPI, a mis en perspective la tenue du séminaire dans le cadre de la coopération entre son institution , le Centre des Stratégies pour la Sécurité au Sahel-Sahara (Centre 4S) et le Gouvernement du Niger pour initier une compréhension approfondie et partagée du système de conflits en constante mutation qui fragilise les pays du Sahel-Sahara, une définition des principaux éléments d'une stratégie qui enrichirait la conception et informerait la mise en œuvre des réponses à apporter à cette crise et un accord sur les mécanismes qui permettraient aux partenaires internationaux de mieux appuyer cette stratégie, aux niveaux national, régional et international.

Cette allocution a été suivie du message de Son Excellence M. Ahmeidou Ould Abdallah, ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie, ancien Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Président du Centre 4S qui, en prenant la parole a insisté sur la sévérité de la crise que vit aujourd'hui la région sahélo-saharienne et la place clef occupée par le Niger dans ce contexte troublé. M. Ould Abdallah a également mis l'accent sur la nécessité d'une approche collective tant du point de vue sécuritaire que de celui du développement, étant donné la nature transnationale des risques et des menaces.

Enfin, les travaux du Séminaire ont été solennellement ouverts par Son Excellence Monsieur Brigi Rafini, Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Dans son discours d'ouverture, M. Brigi Rafini a relaté le contexte de crise dans lequel vit actuellement la région sahélo-saharienne, du fait en



particulier de la guerre au Mali, dans laquelle le Niger intervient. Ce contexte particulier met en perspective l'urgence et la pertinence de l'initiative d'une Stratégie pour la sécurité et le développement dans les régions concernées. A cet égard, a insisté M. Brigi Rafini, le Séminaire est « un moment important » dans la mise en œuvre de la SDS, qui pourra ainsi recueillir les lumières de « l'expérience et de l'expertise des éminents participants ».

Après la cérémonie officielle d'ouverture, les travaux se sont déroulés sous la Présidence effective du Ministre d'Etat, Ministre du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, M. Amadou Boubacar Cissé.

Ces travaux ont été organisés en trois sessions (panels) traitant de :

- ❖ *La crise dans le Sahel-Sahara ;*
- ❖ *Les réponses régionales et internationales ;*
- ❖ *Les défis de la coordination et de la coopération internationale.*

## 6.2. Synthèse des communications (1)

### Session 1 : La Crise dans le Sahel-Sahara

***Communication de M. David Gressly, coordinateur humanitaire régional pour la crise au Sahel, au Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies.***

L'intervention de M. Gressly était axée sur la situation humanitaire. La région du Sahel-Sahara est marquée par des crises humanitaires permanentes depuis quelques années. La situation s'amplifie avec l'insécurité qui y sévit de façon croissante. La crise au Mali vient noircir davantage le sombre tableau avec des centaines des milliers de réfugiés et de déplacés.

Les défis à relever renvoient, à la base, à la prise en charge des crises humanitaires dans la zone, d'abord du point de vue du cycle des sécheresses et de leurs conséquences : crise alimentaire, malnutrition infantile, vulnérabilité croissante des populations. En dépit des actions entreprises pour juguler cette crise, la réalité fondamentale est que la production alimentaire reste déficitaire dans la zone et que la répartition de l'aide, entre le Nord et le Sud de la zone, est déséquilibrée. Ce déséquilibre est aggravé par l'insécurité qui prévaut à travers toute la région. L'impact de la crise malienne, en créant des flux de réfugiés hors du pays et de déplacés à l'intérieur du pays, complique davantage la situation d'ensemble. Un soutien humanitaire d'urgence est nécessaire pour appuyer le retour des réfugiés maliens dans leurs régions d'origine, mais ce soutien doit être accompagné par une stratégie de développement reposant sur une politique de longue haleine et une approche équitable. De telles mesures et politiques sont indispensables pour prévenir l'apparition et le développement de crises futures, tant humanitaires que sécuritaires.

***Communication de Son Excellence Monsieur Marou Amadou, Ministre de la Justice de la République du Niger : « Le Conflit malien et ses conséquences dans la région sahélo-saharienne, pistes pour une résolution crédible et durable ».***

La crise au Sahel trouve sa source dans la double fragilité politique (Etats) et écologique des pays de la sous-région, fragilité exploitée par des groupes armés terroristes et rebelles. Le contexte de déstabilisation trouve son origine dans diverses évolutions historiques situées en Afrique du Nord, dont la lutte entre l'Etat algérien et le Groupe Islamique Armé (GIA) au cours des années 1990 (et étant entendu que c'est le GIA qui finira par devenir Al Qaida dans le Maghreb Islamique – AQMI) et la chute récente du régime du Colonel Kadhafi en Libye qui a répandu les armes des arsenaux libyens à travers toute la région. Les alliances entre la nébuleuse terroriste, et les groupes djihadistes et séparatistes ont plongé le Sahel dans la tourmente. En ce qui concerne plus précisément la crise malienne, au-delà de la réponse militaire et sécuritaire qui est nécessaire, il convient de mettre en place des structures durables de décentralisation, fondées sur les procédures démocratiques et non sur les prurits ethniques ; de surveiller les relations entre communautés au lendemain des dégâts causés par le passage des djihadistes ; d'associer la société civile au processus de réconciliation ; de mutualiser les forces de défense et de sécurité des Etats du Sahel ; de mettre à l'écart la minorité qui, parmi les Touareg, préfère s'exprimer par la voie des armes ; et, d'une manière plus générale, de lutter contre ces « revendications territoriales et les velléités séparatistes » en Afrique qui retardent la marche du continent vers le développement et l'intégration.

---

1. Les textes complets des communications sont joints en annexe.

### ***Communication de Mme Oumou Sali Seck, Maire de Goundam (Mali)***

Madame Seck a axé son intervention sur la gouvernance locale comme base essentielle pour un développement durable à même de garantir la sécurité dans une dynamique où le rôle des acteurs locaux est déterminant. D'après elle, les conflits trouvent leur cause dans la précarité de vie des populations d'une région où l'Etat est absent, les collectivités territoriales sont sans ressources véritablement adéquates, la coopération transfrontalière est faible et la décentralisation n'a pas été mise en œuvre dans les normes. Il convient donc de construire une bonne gouvernance à tous les niveaux, avec la gouvernance locale comme élément de base de cette dynamique, et de faire des élus locaux des acteurs incontournables notamment de la prévention et de la gestion des conflits. L'action des élus locaux reposerait notamment sur des méthodes et des structures de communication continue avec les administrés. La focalisation sur les collectivités territoriales doit aussi amener à adapter la sécurité intégrée aux impératifs locaux. Par ailleurs, il convient de développer une stratégie de renforcement de la bonne gouvernance à l'échelle de la sous-région, et d'élaborer, à cet effet, une charte de la bonne gouvernance pour l'ensemble des pays du Sahel.

### ***Communication de M. Mehdi Taje, expert tunisien en géopolitique et en méthodologies de la prospective et de l'anticipation, doctorant à La Sorbonne***

**M. Taje** a abordé la problématique du séminaire dans une perspective tout autre couvrant une grande variété de problèmes, traitant d'abord de ce qu'il a appelé « le rift racial », la division de l'Afrique entre une « Afrique blanche » et une « Afrique noire » qui serait l'un des éléments clefs de compréhension de la question touarègue telle qu'elle se pose aux Etats du Sahel. Les principaux autres thèmes abordés par M. Taje se rapportent à la crise libyenne aujourd'hui largement ignorée mais qui peut se révéler un autre foyer de déstabilisation de la région ; l'existence d'une dynamique de déstabilisation orientée, aujourd'hui, du Sud (Sahel) vers le Nord (Afrique du Nord) ; l'ambiguïté de la position algérienne, source originelle de la crise actuelle, nourrie par une certaine volonté hégémonique exprimant des luttes internes pour le pouvoir au sein de l'Etat algérien, avec AQMI apparaissant comme un instrument dans cette lutte des factions ; les convoitises dont le Sahel, et singulièrement le Mali, seraient l'objet, du fait de l'existence de ressources minières considérables et de la nécessité – pour un pays comme la France – d'écarter les rivaux potentiels, notamment ceux des pays émergents, à l'image de ce qui a été fait en Libye. Les solutions passent par un consensus maghrébin sur la gestion des crises, l'assainissement de la scène politique en Algérie, et une prise en compte des « Blancs » des pays sahéliens, notamment en remettant en cause la prédominance du modèle de la démocratie libérale importé d'Occident.

### ***Communication de M. Landing Savané, représentant de IPS, Sénégal***

Il a insisté, quant à lui, sur le fait qu'il ne faut pas considérer le terrorisme comme un épiphénomène de crises économiques, politiques ou géopolitiques, mais qu'il convient de le prendre au sérieux en lui-même comme une menace directe pesant sur les Etats et les sociétés d'Afrique de l'Ouest. A cet égard, la réponse ne peut que passer par une gestion fédérée du problème, mettant en commun les ressources et établissant un système efficace d'alerte et de réponse. En tout état de cause, une telle évolution ne peut être prise en charge que par l'Union africaine. Il convient donc d'intégrer à la réflexion cette dimension africaine qui lui est, en fait, centrale.

## ***Débats/discussions***

Les débats et discussions qui ont suivi les cinq présentations ont fait ressortir les éléments essentiels suivants :

- ❖ *La considération et le traitement de la crise au Mali comme un problème régional ;*
- ❖ *La nécessaire implication des populations locales et l'ensemble des acteurs pour la recherche de solutions durables.*
- ❖ *Le renforcement de l'Etat dans ses structures et ses capacités.*
- ❖ *La nécessité de fonder la cohésion sociale sur l'éducation à la solidarité.*
- ❖ *La nécessité de faire des propositions concrètes (par le séminaire), notamment pour une coopération internationale pour « la résurrection du Sahel ».*

Cette première session a été suivie d'une allocution de **Son Excellence Monsieur Romano Prodi, Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahel.**

Dans cette allocution, M. Prodi a présenté le Sahel comme une région unique dans le contexte africain, région dont l'ONU s'efforce de relever le taux de croissance au niveau africain. En ce qui concerne la crise en cours, un accord unanime s'est rapidement dégagé au sein du Conseil de sécurité pour intervenir contre le terrorisme. Au vu de l'urgence, l'intervention de la France s'est avérée indispensable (« Je ne sais pas s'il y a des guerres justes, mais il y a des réactions indispensables »), et il convient, à présent, de créer les conditions de la paix en faisant en sorte que le Mali et les pays de la sous-région disposent d'institutions fortes. La solidarité internationale est nécessaire non seulement pour juguler la crise malienne, mais aussi, plus généralement pour le développement de la zone. Cependant, les solutions doivent aussi être endogènes et les pays de la région, le Mali en particulier, devront eux-mêmes conduire les actions à mettre en œuvre. Des infrastructures transfrontalières devront renforcer la coopération entre les pays. Si ces actions ont un caractère d'urgence, l'inquiétude demeure quant aux délais de mise en œuvre.

## **Session 2 : Réponses régionales et internationales**

### ***Communication de M. Hans-Peter Schadek, Chef de la Délégation de l'Union Européenne, Niamey.***

M. Schadek commence par rappeler l'approche de l'Union Européenne, basée sur les « évolutions inquiétantes au Sahel ». Ces évolutions ont amené la conclusion que sécurité et développement sont indissociables. Pour mieux coordonner et intégrer les actions l'UE s'est dotée en 2011, de la stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel (Stratégie Sahel). La stratégie sahel de l'UE comporte quatre lignes d'action : « développement, gouvernance et résolution des conflits internes », « politique et diplomatie », « sécurité et Etat de droit », « prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation ». Elle couvre les trois pays dits "pays du champ" d'AQMI– Mali, Mauritanie et Niger . Le Niger s'est aussi doté de sa propre stratégie (stratégie de développement et de sécurité des zones sahélo sahariennes du Niger –SDS Sahel Niger-). Au Niger, l'UE appuie en particulier l'initiative SDS Sahel Niger, tout en mobilisant plusieurs autres instruments d'intervention complémentaires qui lui sont propres. Suivant l'analyse de la Délégation de l'UE, l'insécurité (et l'instabilité) trouveraient ses causes dans les dysfonctionnements de la démocratie, l'absence ou la faiblesse de l'Etat dans les zones périphériques, les tensions identitaires, le manque d'opportunités économiques, etc.

A partir de cette analyse, M. Schadek a émis plusieurs recommandations d'ordre général par rapport aux deux dimensions – sécurité et développement – de la crise. En ce qui concerne la sécurité, les recommandations se rapportent essentiellement au renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit, des structures administratives et de l'appareil sécuritaire ainsi qu'à une intensification de la coopération aux frontières. Pour le développement, les points clefs se rapportent à la décentralisation, à la stabilité macro-économique, aux politiques sectorielles, à la présence de services sociaux et techniques essentiels, etc. M. Schadek a conclu en rappelant que ces actions relèvent de la responsabilité des gouvernements de la région, même si « la communauté internationale peut, à plusieurs stades et niveaux, accompagner et appuyer cet effort. »

***Communication de M. Abdelmalek Alaoui, président fondateur de Global Intelligence Partners, Maroc***

Centrant son analyse sur des questions de perspective économique, M. **Alaoui** a commencé par rappeler « quelques précisions importantes », notamment le fait que le terrorisme serait financé par « l'industrie de l'enlèvement », le caractère illusoire d'un « retour à l'activité pastorale » pour développer les zones sahélo-sahariennes alors que la priorité serait plutôt dans l'investissement dans la formation et la technologie et le caractère illusoire, également, de l'harmonie entre les communautés. Le terrorisme ne sera mis en échec que par la création de la prospérité qui mettrait « en faillite la PME AQMI et son modèle économique ». Par ailleurs, si des efforts importants doivent être consentis par les Etats du Sahel, la responsabilité des Etats du Maghreb est aussi clairement engagée dans le processus, et, à cet égard, seule une réponse coordonnée, reposant sur une intégration régionale du Maghreb, peut s'avérer à la hauteur des défis.

***Communication de M. Wolfram Lacher, chercheur au Département du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Institut Allemand des Affaires Internationales et de Sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP), Allemagne.***

L'intervention de M. Lacher a porté pour l'essentiel sur les difficultés de la coopération régionale. Il n'existe pas de cadre de coopération établi pour approcher directement la crise malienne, car la CEDEAO exclut des acteurs clefs, notamment la Mauritanie et l'Algérie qui maintiennent, d'ailleurs une position des plus ambiguë. Dans le reste de l'Afrique du Nord – espace dépourvu de cadre de coopération – la Libye est devenue une partie intégrante du problème, tandis que les tensions surgissant du cas mauritanien s'enracinent indéniablement dans la question raciale. L'absence de coopération régionale adaptée amènera les soutiens extérieurs – Union européenne – à se focaliser sur la CEDEAO, renforçant ainsi le clivage régional qui traverse la zone du Sahel-Sahara. L'ONU ne pouvant jouer de rôle central dans le déploiement d'une stratégie régionale, l'Union africaine reste actuellement la meilleure option, ou la moins mauvaise.

***Communication de M. Fodé Ndiaye, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Niger.***

M. Ndiaye a introduit son intervention par l'image d'une jeune femme –âgée de moins de 20 ans qu'il a rencontrée dans la zone de Oualam au nord de la Région de Tillabéri qui portait un enfant sur son dos, tirait un autre pendant qu'elle avait un troisième dans le ventre. Cette image traduit la dynamique de la croissance de la population du Niger qui attendrait selon les projections, 50 millions d'habitants en 2050. Elle souligne toute la problématique liée à sa jeunesse qui représente à la fois une opportunité et un défi pour la cohésion sociale et la stabilité dans le Sahel.

L'autre question abordée a trait à la déconnexion qui se constate entre les sphères de définition des politiques de développement et les champs et acteurs de leur mise en œuvre.

En termes de perspectives, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies a insisté sur la nécessité d'avoir une stratégie de développement qui soit basée sur des connexions des territoires, des Régions et à l'internationale; l'inclusion des jeunes et des femmes et sur la capacité de résilience des populations.

La dynamique doit être conduite dans une synergie entre la réflexion et l'action, entre les acteurs et entre les différentes politiques tout en évitant la fragmentation des instruments de financement et d'intervention.

### **Débats/discussions**

Au cours des débats et discussions, diverses inquiétudes ont été exprimées, notamment :

- ❖ *Le fait que les mécanismes internationaux n'intègrent pas suffisamment les acteurs nationaux.*
- ❖ *La division sur les solutions au niveau des acteurs maliens.*
- ❖ *Le manque de ressources de la société civile, qui est pourtant appelée à s'impliquer davantage.*

Des propositions ont été faites, y compris :

- ❖ *Détacher la jeunesse du Nord Mali de l'emprise des terroristes.*
- ❖ *« Désarmer » l'espace sahélo-saharien, notamment en harmonisant la réglementation sur le port d'arme dans la région.*
- ❖ *Créer et coordonner des think tank africains, mettre en place un système de veille régionale.*
- ❖ *Renforcer le tissu social en tenant compte du fait qu'il n'y a pas d'Etat ethnique.*

Certaines dimensions cruciales de la crise ont également été évoquées :

- ❖ *Rôle des pays du Golfe dans l'expansion du terrorisme.*
- ❖ *Aspect culturel de la crise.*
- ❖ *Le fait que tout le monde – et pas seulement l'Afrique – soit concerné.*

### **Session 3 : Défis de la coordination et de la coopération internationale.**

#### ***Communication du Général Francisco Espinosa Navas, chef de la mission EUCAP SAHEL Niger.***

Le général Espinosa Navas a d'abord présenté le cadre d'action de ce partenariat sécuritaire entre le Niger et l'UE qui doit être mis en œuvre par 51 experts européens (40 sont déjà présents à l'heure actuelle). Si le but premier d'EUCAP SAHEL Niger est d'aider les autorités nigériennes à « mettre en œuvre le volet sécurité de leur propre stratégie pour la sécurité et le développement », il s'agit aussi d'améliorer la coopération régionale à cet égard. L'état de droit doit être renforcé notamment en ce qui concerne les capacités en matière pénale et les forces de sécurité du Niger doivent être soutenus dans le développement dans la durée de leur action. Les principaux défis restent le manque de coordination au niveau des forces de chaque pays comme au niveau international. Le général Espinosa Navas a conclu en affirmant qu'EUCAP SAHEL Niger est « disposé à soutenir les initiatives de coordination des pays de la région ».

***Communication Monsieur Issa Abdourahamane Boubacar, Organisation Internationale de la Francophonie.***

Dr Boubacar a rendu compte des efforts de l'OIF et expliqué que les enjeux de la coordination consistent à dissiper les défis à venir dans un contexte de volatilité des crises. Les difficultés majeures sont liées à la déconnexion entre les centres d'alerte et les centres de prise de décision et à l'identification des priorités dans un contexte d'enjeux également importants. Sur le long terme, il convient de mener une concertation sur le développement au Sahel prenant en compte les problématiques des liens entre l'Etat et les citoyens, les liens transfrontaliers et les règles du jeu démocratique pouvant assurer la stabilité.

***Communication de l'Envoyé spécial de l'Espagne pour le Sahel, l'Ambassadeur Antonio Sanchez Benedito***

Après l'intervention militaire française au Nord Mali, il convient de mettre l'accent sur trois niveaux de coordination : local, du point de vue de l'organisation des élections notamment ; régional, du point de vue des défis et intérêts communs, en tenant compte du Maghreb ; et global, en profitant du consensus opérationnel autour de l'intervention française pour construire un consensus plus durable autour des problèmes de la région. Un problème important réside dans le fait qu'il n'existe pas de cadre politique de coordination entre les Etats du Maghreb et ceux du Sahel. Par ailleurs, s'il y a des initiatives partielles encourageantes, notamment sur l'humanitaire, il n'y a rien au plan politique. L'engagement de l'Espagne au niveau local (Niger, Mali) est fort et stratégique, et il s'articule à la stratégie globale (développement/sécurité) de l'UE.

***Communication de M. André Bourgeot, chercheur en anthropologie au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), France.***

M. Bourgeot a offert une réflexion sur la mise en place d'un organe susceptible de réguler la compétition internationale aux fins d'organiser la coordination entre différents intervenants. Il a souligné l'importance des acteurs locaux, en illustrant son propos par le cas malien. Cette importance se manifeste par la problématique de l'absence de « communes nomades » au Mali. M. Bourgeot a ensuite abordé le problème de la compétition autour des ressources extractives : les nouvelles compétitions dans un contexte de crise du système peuvent radicaliser les rivalités, d'où l'urgence d'un organe de régulation. Coopération régionale : s'il convient de respecter les frontières actuelles, de nouvelles formes de gestion deviennent nécessaires, dans un cadre d'accords bilatéraux. Les aspects culturels doivent être pris en compte sans ériger en particularismes politiques les particularités identitaires. Cependant, il faut développer une réflexion sur l'Etat-nation en prenant en compte les spécificités locales pour promouvoir réconciliation et dialogue.

***Débats/discussions***

Après les interventions de cette troisième et dernière session, les débats ont abordé un très grand nombre de questions et se sont conclues par une intervention de M. Pierre Buyoya. Au cours des discussions, il a été notamment question :

- ❖ *Du fait que la crise malienne remet à l'ordre du jour l'urgence fédérale au niveau de l'Afrique. On ne peut confier le destin des pays africains aux instances internationales au sein desquels ces pays n'ont pas de poids.*

- ❖ *Du fait qu'il convient d'éviter la construction d'Etats ethniques et de se focaliser sur le fait que le problème véritable se situe au niveau de la faiblesse des Etats.*
- ❖ *Du fait qu'il faut remettre au goût du jour la problématique de la justice sociale, seule à même d'intégrer véritablement la société politique.*
- ❖ *Du fait qu'il faut appuyer les Etats et non des populations sous prétexte qu'elles seraient nomades.*
- ❖ *Du fait que la guerre au Mali est loin d'être terminée.*
- ❖ *Du fait qu'il n'y aurait pas en réalité de concurrence des grandes puissances au Sahel pour les ressources naturelles.*

**M. Pierre Buyoya, Haut Représentant des Nations pour le Mali et le Sahel**, a évoqué un certain nombre de problèmes et de questions, à commencer par l'apparente léthargie de l'Union Africaine, qui est, bien entendu, constitué d'Etats et dont les actions dépendent de la manière dont les Etats se mettent d'accord (ou pas). Le cas malien représenterait tout de même un électrochoc, dans la mesure où le pays a été sauvé par son ancienne puissance coloniale. Il convient d'indiquer que le groupe de contrôle conjoint UA/ONU mis en place pour servir de cadre de coordination des partenaires extérieurs fonctionne bien, puisqu'il existe un consensus sur ce qu'il faut faire pour aider le Mali. C'est à l'intérieur du Mali même qu'un consensus peine à se dégager. La Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA) doit suivre le dialogue politique malien sans nécessairement jouer les médiateurs.

## **7. Communiqué final**

A l'issue des débats et discussions, un communiqué final sanctionnant la fin des travaux a été lu par le Directeur de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères du Niger. Il ressort que :

le séminaire international sur la Sécurité et le Développement au Sahel-Sahara s'est tenu du 15 au 16 février 2013 à Niamey (Niger) sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger, et sous la présidence effective de Son Excellence Monsieur Brigi Rafini, Premier Ministre du Niger.

La rencontre de Niamey se tient dans un contexte particulièrement tourmenté pour la région Sahel-Sahara confrontée à une multitude de défis liés à sa sécurité et à sa stabilité. L'accélération et l'aggravation de la crise au Mali a précipité une réponse militaire armée initiée par la France à la demande du Mali. Cette situation a précipité aussi le déploiement effectif des forces de la Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA) sous l'égide de la CEDEAO et de l'UA.

Le séminaire international sur la Sécurité et le Développement au Sahel-Sahara a été organisée conjointement par le Gouvernement du Niger à travers le Secrétariat Exécutif de la SDS Sahel Niger, l'Institut International pour la Paix (International Peace Institute -IPI) basé à New York, et le Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S) basé en Mauritanie.

Cette rencontre a rassemblé de hauts responsables de l'ONU, de l'Union africaine (UA), de l'Union Européenne (UE), de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), des élus, des personnalités nigériennes, des spécialistes internationaux des questions de sécurité et de développement, des médias et des représentants de la société civile de la région.

Ce séminaire international visait principalement à approfondir la compréhension du caractère multidimensionnel de la crise dans le Sahel-Sahara, identifier les éléments pouvant être inclus dans la stratégie intégrée pour le Sahel et à améliorer la coopération et la coordination de l'action internationale.

Bien que tous les regards soient actuellement tournés vers le Mali, c'est toute la région sahélo-saharienne et dans une certaine mesure le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest qui sont concernés par des vulnérabilités, des fragilités et des conflictualités. Plusieurs facteurs et réalités sous-tendent ce contexte.

La fragilité et la défaillance de certains Etats se traduisent par leur incapacité d'assurer une présence et une action effectives et efficaces sur l'étendue du territoire national et à satisfaire les besoins de base des populations, notamment celles vivant dans des régions reculées ou isolées.

Cette situation a favorisé le développement du trafic de drogue et d'armes, de l'industrie des enlèvements et d'une économie criminelle transnationale florissante.

La persistance de la menace terroriste, malgré l'action militaire internationale actuelle interpelle les pays de la région, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble sur l'urgence d'une action résolue et intégrée.

Le séminaire a aussi relevé que l'absence d'opportunités économiques, le sentiment d'exclusion, d'injustice et d'abandon, le non respect des droits humains, la mauvaise gouvernance, la faiblesse d'implication des populations locales et la mauvaise redistribution des ressources peuvent constituer un terreau pour l'économie criminelle, le radicalisme et le terrorisme. Toutefois, il a été indiqué que la pauvreté seule ne pouvait être considérée comme la cause principale de l'insécurité, particulièrement du terrorisme.

Par ailleurs, le séminaire international a relevé la faiblesse de la coopération régionale, tout au moins ses limites, non seulement en matière sécuritaire, mais également dans le développement.

Le séminaire a noté l'importance de la participation des populations, des collectivités locales et des organisations de la société civile, notamment des femmes et des jeunes; l'objectif étant de leur permettre de s'impliquer dans la gestion des questions sécuritaires et de développement.

Pour ce faire un dialogue entre décideurs et organisations de la société civile doit être développé et renforcé.

Le séminaire a également relevé que les nombreuses potentialités économiques qu'offrent les pays du Sahel demeurent sous-exploitées. Aussi, dans ces pays, l'Etat se présente comme le principal acteur générateur de richesses et monopolisant la presque totalité des ressources.

Ainsi, le séminaire a pris note de l'importance d'accroître et de renforcer le rôle du secteur privé en tant que pourvoyeur de croissance et d'emplois pour faire de la sécurité et du développement durable une réalité dans le Sahel-Sahara.

Le séminaire a également relevé la déconnexion des centres de recherche et de réflexion et les centres de décision politique. La mise en réseau de toutes ces structures pourrait constituer une force de proposition au service des acteurs politiques et du développement.

Le séminaire a relevé la nécessité de mettre les Etats de la région au centre de la définition et de la mise en œuvre des stratégies sur les questions de développement et de sécurité, avec l'appui de la communauté internationale.

Enfin, au chapitre de la coordination et de la coopération internationale, le séminaire a noté les difficultés récurrentes dans l'analyse des défis sécuritaires et de développement ainsi que dans la mise en œuvre des réponses sur le terrain. Il a par ailleurs encouragé le renforcement de la coopération entre Etats de la région afin de capitaliser sur toutes les expériences en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

Le séminaire a relevé que les pays sahélo-sahariens ont en commun des vulnérabilités, des fragilités et des facteurs d'instabilité qui sont à la base des crises sécuritaires, politiques, alimentaires, sanitaires, environnementales et humanitaires.

Pour surmonter ces défis, ces pays auront besoin d'une coopération internationale coordonnée les impliquant à tous les niveaux. Pour cela, il faudra apporter des corrections, mais aussi des recompositions des actions en cours sur le terrain afin de mieux aider le Sahel à faire face de manière durable et irréversible à toutes les crises qui le traversent.

La clôture du séminaire est intervenue avec l'allocution de Son Excellence AMADOU BOUBACAR CISSE qui a exprimé toute sa satisfaction pour la qualité des travaux et des résultats atteints par les participants. Il a par la suite exhorté « les Etats sahélo-sahariens, et les autres acteurs à accorder toute l'attention requise à la mise en œuvre des propositions issues de vos échanges ainsi qu'à la consolidation du climat de confiance et de transparence qui a toujours caractérisé nos relations pour la recherche de solutions durables aux questions de sécurité et de développement ».

Enfin, il a adressé, au nom du Président de la République, ses vifs remerciements à l'endroit notamment des Présidents ROMANO PRODI, PIERRE BOUYOYA et SAID DJINITT, les Ambassadeurs Envoyés Spéciaux au Sahel, les experts internationaux, les journalistes et l'ensemble des participants, avec une mention spéciale à l'Ambassadeur **AHMEDOU OULD ABDALLAH**, ancien Secrétaire Général Adjoint des Nations-Unies, Président du Centre des Stratégies pour la Sécurité au Sahel et au Sahara et Mr **YOUSSEF MAHMOUD** Conseiller Principal de l'Institut International de la Paix.



# ANNEXES

**Annexe 1 :** Chronogramme

**Annexe 2 :** Note conceptuelle

**Annexe 3 :** Biographie des intervenants

**Annexe 4 :** Discours de la Gouverneure de la région de Niamey

**Annexe 5 :** Mot de bienvenue de Monsieur Najim Elhadj Mohamed Secrétaire Exécutif de la SDS-Sahel Niger

**Annexe 6 :** Allocution de Monsieur Youssef Mahmoud, Conseiller Principal IPI

**Annexe 7 :** Discours de l'Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, Président du Centre 4S

**Annexe 8 :** Discours d'ouverture de SEM Brigi Rafini, Premier Ministre, Chef du Gouvernement

**Annexe 9 :** Communication de Monsieur Marou Amadou, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux

**Annexe 10 :** Contribution de Monsieur Ahmed Mohamed Ag Hamani, Ancien Premier Ministre du Mali

**Annexe 11 :** Contribution de Monsieur Mehdi Taje, Géopoliticien, spécialiste du Maghreb et du Sahel

**Annexe 12 :** Discours de clôture de SEM Amadou Boubacar Cissé, représentant le Premier Ministre

**Annexe 13 :** Communiqué final

**Annexe 14 :** Liste des participants



**SEMINAIRE REGIONAL SUR LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT  
AU SAHEL ET AU SAHARA**

*Niamey, (Niger) 15 et 16 Février 2013*

# CHRONOGRAMME

## PREMIERE JOURNEE

### CEREMONIE D'OUVERTURE

**8h00 – 9h00** Enregistrement des participants

**9h00 – 9h30** Mots de bienvenue

- ☛ **Monsieur Dossou Abba**, *Secrétaire Général Représentant la Gouverneure de la Région de Niamey*
- ☛ **Monsieur Najim Elhadj Mohamed**, *Secrétaire Exécutif SDS Sahel-Niger, Président du Comité d'organisation*
- ☛ **Dr. Youssef Mahmoud**, *Conseiller Principal, IPI*
- ☛ **Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah**, *Président, Centre 4S*

**9h30–10h00** Ouverture solennelle

**S.E. Monsieur Brigi Rafini**, *Premier Ministre, Chef du Gouvernement*,

**10h00–10h30** Photo de famille et Pause - café

### DEBUT DES TRAVAUX

**10h30–12h30 Session 1: La Crise dans le Sahel-Sahara**

*Quels sont les développements politiques et sécuritaires récents dans la région du Sahel-Sahara? Quelles sont les nouvelles dynamiques qu'ils ont déclenchées y compris parmi les différents acteurs étatiques et non-étatiques? Quel est l'impact de ces développements sur la situation politique, des droits humains et du développement humanitaire? Quelles sont les implications géopolitiques et transfrontalières de ces développements? Quels sont les scénarios possibles d'évolution?*

**Président: S.E. Monsieur Amadou Boubacar Cissé**, *Ministre d'Etat, Ministre du Plan*

**Intervenants:**

- ☛ **S.E. Monsieur Marou Amadou**, *Ministre de la Justice, Garde des Sceaux*
- ☛ **Monsieur David Gressly**, *Coordinateur humanitaire régional pour le Sahel OCHA*
- ☛ **Madame Oumou Sall Seck**, *Maire de Goundam, Mali*
- ☛ **Monsieur Mehdi Taje**, *Expert en géopolitique, Tunisie*

**Discussions**

**12h30–14h00** Pause prière et Déjeuner au Palais des Congrès

**14h00–15h00** Intervention de **Monsieur Romano Prodi**, *Envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahel*

**Introduction: Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah**, *Président, Centre 4S*

**15h00–16h00** Discussion plénière

**16h00–18h00 Session 2: Réponses régionales et internationales**

*A la lueur de l'analyse contextuelle fournie par les sessions précédentes, quels devraient être les principaux éléments d'une stratégie intégrée, pour le Sahel ? Quels sont les défis de mise en œuvre? Comment pourraient-ils être surmontés?*

**Président: Ambassadeur Said Djinnit**, *Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest*

**Intervenants:**

- ☛ **Ambassadeur Hans-Peter Schadek**, *Chef, Délégation de l'UE Niamey*
- ☛ **Monsieur Abdelmalek Alaoui**, *Président, Global Intelligence Partners, Maroc*
- ☛ **Monsieur Wolfram Lacher**, *Chercheur Associé, Institut Allemand pour les Affaires Internationales et la Sécurité*
- ☛ **Dr. Fodé Ndiaye**, *Coordonnateur du SNU/Niger*

## Discussions

18h00 – 20H 00 Pause

20h00–22h30 Dîner au Grand Hôtel

Intervention de S.E. Monsieur Brigi Rafini, *Premier Ministre, Niger*

Présentation de la SDS-Sahel Niger: *Monsieur Najim Elhadj Mohamed, Secrétaire Exécutif de la SDS-Sahel*

Introduction: *Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, Président, Centre 4S*

## DEUXIEME JOURNEE

### 9h00–11h00 Session 3: Défis de la coordination et de la coopération internationale

*Comment les acteurs régionaux et internationaux peuvent-ils s'organiser pour renforcer les synergies et la coordination dans la formulation et la mise en œuvre des politiques pour le Sahel? De nouveaux mécanismes sont-ils nécessaires pour aider à combler les lacunes possibles dans ces politiques et les défis qui peuvent survenir dans leur mise en œuvre?*

Président: *Ambassadeur Kai Eide, Envoyé spécial au Sahel, Norvège*

#### *Intervenants:*

- *Professeur Abdoulaye Bathily, Ministre d'Etat Chargé des Affaires Africaines, Sénégal*
- *Général Francisco Espinoza, Chef de mission EUCAP Sahel Niger*
- *Monsieur Soumeylou Boubeye Maiga, Expert en Géostratégie, Mali*
- *Dr. Issa Abdourrahmane Boubacar, Responsable de projets, OIF*

#### Discussions

11h00–11h30 *Pause-café*

11h30–13h00 *Discussion plénière*

13h00–14h15 *Déjeuner au Palais des Congrès*

14h15–15h00 *Intervention de S.E. Monsieur Pierre Buyoya, Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel*

Introduction: *Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, Président, Centre 4S*

15h00–17h00 *Session 4: Discussion générale*

Président: *S.E. Monsieur Amadou Boubacar Cissé, Ministre d'Etat, Ministre du Plan*

*N.B : Au cours de cette session les participants sont invités à se faire inscrire et s'exprimer librement sur le sujet selon la règle Chatham House*

17h00–17h30 *Présentation et validation du Communiqué final*

### CEREMONIE DE CLOTURE

17h30–18h00

*Lecture du Communiqué final: Monsieur Mohamadou Abdoulaye, Directeur de Cabinet, Ministère des Affaires Etrangères, Niger*

#### *Discours de clôture*

*Ambassadeur Ahmedou Ould Abdallah, Président, Centre 4S*

*Dr. Youssef Mahmoud, Conseiller principal, IPI*

*S.E. Monsieur Brigi Rafini, Premier ministre, Niger*

*« Ensemble œuvrons pour la Paix, la Sécurité et le Développement »*



**SEMINAIRE REGIONAL SUR LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT  
AU SAHEL ET AU SAHARA**

*Niamey, (Niger) 15 et 16 Février 2013*

**NOTE CONCEPTUELLE**

## Introduction

1. La crise complexe et multidimensionnelle dans la région du Sahel et du Sahara demeure une priorité sur l'agenda de la communauté internationale, laquelle continue de définir des stratégies en vue de résoudre les causes et conséquences inter reliées de cette crise régionale. Sa particularité est qu'elle intervient dans un contexte de vulnérabilité économique, politique, institutionnelle et sécuritaire caractéristique de la configuration actuelle de la plupart des Etats concernés. L'occupation d'une partie du territoire malien par des groupes irrédentistes constitue la parfaite illustration. Aussi toute recherche de solutions durables ne saurait faire l'économie d'une démarche multidimensionnelle notamment la dimension communautaire. Cette démarche combine à la fois la sécurité, la résilience des populations, la question des tendances démographiques et de migrations, le développement et le renforcement des institutions démocratiques.

2. Prenant la mesure de la gravité de la situation qui appelle à une concertation d'ensemble, les Nations Unies sont en train de développer actuellement une stratégie régionale intégrée pour le Sahel, une tâche confiée à l'Envoyé spécial du Secrétaire-général des Nations Unies, en concertation avec d'autres envoyés spéciaux, y compris le Haut représentant pour le Mali et le Sahel de l'Union Africaine. Cette stratégie, loin d'être isolée, viendra en appui aux stratégies en cours ou développées aux niveaux national, régional et international, à l'exemple de la SDS-Sahel Niger (Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes du Niger) que le gouvernement du Niger a initié pour impulser une dynamique plus forte de développement économique social, culturel et sécuritaire des zones Sahariennes et Sahélo-Sahariennes du Niger.

Le gouvernement du Niger, l'Institut International pour la Paix (*International Peace Institute* IPI en anglais) basé à New York, et le Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S) basé en Mauritanie ont convenu de joindre leurs efforts pour aider les acteurs nationaux, régionaux et internationaux à jeter un autre regard sur la crise en cours au Sahel en constante mutation ainsi que les réponses envisagées pour y faire face. Ainsi a-t-il été décidé d'organiser un séminaire sur la Sécurité et le Développement dans la Région du Sahel-Sahara les 15 et 16 février 2013 à Niamey, Niger.

## 1. Objectifs du séminaire

Afin de contribuer à l'objectif général qui est de promouvoir la sécurité et le développement dans la région Sahélo-Saharienne, le séminaire visera à:

- Développer une compréhension commune et approfondie de la crise sahélo-saharienne en constante mutation et dont les causes et effets sont souvent transfrontaliers;
- Evaluer les réponses, en cours ou envisagées pour faire face à cette crise, et identifier les voies et moyens pour rendre ces réponses plus efficaces;
- Définir une stratégie sur la manière dont les acteurs internationaux pourraient s'organiser afin de mieux appuyer les parties prenantes nationales et régionales dans la recherche de solutions durables aux crises récurrentes dans cette région fragile ;
- Faire connaître et partager l'expérience nigérienne à travers la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes

## 2. Thèmes et déroulement du séminaire

Le séminaire bilingue, en français et anglais, durera deux jours. Outre les cérémonies d'ouverture et de clôture, il comprendra trois panels suivis de débats. Afin d'encourager un échange de vues candide, il sera conduit suivant la règle de Chatham House.

- ☛ Le premier panel présentera une analyse de l'évolution de la situation sécuritaire, humanitaire, économique, politique et des droits de l'homme, en mettant en exergue leur interdépendance.
- ☛ Le second panel se penchera sur les réponses déjà en cours ou envisagées aux niveaux national, régional et international, y compris les défis liés à leur mise en œuvre; et fera une évaluation de ces mesures.
- ☛ Le troisième panel mettra l'accent sur la manière dont les acteurs internationaux pourraient s'organiser afin de mieux soutenir les efforts des parties prenantes nationales et régionales en vue de trouver des solutions durables aux crises récurrentes dans cette région fragile.

En outre, le séminaire offrira au Niger l'opportunité de partager son expérience à travers la présentation de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes.

Au terme du séminaire, un communiqué final et un rapport général seront élaborés, publiés, et enrichiront les réflexions et les actions dans les domaines de la sécurité et du développement à tous les niveaux. Il sera mis en place un mécanisme de suivi des recommandations de la rencontre. Les conclusions du séminaire seront ensuite présentées, au cours d'une prochaine rencontre, aux membres du Conseil de sécurité et autres membres de l'ONU à New York.

### 3. Résultats attendus

A l'issue du séminaire, les participants auront :

- développé une compréhension commune et approfondie de la crise sahélo-saharienne en constante mutation et dont les causes et effets sont souvent transfrontaliers;
- évalué les réponses, en cours ou envisagées pour faire face à cette crise, et identifié les voies et moyens pour rendre ces réponses plus efficaces;
- défini une stratégie sur la manière dont les acteurs internationaux pourraient s'organiser afin de mieux appuyer les parties prenantes nationales et régionales dans la recherche de solutions durables aux crises récurrentes dans cette région fragile ;
- connu et partagé l'expérience nigérienne à travers la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes

### 4. Participants

Le séminaire regroupera environ 100 participants de haut niveau représentant des gouvernements des régions du Sahel-Sahara et de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que des organisations régionales et sous-régionales telles que l'Union Africaine (UA), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD).

Les organisateurs inviteront également l'Envoyé spécial du Secrétaire-General de l'ONU pour le Sahel, et le Haut représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel à participer à la rencontre.

Des chercheurs et analystes, des représentants de la société civile, des personnes ressources, des medias, des représentants d'organisations internationales, des envoyés nationaux pour le Sahel, ainsi que des pays partenaires et donateurs intéressés seront invités à participer au séminaire



## Séminaire International sur la Sécurité et le Développement dans le Sahel-Sahara

*Niamey (Niger) du 15 au 16 février 2013*

### **BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS**

## CEREMONIE D'OUVERTURE

**Dr. Youssef Mahmoud** est Conseiller principal à l'Institut International de Paix (IPI), apportant son soutien aux programmes Afrique, du Moyen-Orient, et des Operations de paix. Avant de prendre sa retraite des Nations Unies en 2011, Monsieur Mahmoud était le Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef de la Mission de l'ONU en République centrafricaine et au Tchad. De 2007 à 2009, il fut le Représentant Exécutif du Secrétaire Général de l'ONU au Burundi et Chef du Bureau Intégrée dans ce pays (BINUB). Avant cela, Monsieur Mahmoud a travaillé pour le système des Nations Unies à divers postes de responsabilité y compris celui de Directeur du Département des Affaires politiques à New York et Coordinateur Résident/Représentant Résident du PNUD en Guyane.

**Monsieur Najim Elhadj Mohamed** est Secrétaire Exécutif de la Stratégie de Développement et de Sécurité dans les Zones Sahélo-Sahariennes du Niger (SDS Sahel-Niger). Il est socio-économiste et spécialiste des questions de développement. Monsieur Elhadj Mohamed totalise une trentaine d'années d'expérience dans l'administration publique axée sur la planification du développement économique et social en général et la gestion décentralisée du développement en particulier. Il est diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Niamey, de l'Institut Pratique de Développement Rural (IPDR de Kollo), de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA de Dakar) au Sénégal et de l'Institut Universitaire des Etudes du Développement (IUED de Genève en Suisse). Il a en outre participé à plusieurs séminaires et ateliers de renforcement de capacités portant sur différents domaines de la vie socio-économique et culturelle nationale, régionale et internationale, tant au Niger, en Afrique, en Europe, en Asie, au Canada, qu'aux Etats-Unis.

**Ambassador Ahmedou Ould-Abdallah** est le Président du Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S), un think tank basé à Nouakchott. Il a consacré sa carrière au développement et à la gestion des conflits en Afrique. Entre 1969 et 1984, il occupa plusieurs postes au sein du Gouvernement mauritanien, y compris ceux de Ministre des Affaires étrangères, Ambassadeur aux Etats-Unis et auprès de l'Union européenne. En 1984, il commença à travailler pour les Nations Unies comme Coordinateur spécial pour l'Energie renouvelable en Afrique et les pays les moins avancés. De 1993 à 1995, Monsieur Ould Abdallah était le Représentant Spécial du Secrétaire-Général des Nations Unies au Burundi. Il fut le Représentant Spécial du Secrétaire-Général en Afrique de l'Ouest basé à Dakar et fut le premier président de la Commission mixte Cameroun-Nigeria qui négocia et débata le retrait du Nigeria de la péninsule de Bakassi, et signa la ligne de démarcation maritime entre les deux pays. Monsieur l'Ambassadeur Ould Abdallah fut aussi le Représentant Spécial du Secrétaire-Général des Nations Unies en Somalie de 2007 à 2010. Il a écrit plusieurs livres, y compris "La Diplomatie Pyromane" (1996) et "Burundi on the Brink" (2000). Il fut Secrétaire Exécutif de Global Coalition for Africa, un forum de promotion des réformes économiques et politiques. Il est membre du Conseil d'administration international du *Center for Ethics, Justice and Public Life*, à l'Université de Brandeis, de *Transparency International*, et de *Search for Common Ground*.

## SESSION 1: LA CRISE DANS LE SAHEL-SAHARA

**Monsieur David Gressly** a été nommé Coordinateur humanitaire régional pour le Sahel en avril 2012. Avant cette nomination, Monsieur Gressly était Directeur du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale. Il fut aussi Coordinateur régional au Soudan du sud de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies de 2008 à 2011. Il établit un Fonds de renforcement des capacités, un Fonds humanitaire commun, et le Fond de recouvrement du Soudan du sud. Il a fourni un appui en médiation aux négociations de paix avec la LRA de 2006 à 2008. De plus, Monsieur Gressly fut Représentant adjoint de l'UNICEF en Inde, Représentant en Guinée, Agent des opérations régionales pour l'Afrique de l'ouest, et agent d'opérations au Nigeria. Avant de travailler pour l'UNICEF, Monsieur Gressly a travaillé à Washington comme Directeur du plan et du budget pour les Corps de la Paix américains. Il fut aussi le Directeur des Corps de la Paix en Mauritanie et commença sa carrière comme Corps de la paix volontaire au Kenya.

**Mr. Mehdi Taje** est diplômé de l'Université Paris V et du Collège de défense de l'OTAN à Rome. Il poursuit un doctorat à l'Université de Paris la Sorbonne sur "la géographie politique de l'espace sahélien: d'une analyse de la conflictualité à une recherche prospective". Expert en géopolitique et en méthodologies de la prospective et de l'anticipation, il enseigne ces disciplines à l'Université de Tunis, à l'Institut de Défense Nationale (IDN, Tunis), à l'Institut des hauts commis de l'Etat à l'ENA (Tunis) et à l'École Supérieure des Forces de Sécurité Intérieure. Parallèlement, M. Taje est expert auprès de l'Institut Tunisien des Études Stratégiques (ITES). Depuis début 2010, M. Mehdi Taje est spécialiste des questions africaines à l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'École Militaire de Paris), membre du think tank la "République des idées" (Rassemblement Constitutionnel Démocratique, Tunisie) et membre du Comité scientifique du Forum International de Réalités. Il a également apporté son expertise auprès de grands groupes industriels français et tunisiens. Enfin, M. Taje est l'auteur d'une monographie sur la géopolitique du théâtre sahélien (NDC Occasional Paper, n°19, décembre 2006) et de nombreux articles balayant de larges champs géographiques (espace sahélien, Afrique, théâtre méditerranéen, Asie, terrorisme, etc.) au sein de revues françaises et tunisiennes. A travers ses travaux sur le Sahel et l'Afrique, M. Taje aspire à développer une nouvelle analyse de la conflictualité de ces espaces en s'appuyant sur l'approche systémique et géopolitique.

## ALLOCUTION

**Monsieur Romano Prodi** est l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahel. Il a eu une carrière importante dans la diplomatie internationale, ainsi que dans le milieu universitaire et les organisations internationales. Il fut Premier Ministre de l'Italie de 2006 à 2008 et entre 1996 et 1998. M. Prodi fut également Président de la Commission européenne de 1999 à 2005, supervisant la mise en place de l'euro; l'élargissement de l'Union européenne avec 10 nouveaux pays d'Europe centrale, de l'Est et du Sud; et le Traité constitutionnel européen. Auparavant, entre 1978 et 1979, M. Prodi fut Ministre de l'industrie de l'Italie et responsable de l'Institut pour la reconstruction industrielle. M. Prodi a continué à travailler dans le milieu universitaire et dans la diplomatie internationale. Il a occupé des postes d'enseignant à l'Université de Brown et à l'École de commerce international Chine-Europe. Il est toujours Président de la Fondation pour la coopération à l'échelle mondiale dont la mission est de contrecarrer les problèmes « sociaux, culturels et politiques dans le monde » par des propositions nouvelles de coopération dans le contexte international. En 2008, M. Prodi occupe le poste de Président du Groupe de haut niveau Nations Unies-Union africaine pour le maintien de la paix en Afrique.

**Ambassadeur Said Djinnit** est le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Il dirige le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) depuis Avril 2008. Il préside la Commission Mixte Cameroun-Nigeria (CMCN), créée en Novembre 2002 pour faciliter la mise en œuvre de la décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ) relative à la délimitation de la frontière entre les deux pays. Il préside également la Commission de suivi de l'Accord de Greentree concernant la péninsule de Bakassi. Auparavant, Said Djinnit était le Commissaire de l'Union Africaine (UA) pour la paix et la sécurité. Il a également occupé le poste de Secrétaire général adjoint aux Affaires politiques de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui est devenue l'UA en 1999. Au cours de sa carrière, il a contribué à la mise en place de l'architecture et de l'agenda de l'UA pour la paix et la sécurité avec la création du Conseil de Paix et de Sécurité et de la Force Africaine en Attente (FAA). Monsieur Djinnit a été le fer de lance de la contribution du Secrétariat général de l'OUA et de la Commissions de l'UA aux efforts de paix sur le continent africain, notamment en Éthiopie et en Érythrée, en République démocratique du Congo, au Burundi, aux Comores, en République Centrafricaine, en Cote d'Ivoire, au Liberia, au Soudan et en Somalie. Il a joué un rôle central dans le déploiement des missions de paix de l'UA au Burundi (MIAB), au Soudan (MUAS) et en Somalie (AMISOM). Il a contribué, pour le compte de l'UA, à l'établissement de la Mission ONU-UA au Darfour (UNAMID). L'Ambassadeur Djinnit a occupé différentes fonctions diplomatiques pour l'Algérie, son pays d'origine.

**Monsieur Abdelmalek Alaoui** est fondateur et président de Global Intelligence Partners. Il est l'auteur d'une nouvelle doctrine marocaine d'Intelligence Economique, théorisée dans le livre "Intelligence Economique et Guerres Secrètes au Maroc" paru en 2009 à Paris (Editions Koutoubia). Le livre fut l'ouvrage de stratégie le plus vendu au Maroc en 2010. Spécialiste des stratégies cognitives et de la conduite du changement dans des environnements complexes, il conseille les clients publics et privés de G.I.P sur les questions de veille stratégique et d'influence. A ce titre, il met en place des systèmes d'intelligence économique intégrés, des dispositifs de communication de crise, et déploie des stratégies de correction d'image. En sa qualité d'analyste, il intervient régulièrement dans les colonnes du "Plus" de l'hebdomadaire "Le Nouvel Observateur", dans le "Cercle" du quotidien "Les Echos", ainsi que dans le journal électronique "Atlantico.fr". Parmi ses autres contributions à des publications: "Une ambition marocaine: des experts analysent la décennie 1999/2009" (Paris éditions Alphée), "La projection stratégique du Maghreb en Afrique" (Institut Français des relations Internationales (IFRI), éditions du CNRS). Au niveau associatif, il préside le Forum Francophone des Affaires au Maroc et le 18 avril 2012, M. Alaoui a été élu Président de l'Association Marocaine d'Intelligence Economique (AMIE). M. Alaoui est diplômé en Gestion publique de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences Po), et d'un troisième cycle en Intelligence Economique et Stratégique de l'Ecole de Guerre Economique.

**Madame Oumou Sall Seck** est Maire de Goundam, ville de 15.000 habitants située dans le cercle de Tombouctou dans le Nord du Mali. Elle a été élue pour la première fois en 2004; elle fut réélue en 2009. Au moment où le Nord du Mali tombait entre les mains de mouvements rebelles et armés, voyant par la même occasion la destruction de plusieurs des projets qu'elle a contribué à mettre en œuvre, elle a dû fuir sa ville pour Bamako. Aujourd'hui, elle nourrit l'espoir que les forces africaines continuent la traque des Islamistes, reconquièrent le Nord du pays de telle sorte que sa ville de Goundam soit reconstruite et continue sa marche vers le progrès.

**Monsieur Wolfram Lacher** est chercheur au Département du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Institut Allemand des Affaires Internationales et de Sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP) à Berlin. Ses recherches se concentrent sur la Libye, l'Algérie et les questions de sécurité dans la région du Sahel-Sahara. Avant de rejoindre SWP en septembre 2010, Monsieur Lacher a travaillé comme analyste de

l’Afrique du nord à Control Risks, un cabinet de consultation sur le risque dans les affaires basé à Londres de 2007 à 2010. Monsieur Lacher a suivi des études africaines et arabes à l’Université de Leipzig et à l’Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) à Paris. Il est titulaire d’une Licence en Relations internationales de l’Université américaine du Caire (AUC) et d’une Maîtrise en Violence, conflit et développement de l’Ecole d’études africaines et orientales (School of Oriental and African Studies) de Londres.

**M. Fodé N’diaye** est Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Niger depuis février 2012. Il est de nationalité sénégalaise et est détenteur d’un PhD (avec matière principale l’économie) de Erasmus University (Pays-Bas) et d’un Master en Administration Publique de l’Université de Harvard (USA). Il est aussi ingénieur agronome spécialisé en développement rural et aménagement micro-régional (ENSAT/France), certifié en microfinance (Boulder Colorado), en financement des PME (Harvard Kennedy School, USA) et en politique et management publics (Harvard Kennedy School). M. Fodé Ndiaye a intégré l’UN Capital Développement Fund (UNCDF) en août 1998. Il a occupé plusieurs fonctions y compris: Directeur Technique régional et Coordonnateur du Bureau Régional de l’UNCDF pour l’Afrique du Sud et de l’Est (2004-2009), Directeur du Bureau Régional de l’UNCDF pour l’Afrique de l’ouest et du centre (octobre 2009 – février 2012). Avant d’intégrer l’UNCDF, M. Fodé Ndiaye a travaillé à la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal, CNCAS (1986-1998) dont il a été le Secrétaire Général (1991-1998). Il a été consultant pour des agences des Nations Unies, des banques régionales et d’autres organisations internationales.

### SESSION 3: DEFIS DE LA COORDINATION ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALES

**Ambassadeur Kai Eide** est l’Envoyé spécial pour le Sahel du Ministère norvégien des Affaires étrangères. Il est l’ancien Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Afghanistan (2008-2010). Avant sa nomination, il était l’Envoyé spécial du Secrétaire Général chargé d’une revue complète sur le Kosovo en 2005, et fut Représentant Spécial du Secrétaire Général en Bosnie Herzégovine entre 1997 et 1998. Monsieur Eide est actif dans la diplomatie norvégienne depuis 1975. Sa carrière comprend des affectations telles que Conseiller spécial du Ministère norvégien des Affaires étrangères sur les Balkans et Ambassadeur de la Norvège à la Conférence internationale sur l’Ex-Yougoslavie, avec une responsabilité particulière en matière de négociation sur la Croatie. Il fut également Représentant permanent de la Norvège auprès de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord, et Ambassadeur de la Norvège auprès de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), y compris comme Président du Conseil permanent de l’OSCE.

**Professeur Abdoulaye Bathily** est Ministre d’Etat auprès de la Présidence du Sénégal en charge des Affaires africaines et Professeur d’Histoire à L’Université de Dakar. Abdoulaye Bathily a une expérience gouvernementale dans son pays; il a été Ministre dans les Gouvernements des anciens Présidents Abdou Diouf et Abdoulaye Wade. Il a également été Député et Vice-président de l’Assemblée nationale.

**Général Francisco Espinoza** est depuis 2012 le Chef de la mission EUCAP Sahel Niger. Avant cette affectation, il a servit dans la Guardia Civil de la Province espagnole de Las Palmas de 2008 à 2012 et comme Attaché auprès de l’Ambassade d’Espagne en France.

**S.E. Monsieur Pierre Buyoya** est le Haut Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel. En janvier 2013 il a été nommé Représentant Spécial de la Présidente de la Commission de l'Union africaine, Chef de la Mission internationale de Soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA). M. Pierre Buyoya a été Président de la République du Burundi de 1987 à 1993, et de 1996 à 2003. Il a une expérience importante en matière de gestion et de résolution des conflits. En 2008, il fut nommé par l'Union africaine pour diriger une mission de paix au Tchad. Depuis 2009, l'ancien Président Buyoya est également membre du Groupe de mise en œuvre de Haut niveau de l'Union africaine (AUHIP) sur le Soudan et le Soudan du sud. Le Président Buyoya est diplômé de l'Académie militaire de Bruxelles, de l'Ecole d'application des troupes blindées, de l'Ecole des capitaines, de l'Ecole d'Etat-major de Saumur (France) et de la Fuehrungsakademie der Bundeswehr de Hambourg (Allemagne).

**Dr. Amadou Boubacar Cissé** est Ministre d'Etat, Ministre de la planification, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire dans le nouveau gouvernement du Niger depuis Avril 2011. M. Cissé est haut cadre de la fonction publique depuis plus de trente ans tant dans son pays d'origine, le Niger que dans les institutions financières internationales, à savoir, la Banque mondiale et, plus récemment la Banque Islamique de Développement, basée à Djeddah où il a servi comme vice-président (chargé des Opérations). Il a commencé sa carrière dans la fonction publique au Niger, où il a successivement occupé de 1975 à 1982 les postes de Directeur Général du Ministère des Travaux Publics et responsables de la Direction de l'Autorité des chemins de fer Bénin-Niger avant de rejoindre la Banque mondiale en 1983, où il a joué un rôle important dans l'élaboration de la politique de prêts aux infrastructures en Afrique, en particulier dans le secteur des transports, en sa qualité de Directeur du Programme I Transports pour l'Afrique sub-saharienne. En 1996, il rejoint le gouvernement du Niger, où il a d'abord servi comme Ministre de l'Economie, des Finance et du Plan, avant de devenir premier ministre. A la tête du gouvernement, il a mis en ouvre un vaste programme de réformes. Il a mené d'importantes négociations avec le Club de Paris, qui a permis au Niger de retrouver la confiance des principaux bailleurs de fonds (UE, FMI, Banque mondiale ...), facilitant ainsi la reprise de l'aide internationale. Il a ensuite repris sa carrière en tant que fonctionnaire international au sein du Groupe de la Banque mondiale à Washington DC avant d'être nommé, en 2002, vice-président ( chargé des opérations) à la Banque Islamique de Développement, où il était en charge du Portefeuille de Prêts de 8 milliards de dollars couvrant 56 pays au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique Latine. Il est largement crédité pour la réussite de la transformation de la Banque Islamique de Développement, ayant considérablement amélioré sa perspective opérationnelle, permettant de doubler son volume de prêts et de tripler ses revenus dans les cinq ans. Il a repositionné cette institution en s'attaquant de front à un certain nombre de questions stratégiques et de développement (notamment en mettant davantage l'accent sur l'agriculture en général et le développement rural en particulier) et en forgeant des partenariats efficaces avec les pays membres, ainsi que les partenaires au développement, y compris le secteur privé. Dr Cissé a joué un rôle dans l'élaboration du Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique qui a initié une approche à deux volets basé sur le soutien aux activités qui servent directement la réalisation des OMD ainsi que des activités génératrices de revenus et de promotion de la croissance. Il a pris une part active dans la mise en place du Fonds de Solidarité Islamique pour le développement basé sur programmes axés sur les pays, sur les résultats, à base communautaire et une action de réduction de la pauvreté, Il a aussi beaucoup contribué à l'élaboration de la Déclaration dite de Djeddah par laquelle la BID s'est engagée à déployer une aide globale de 1,5 milliards de dollars pour soutenir ses pays membres les moins développés pour répondre à court, moyen et long terme aux besoins liés à la crise alimentaire et pour adapter sa coopération avec les bailleurs de fonds à cet égard. Dr Cissé est détenteur d'un doctorat en Génie Civil de la célèbre "Ecole Nationale des Ponts et Chaussées de Paris "ainsi que d'un Master en Economie de l'Institut des Sciences Politiques de Paris ".



REPUBLIQUE DU NIGER  
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de  
La Décentralisation et des Affaires Religieuses  
Région de Niamey

**DISCOURS DE BIENVENUE DE LA GOUVERNEURE DE LA REGION DE NIAMEY  
A LOCCASION DE L'OUVERTURE DU SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA SECURITE ET LE  
DEVELOPPEMENT DES ZONES SAHELO-SAHARIENNES DU NIGER**

*Vendredi, le 15 Février 2013*

- ❖ Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat,
- ❖ Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée,
- ❖ Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- ❖ Excellence Monsieur l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'O.N.U pour le Sahel,
- ❖ Excellence Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest,
- ❖ Excellence Madame la Commissaire aux Affaires Politiques de l'UA,
- ❖ Excellence Monsieur le Haut Représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel,
- ❖ Excellences Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République,
- ❖ Honorables députés,
- ❖ Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,
- ❖ Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales,
- ❖ Monsieur le Président du Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel et du Sahara,
- ❖ Monsieur le Secrétaire Exécutif de la SDS Sahel-Niger,
- ❖ Honorables Chefs traditionnels et leaders religieux,
- ❖ Distingués participants,
- ❖ Mesdames et Messieurs, à vos titres, grades et qualités,

Il est de coutume chez nous au Niger de dire que : « Le pied ne va pas là où le cœur ne veut pas ». En acceptant de nous faire l'amitié d'effectuer le déplacement de Niamey, vous témoignez de votre fraternel attachement au peuple nigérien et de votre agissante détermination à contribuer à l'avènement de sa sécurité et de celle de l'espace sahélo-saharien. Nous vous en sommes profondément reconnaissants.

Aussi, c'est avec une légitime fierté que je vous souhaite au nom des populations de la Région de Niamey la chaleureuse et cordiale bienvenue à Niamey. Niamey la coquette, autrement dit « Niamey Nyalla », qui deux jours durant sera le point de mire de l'actualité au vu de la qualité des éminentes personnalités qu'elle accueille et du sujet combien préoccupant qui y sera traité.

- ❖ **Excellence Monsieur le Président de la République,**
- ❖ **Mesdames et Messieurs,**
- ❖ **Chers participants,**

Ville hôte de cette importante rencontre, Niamey est au premier plan intéressée et concernée par la thématique de ce séminaire international. Et Niamey attend avec impatience et espère beaucoup des conclusions de cette rencontre de haut niveau.

Si une certaine conception tend à faire croire que la sécurité comme le mal développement sont essentiellement des faits ruraux, dans la réalité, elles ont toutes une dimension urbaine indéniable.

- ❖ **Excellence Monsieur le Président de la République,**
- ❖ **Mesdames et Messieurs,**
- ❖ **Chers participants,**

Niamey, siège de toutes les institutions politiques, abrite aussi les agences de coopération bi et multilatérales, les ONG et autant de structures impliquées dans la réalisation de la sécurité nationale.

C'est dire qu'en tous points de vue, la capitale politique est interpellée par la question sécuritaire et elle entend jouer sa partition dans la résolution de celle-ci. Elle sait qu'elle doit contribuer à la réflexion et à la recherche de solution ; et elle s'apprête à se mobiliser et à s'engager dans l'action.

C'est sur cette disposition d'esprit, que je termine mon propos en vous réitérant, Mesdames et Messieurs, encore une fois la fraternelle et amicale bienvenue chez vous, à Niamey en terre africaine du NIGER, et en souhaitant à tous un excellent séjour parmi nous.

Pleins succès à vos travaux !

**Je vous remercie de votre aimable attention !**

REPUBLIQUE DU NIGER



*FRATERNITE TRAVAIL PROGRES*

**Cabinet du Premier Ministre**

-----

**Secrétariat Exécutif de la Stratégie pour le Développement et la  
Sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger**

**MOT DE BIENVENUE DE MONSIEUR NAJIM EL HADJ  
MOHAMED, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA SDS SAHEL-NIGER**

**SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA SECURITE ET LE  
DEVELOPPEMENT AU SAHEL ET SAHARA**

*Niamey, le 15 Février 2013*

- Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République ;
- Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernements ;
- Honorables Elus du Peuple ;
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations accréditées au Niger ;
- Monsieur le Président du Centre pour les Stratégies de Sécurité au Sahel et au Sahara ;
- Monsieur le Conseiller Principal de l'Institut International de la Paix
- Honorables Invités ;
- Distingués participants ;
- Mesdames et Messieurs en vos titres, grades et qualités.

Je voudrais en cet instant solennel me réjouir de votre présence et vous souhaiter une très chaleureuse et cordiale bienvenue au nom du Secrétariat Exécutif de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS Sahel Niger).

C'est aussi l'occasion pour moi de saisir cette heureuse opportunité qui m'est offerte, pour rendre un hommage appuyé à **SEM ISSOUFOU MAHAMADOU**, Président de la République, Chef de l'Etat, qui très tôt, conformément à son serment et son projet de société, tel que stipulé dans le programme de la Renaissance, a mis l'accent sur la nécessaire conciliation du couple sécurité et développement pour créer les conditions d'une paix durable.

En effet, le Programme de la Renaissance accorde une place de choix à la sécurité : D'abord la sécurité alimentaire à travers l'IGN les Nigériens nourrissent les Nigériens, ensuite la sécurité des personnes et des biens et le développement économique, social et culturel à travers notamment la stratégie pour le développement et la sécurité des zones sahélo-sahariennes.

**Excellence Mr le Premier Ministre**  
**Mesdames et Messieurs**

Si cette rencontre se tient dans de bonnes conditions c'est grâce au soutien et surtout l'engagement à nos côtés de notre parrain, SE l'Ambassadeur **AHMEIDOU OULD ABDALLAH**, ancien Secrétaire Général Adjoint des Nations-Unies, Président du Centre des Stratégies pour la Sécurité au Sahel et au Sahara, qui depuis le lancement officiel de la SDS le 1<sup>er</sup> Octobre 2012, a continué à nous soutenir par ses conseils combien pratiques, pertinents et utiles, et n'a ménagé ni son temps ni ses ressources et sa très grande expérience de diplomate chevronné.

Il a su entraîné dans son sillage un autre ami du Niger, un grand Ambassadeur des bonnes causes, le Conseiller Principal de l'Institut International de la Paix, Monsieur **YOUSSEF MAHMOUD**, avec qui en 2001, j'ai eu l'honneur et l'agréable plaisir de voyager par voie terrestre, de Niamey à Agadez pour une autre cause non moins noble relative à la formulation d'une stratégie nationale pour la prévention et la gestion des conflits.

En attendant que des voies plus autorisées que la mienne le fassent, je vous prie Excellence Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Conseiller Principal de recevoir mes souhaits de bienvenue chez vous en terre africaine du Niger.

Avec votre permission Excellence Monsieur le Premier Ministre, Je demande à cette auguste assemblée de les acclamer très fort.

### **Mesdames et Messieurs**

#### **Distingués Invités**

Je voudrais au terme de mon propos, vous présenter d'avance toutes les excuses du Comité d'organisation, pour les éventuelles imperfections que vous auriez constatées dans l'organisation matérielle, technique et pédagogique de cette rencontre, et émettre le vœu qu'elle soit riche d'enseignements, à la hauteur de nos attentes respectives et celles surtout des peuples de l'espace sahélo-saharien qui aspirent plus que jamais à la paix, à la sécurité et au développement.

Que Dieu vous bénisse, bénisse le Niger, son peuple, ses dirigeants et ses partenaires, pour qu'ensemble, nous puissions œuvrer pour la Paix, la Sécurité et le Développement.

**Séminaire International sur la Sécurité et le Développement  
au Sahel et au Sahara**

-----  
*Du 15 au 16 février 2013 au Palais des Congrès  
Niamey, Niger*

**ALLOCUTION DE MONSIEUR YOUSSEF MAHMOUD  
CONSEILLER PRINCIPAL INSTITUT INTERNATIONAL POUR LA PAIX  
(IPI)**

**A L'OUVERTURE DU SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA SECURITE  
ET LE DEVELOPPEMENT AU SAHEL ET AU SAHARA**

*Niamey, le 15 Février 2013*

- Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger, Chef de l'Etat
- Excellence Monsieur Brigi Rafini, Premier Ministre du Niger, Chef du Gouvernement
- Excellence Monsieur Amadou Boubacar Cissé, Ministre d'Etat Ministre du Plan
- Excellence Monsieur Marou Adamou, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Ministre des Affaires étrangères par intérim,
- Mesdames Messieurs les Ministres
- Monsieur Romano Prodi, Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahel
- Excellence Monsieur Pierre Buyoya, Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel
- Monsieur Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest
- Honorables Membres de l'Assemblée Nationale
- Messieurs les chefs traditionnels et religieux
- Excellences Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique
- Excellences, Mesdames et Messieurs,
- Tout protocole confondu.

Nous vous remercions Excellence Monsieur le Président de la République, d'avoir bien voulu honorer de votre présence, le lancement de cette importante rencontre internationale sur la sécurité et le développement dans la région du Sahel-Sahara.

Nous vous adressons également Excellence, nos remerciements les plus sincères pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans votre beau pays.

Après deux décennies de collaboration avec l'ancienne Organisation de l'unité africaine (OUA) puis l'Union africaine, l'Institut International pour la Paix (IPI), qui est situé près du siège des Nations Unies à New York, a convenu, avec les hauts responsables de l'Union africaine, déjà en mars 2011 que les menaces à la paix et à la sécurité internationale dans la région du Sahel-Sahara méritaient une réflexion approfondie de la part de IPI et d'autres centres de recherche.

Ceci a justifié le partenariat entre mon institution et le Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara ou Centre 4S que dirige mon ami et ancien collègue son Excellence M. Ahmedou Ould Abdallah.

Après des discussions préliminaires à New York et à Tunis, nos deux institutions ont décidé de tenir une réunion internationale sur le Sahel dans la sous-région et le choix s'est vite porté sur le Niger, un pays qui a déjà fait une réflexion nationale d'ordre stratégique et programmatique sur la sécurité et le développement dans ses zones sahélo-saharienne.

Et donc nous nous félicitons Excellence Monsieur le Président, que votre gouvernement ait non seulement accepté d'accueillir ce séminaire international mais aussi d'en être le leader.

A cet égard, permettez-moi de remercier chaleureusement Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes du Niger, Monsieur Najim El hadj Mohamed et son équipe, dont le travail acharné a permis l'organisation efficace de ce séminaire. Nos remerciements vont également à l'endroit des partenaires internationaux qui nous ont soutenus.

Avec le Gouvernement du Niger, IPI et le Centre 4S, nous avons convenu que ce séminaire devrait aboutir à trois résultats à savoir :

- *Une compréhension approfondie et partagée du système de conflits en constante mutation qui fragilise les pays du Sahel-Sahara ;*
- *La définition des principaux éléments d'une stratégie qui enrichirait la conception et informerait la mise en œuvre des réponses à apporter à cette crise ; et*
- *Un accord sur les mécanismes qui permettraient aux partenaires internationaux de mieux appuyer cette stratégie, au niveau national, régional et international.*

Ce sont des objectifs ambitieux pour une rencontre de deux jours. Mais, avec le concours des intervenants et la rigueur des présidents de séances nous devrions pouvoir y arriver.

Il est évident que ces résultats ne peuvent s'inscrire dans la durée sans le suivi.

C'est pour cette raison qu'IPI, le Centre 4S et le Représentant Permanent du gouvernement du Niger, ont convenu d'organiser à New York, dans les semaines à venir, et à l'intention des membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, une restitution des conclusions et recommandations qui auront émergé de cette rencontre. Cette restitution vise à éclairer davantage les délibérations du Conseil sur ce sujet du Sahel qui le préoccupe en premier lieu.

Excellence M. Le Président, le processus de réflexion qui nous entamons par cette rencontre prendra certainement d'autres formes. Il s'inscrira sans aucun doute, dans le cadre de la devise Nigérienne : « Ensemble, œuvrons pour la paix, la sécurité et le développement ».

**Je vous remercie de votre aimable attention.**

**Séminaire International sur la Sécurité et le Développement au Sahel-  
Sahara**

*Du 15 au 16 février 2013 au Palais des Congrès  
Niamey, Niger*

**DISCOURS DE L'AMBASSADEUR  
AHMEDOU OULD ABDALLAH, PRÉSIDENT DU CENTRE 4S**

**A L'OUVERTURE DU SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA  
SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT AU SAHEL ET AU SAHARA**

*Niamey, le 15 Février 2013*

- **Excellence Monsieur Brigi Rafini, Premier Ministre, Chef du Gouvernement,**
- **Excellence Monsieur Pierre Buyoya, Haut Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel,**
- **Monsieur Romano Prodi, Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahel, ancien Président de la Commission de l'Union Européenne et ancien Premier Ministre d'Italie,**
- **Monsieur Saïd Djinnit, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU en Afrique de l'Ouest,**
- **Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,**
- **Messieurs les Présidents d'Institutions de la République,**
- **Monsieur les membres du Gouvernement,**
- **Honorables membres de l'Assemblée Nationale,**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,**
- **Mesdames et Messieurs, tout protocole confondu,**

Je voudrais tout d'abord Monsieur le Premier Ministre vous exprimer toute ma gratitude pour votre présence qui démontre, au-delà du sens aigüe de l'hospitalité envers vos nombreux hôtes étrangers, l'intérêt que le Niger porte à la sécurité dans le Sahel.

Je remercie tous les participants qui ont fait le déplacement pour apporter leurs contributions et points de vue. En particulier, je salue la présence parmi nous de Monsieur Romano Prodi, Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahel et du Président Pierre Buyoya, Haut Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel. Le Représentant Spécial de l'ONU en Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit n'est plus à présenter.

Le Centre 4S se réjouit de se joindre au Gouvernement du Niger, sous la conduite de Son Excellence Monsieur Brigi Rafini, à travers notamment le Secrétariat Exécutif de la Stratégie de Développement et de Sécurité pour les zones Sahélo-sahariennes, et à l'Institut International pour la Paix (IPI) pour l'organisation de ce séminaire.

Nous sommes rassemblés à Niamey au moment même où la région se trouve dans la tourmente, confronté à une multitude de défis à sa stabilité. La récente réponse internationale conduite par la France a été largement saluée dans la région et au-delà. Elle illustre la sévérité de la crise dans le Sahel et met en avant la nécessité d'une action internationale intégrée.

Nous sommes rassemblés ici non seulement pour évoquer la crise actuelle dans ses principaux aspects, mais surtout pour débattre des réponses formulées aussi bien au niveau national, régional, qu'international.

Le Niger à travers votre Gouvernement et le message du Président Issoufou Mahamadou en faveur de plus de démocratie, de liberté et de la recherche de consensus offre une voie pour gérer la complexité et la volatilité prévalant dans le Sahel.

Géographiquement au cœur du Sahel, le Niger a une connaissance parfaite de la menace, de sa nature multidimensionnelle et du lien étroit existant entre les dynamiques de paix, de sécurité et de développement.

Dans sa gestion politique ce pays confirme chaque jour la nature également multidimensionnelle des réponses qui doivent être apportées aux menaces et défis.

De fait, la réponse à la crise du Sahel doit reposer sur une approche collective dans la recherche du renseignement, l'action sécuritaire et les efforts de développement, en particulier dans les régions frontalières. Les questions identitaires, qu'ont retrouvées dans toute la région, y trouveront les réponses les plus adéquates. De plus, la complexité de la menace (terrorisme, trafics divers, en particulier de drogue) impose la mutualisation des efforts et l'implication du plus grand nombre possible d'Etats.

Cette menace étant transnationale, la réponse devra également l'être et faire appel en particulier à la contribution de tous les Etats du Maghreb et du Golfe de Guinée.

Je ne saurais terminer sans adresser tous mes remerciements au Niger et au Secrétariat Exécutif de la SDS-Sahel pour son travail remarquable sous la conduite de Monsieur Najim El Hadj Mohamed et souhaiter à tous les participants de riches et fructueux travaux.

Nous remercions aussi tous ceux qui nous ont apporté leur soutien pour l'organisation de cet évènement: les Gouvernements des Pays-Bas, du Luxembourg, de la Finlande et de la Norvège, de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et du Système des Nations Unies.

**Je vous remercie.**

**REPUBLIQUE DU NIGER**

-----  
Fraternité-Travail-Progress



-----  
Présidence de la République

**DISCOURS DE SEM BRIGI RAFINI PREMIER MINISTRE,  
CHEF DU GOUVERNEMENT**

**A L'OUVERTURE OFFICIELLE DU SEMINAIRE  
INTERNATIONAL SUR LA SECURITE ET LE  
DEVELOPPEMENT DES ZONES SAHELO-SAHARIENNES**

*Niamey, le 15 février 2013*

- Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions de la République ;
- Mesdames et Messieurs les Députés ;
- Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;
- Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique ;
- Monsieur le Secrétaire Général de la Région de Niamey ;
- Distingués invités ;
- Chers participants ;
- Mesdames et Messieurs ;

Je voudrais tout d'abord, au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur ISSOUFOU MAHAMADOU, souhaiter la chaleureuse bienvenue au Niger aux éminentes personnalités qui ont bien voulu honorer de leur présence la tenue de ce séminaire international sur la Sécurité et le Développement au Sahel et au Sahara dans un contexte sous régional marqué par une crise sécuritaire complexe.

En acceptant de faire le déplacement de Niamey, vous témoignez ainsi au peuple nigérien votre amitié, mais aussi et surtout votre volonté d'accompagner notre sous région dans la recherche des solutions idoines aux maux qui l'assaillent.

Je voudrais, à cet effet, encourager l'initiative partagée de l'Institut International pour la Paix, du Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel-Sahara et du Secrétariat Exécutif de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger de créer ce cadre de réflexion et d'échanges sur la sécurité et le développement, qui sont, comme vous le savez, deux(2) problématiques inter-reliées.

### **Mesdames et Messieurs,**

Au moment où je m'adresse à vous, les armées africaines sont déployées au Mali, avec l'appui vigoureux et désintéressé de la France, pour le retour de la paix et de l'intégrité du territoire malien, mais aussi pour la liberté et les droits de l'homme.

L'islam, au nom duquel le peuple malien a été martyrisé ces derniers mois, est une religion de paix et de tolérance, qui constitue depuis la nuit des temps le socle fédérateur, spirituel et culturel de nos sociétés.

Je voudrais, à ce stade de mon intervention, remercier l'ensemble des pays qui œuvrent aux côtés du Mali pour un retour rapide de la Paix et de la Sécurité dans cette partie du Sahel.

Le Président de la République, SEM Issoufou Mahamadou, en dirigeant averti et prévoyant a tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme pour que la situation au Mali ne dégénère pas.

C'est pourquoi, dès le vote de la résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies qui autorise le déploiement d'une force militaire internationale dédiée à la reconquête des régions occupées du Nord du Mali, il a demandé et obtenu de l'Assemblée Nationale l'autorisation d'envoyer des troupes au Mali.

C'est ainsi que le Niger a dépêché un contingent fort de 680 hommes dans le cadre de la Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA).

C'est le lieu pour moi d'avoir une pensée particulièrement pieuse pour nos soldats qui œuvrent, aux côtés des autres forces Africaines et Françaises, pour le retour de la paix et de la sécurité dans notre sous-région.

**Mesdames et Messieurs,**

Mon pays, le Niger, a payé et continue à payer un lourd tribut en raison des conséquences socio-économiques de la crise sécuritaire qui affecte depuis plusieurs années notre sous-région.

Les leviers économiques que son pour l'essentiel : l'élevage, le tourisme, l'artisanat, le commerce, ont été particulièrement affectés, privant ainsi les populations de leurs principales sources de revenus.

Sur le plan social, la persistance de cette insécurité a perturbé l'accès aux services sociaux de base par les populations, mais a également compromis les investissements destinés aux zones affectées.

**Mesdames et Messieurs**

Le Niger est à l'intersection de deux zones de prédilection d'insécurité entretenue par la récurrence de mouvements politiques armés, le trafic de drogue, des armes et cigarettes etc. Cette situation fait de lui un espace particulièrement exposé et vulnérable. Fort de ce constat, le Programme de Renaissance a prévu des mesures vigoureuses dont le gouvernement s'attèle à mettre en œuvre. Il s'agit :

- Du rétablissement du monopole de violence de l'Etat, à travers la récupération de toutes les armes de guerre ;
- De la sensibilisation et de la dissuasion dans les zones exposées aux conflits inter-communautaires de types ethniques ;
- De la sécurisation des axes routiers ;
- Du redéploiement judicieux des forces de défense et de sécurité afin d'assurer une couverture optimale de l'ensemble du territoire national.

Toutes ces actions ont permis au Niger, Dieu Merci, d'être à l'abri des soubresauts sécuritaires dont notre sous-région est victime.

Il s'agissait pour le Président de la République, Chef de l'Etat, à travers cette démarche de concevoir et de mettre en œuvre un meilleur encadrement administratif et un vaste programme de développement économique et social des zones pastorales et agro-pastorales.

**Mesdames et Messieurs,**

Le développement étant indissociable de la sécurité, la réponse à ses problèmes doit être globale et cela dans la droite ligne de la vision du Président de la République. C'est ainsi que le Gouvernement a conçu un important Programme intitulé : Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes du Niger (SDS Sahel Niger).

Cette démarche procède de la volonté du Gouvernement et de ses Partenaires de concilier la problématique de la paix et de la sécurité à celle du développement.

La SDS est, en ce sens, un véritable outil d'aménagement du territoire qui vise essentiellement à consolider la paix, à corriger les disparités, à impulser une dynamique plus forte de développement économique-social et culturel des zones sahélo-sahariennes et à contribuer ainsi à souder davantage les régions septentrionales aux autres régions du Pays.

Cette stratégie, dont le financement nécessite la mobilisation de plus de 1200 milliards de francs CFA, prend en compte les priorités économiques et sociales contenues dans le Programme de la Renaissance comme la sécurité des personnes et des biens, la sécurité alimentaire, les services sociaux de base, les infrastructures et l'emploi.

Ce Programme offre indéniablement un nouvel espoir aux populations de ces régions qui sont les plus exposées aux menaces récurrentes de l'insécurité.

Ceci contribuera, sans nul doute, au renforcement du cadre démocratique et de la bonne gouvernance par une plus grande présence de l'Etat, en harmonie avec le développement des collectivités décentralisées.

**Mesdames et Messieurs,**

Le présent séminaire est un moment important dans la mise en œuvre de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger.

Il permettra, j'en suis sûr, de tirer profit de l'expérience et de l'expertise des éminents participants présents dans cette salle et de discuter des nécessaires collaborations et coopérations entre les acteurs nationaux, régionaux et internationaux.

Les menaces actuelles qui, par leurs expressions, sont transfrontalières et transnationales nécessitent naturellement des réponses et des synergies globales.

La crise malienne illustre bien la disparition progressive de ce que nous avons jusqu'à récemment encore considéré comme une frontière entre la sécurité intérieure et la défense extérieure.

Le caractère régional et mondial de ces menaces nous impose donc des actions concertées afin de comprendre les processus socio-politiques qui s'expriment à travers ces crises sécuritaires qui sont devenues récurrentes dans l'espace sahélo-saharien.

Le Niger, ne peut qu'encourager ces initiatives ; Le gouvernement, pour sa part, soutient ces efforts qui nous permettront certainement de mieux comprendre ces processus et ainsi agir dans le sens de la préservation de la paix et de la sécurité, conditions d'un développement durable pour notre région.

**Mesdames et Messieurs**

Au cours de ces deux jours d'échanges, vous aurez :

- à développer une compréhension commune et approfondie de la crise sahélo-saharienne en constante mutation;
- à évaluer les réponses, en cours ou envisagées pour faire face à cette crise, et identifier les voies et moyens pour rendre ces réponses plus efficaces et durables;
- Enfin, à connaître et partager l'expérience nigérienne à travers la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes.

**Mesdames et Messieurs,**

Votre analyse des réponses nationales, communautaires, et internationales et vos suggestions seront d'un grand apport pour la mise en œuvre des politiques sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien.

Enfin, vos appréciations et suggestions de l'expérience du Niger en matière de gestion des conflits sont vivement attendues.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert le séminaire international sur la sécurité au Sahel et au Sahara.

**Je vous remercie**

République du Niger



*Fraternité - Travail - Progrès*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
CABINET

**COMMUNICATION DE MONSIEUR MAROU AMADOU, MINISTRE DE LA  
JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT  
AU SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA SÉCURITÉ ET LE  
DÉVELOPPEMENT AU SAHEL ET AU SAHARA**

*les 15 et 16 février 2013 à Niamey,*

**Le conflit dans le Sahel-Sahara : situation  
actuelle et perspectives**

Le conflit dans le Sahel Sahara est la résultante de plusieurs facteurs : la fragilité des Etats, la fragilité écologique et la vulnérabilité sociodémographique. Cette zone se caractérise par une diffusion régionale des conflits du fait de la porosité des frontières des pays en crise, de l'existence de dynamiques transfrontalières au niveau des populations et des acteurs de violence politique ou criminelle. Ces facteurs de vulnérabilité ont entraîné une situation de conflictualité quasi permanente du fait de la sanctuarisation d'AQMI dans l'Adrar des Ifhoras, produit direct de la victoire confisquée du FIS aux élections algériennes de décembre 1991 et de la circulation illicite des armes, accentuée par une importante dissémination des armes de guerre suite à l'effondrement du régime libyen.

Plusieurs dizaines de millions d'armes sont en circulation dans le Sahel-Sahara notamment en Afrique de l'Ouest, dont plus de la moitié est détenue par des groupes irrédentistes des terroristes et des criminels à titre privé échappant à toute forme de contrôle public. Ces armes sont utilisées pour commettre des actes criminels, déstabiliser des Etats souverains et violer les droits humains des populations. La guerre civile en Libye, caractérisée d'énormes et monstrueuses violations des droits, a aggravé la situation notamment avec la dissémination de plus d'une dizaine de milliers de missiles issus de l'arsenal du régime libyen défait.

La conflictualité de cette zone, nourrie par la résurgence des rébellions avec toutes les violations des droits humains qui les singularisent, est imputable soit aux forces publiques, soit aux insurgés. Ces rébellions sont elles-mêmes déterminées par des manipulations de toute sortes, des problèmes de gestion des crises d'une part et des facteurs géopolitiques d'autre part et ont favorisé l'émergence et l'installation des groupes criminels organisés, des trafiquants de drogue, des armes et des êtres humains qui se distinguent difficilement des groupes rebelles du fait des liens très inextricables qu'ils entretiennent.

Les enjeux et défis sécuritaires, ainsi que les menaces sérieuses qui pèsent sur cette zone sont réels. Il s'y développe en effet une crise accélérée qui peut déboucher sur une déstabilisation des Etats, voire une remise en cause de l'intégrité territoriale des pays concernés par ces menaces. Celles-ci ont pour forces motrices actuelles la rébellion touarègue et AQMI, mais elles cristallisent de très nombreux intérêts opposés à ceux de l'Afrique de l'Ouest, de ses populations et de son avenir.

La nébuleuse terroriste est venue se greffer à ces groupes composites pour fonder des organisations hybrides indépendantistes et jihadistes, acteurs de la situation actuelle du Mali qui, à terme, affecte tout le Sahel-Sahara. Ce conflit aux implications multiples a des impacts certains sur la situation des droits humains en général et en particulier sur la migration et les trafics humains et des organes désormais contrôlés par les trafiquants associés à la nébuleuse islamiste. Des persécutions et des meurtres ciblés se perpétuent contre la population civile, les forces de l'ordre notamment contre les migrants sans qu'aucune protection ne vienne répondre spécifiquement à ces atteintes graves.

Cette situation a occasionné, au mépris de tous les instruments juridiques universels qui l'interdisent, un enrôlement massif de centaines d'enfants soldats provenant de sociétés déchirées par les conflits sur fond d'extrême pauvreté.

Les agressions d'origines politique et terroriste courent le risque de l'impunité internationale sans une action vigoureuse dans le Sahel-Sahara. Elles situent toute la problématique du respect des droits humains et du droit humanitaire surtout du fait des nouvelles tendances de combat adoptées par les terroristes qui procèdent par des attaques ou attentats ciblés et aveugles en violation du droit de guerre et du droit humanitaire.

Avant l'intervention des forces internationales, les organismes de défense et de protection des droits de l'homme ont tiré la sonnette d'alarme sur l'inquiétante situation de graves violations des droits de l'homme en cours dans cette partie du continent. En effet, ce genre de conflit, du fait des impératifs sécuritaires, et du manque de considération des organisations terroristes pour le respect des droits humains, entraîne de sérieuses entorses aux droits et libertés des personnes, au droit humanitaire et de guerre et provoque un mouvement massif des déplacés internes et de réfugiés

Ces problèmes humanitaires vont persister aussi longtemps que dure le conflit et que les différents groupes rebelles associés à la nébuleuse islamiste et terroriste ne sont pas contenus. Par conséquent, il est à craindre que le Sahel ne s'enlise dans un conflit de longue durée, comme c'est le cas en Afghanistan, et en Lybie.

En dépit de la volonté politique du Niger et des Etats amis de sécuriser cette zone, les menaces restent pesantes et peuvent déboucher sur des risques de rupture majeure par la transformation des revendications identitaires en projets séparatistes investis par le terrorisme, le narcotrafic et un affairisme transnational maffieux misant sur un accès facile à des ressources naturelles et stratégiques contrôlées par des bandes criminelles en lieu et place des Etats souverains et démocratiques. D'ailleurs, le terrorisme et les actes terroristes ont été toujours définis en rapport avec les graves souffrances et violations des droits de l'homme.

En conclusion, au Niger, nous pensons que la réponse à cette apocalypse annoncée fait du règne de terrorisme, du crime organisé et de l'irrédentisme les solutions doivent être militaires et politiques. Pour cela, les capacités opérationnelles et de renseignement des forces de défense et de sécurité des Etats du Sahel sont renforcées, la mutualisation de leurs efforts est une réalité avec un soutien international massif et sincère.

Au plan politique, s'imposent à nos pays la construction d'Etats Nations dignes de ce nom, démocratiques où la liberté et la participation politique de toutes les communautés sont effectives. Pour cela, il faut des systèmes démocratiques crédibles qui cultivent le dialogue politique et social, promeuvent la justice sociale et l'intégration des minorités.

**Je vous remercie de votre aimable attention.**

# Séminaire International sur la Sécurité et le Développement au Sahel et au Sahara

---

*Du 15 au 16 février 2013 au Palais des Congrès  
Niamey, Niger*

CONTRIBUTION DE MONSIEUR AHMED MOHAMED AG HAMANI  
ANCIEN PREMIER MINISTRE DU MALI

**Crise au Sahel - Sahara**

## Mesdames et Monsieur,

Permettez-moi tout d'abord de remercier les organisateurs de ce présent séminaire qui se tient à un moment où la zone du Sahel – Sahara traverse la crise sociopolitique et sécuritaire la plus grave et la plus complexe de son histoire.

Cette crise profonde a des causes internes et externes qui se résument comme suite :

- ❖ *la présence d'Aqmi et groupes associés, la tolérance du trafic de la drogue, d'êtres humains et autres trafics en tout genre dans les régions Nord du Mali. Ces groupes se sont multipliés aux grés des intérêts et ont établi des connexions avec des groupes terroristes à l'extérieur, notamment BokoHaram du Nigeria.*
- ❖ *L'influence de la Libye de Kadhafi, le printemps Arabe et les récentes crises dans la sous région notamment les coups d'Etat au Niger et en Guinée, la crise post électorale en Côte d'Ivoire et la crise libyenne.*
- ❖ *Les effets collatéraux de ses différentes crises ont entraîné l'éclosion de plusieurs cellules dormantes de l'islamisme radicale notamment dans le sahel et le déferlement de plusieurs combattants en armes dans le sahel et plus particulièrement dans le Nord du Mali.*
- ❖ *la mauvaise gestion des précédentes rébellions au Mali à travers les différents accords de paix (Pacte nationale, Accords d' Alger etc....), les intégrations démesurées des combattants,*

Ce qu'il faut retenir c'est que toutes les rebellions au Mali, naissent dans la région de Kidal et sont dirigées par des ressortissants de Kidal ayant été formés, endoctrinés et armés en Libye à l'exception de la rébellion de 1963 – 1964 qui n'a concerné qu'une famille de l'Adrar et cela en dépit du surdimensionnement de l'événement.

En conséquence on ne saurait parler de rébellion Touareg au Mali, mais plutôt des actions de groupuscules en mal d'aventure dont l'objectif est de créer dans l'esprit de la communauté nationale et internationale l'existence d'un soulèvement des Touaregs des trois (3) régions soutenu par des revendications identitaires, économiques et sociales qui vont de l'autonomie jusqu'à l'indépendance totale des régions, oubliant peut être qu'il n'y a jamais eu dans l'histoire du Mali ; un Etat uniquement Touareg sous quelque formes que ce soit (Empire, Royaume, République ou autre).

En vérité, les animateurs de ses rébellions successives qui n'ont aucune base auraient dû utiliser les voies démocratiques pour la satisfaction de « leurs revendications » dans lesquelles les populations touareg, Songhoï, peulhs, arabes et autres habitants de ces régions ne se reconnaissent pas.

La mauvaise gestion des différentes rébellions et des crises associées n'a pas permis d'aboutir à des solutions idoines, laissant les portes ouvertes à des multiples dérapages qui ont conduit à faire de la rébellion un phénomène cyclique. Ces dérapages ont favorisé la collision avec les mouvements islamistes intégristes et la création souvent par l'Etat des milices ethniques armées menant des opérations militaires sans le contrôle de l'Armée mais uniquement des hommes politiques.

- ❖ *la détérioration progressive de l'armée nationale. Ainsi, la faiblesse de l'Etat Malien au plan sécuritaire et surtout la démilitarisation du Nord du Mali, conséquence des précédents accords signés avec les rebellions qui se sont succédées n'a pas permis de contenir l'entrée massive des combattants lourdement armée, après la chute de Khadafi.*

- ❖ *la mise en œuvre de la décentralisation,*
- ❖ *le trafic d'armes en tout genre dans le sahel – Sahara au profit des groupes terroristes, narcotrafiants ainsi que les séparatistes*

Cependant, l'élément déclencheur des récents développements de la crise politique et sécuritaire au Mali a été la rébellion armée et l'agression perpétrée le 17 janvier 2013 par le MNLA et ses alliés Ansardines, Mujao, Aqmi, BokoHaram etc.....

Considérée comme récurrente ce qu'on appelle communément la « rébellion Touareg » est sans conteste le talon d'Achille des différents gouvernements qui se sont succédé au Mali de 1960 à nos jours.

La présente rébellion, qui a fait plusieurs victimes et accéléré la chute du régime démocratique de Amadou Toumani Touré a abouti à l'occupation des deux tiers du territoire par des terroristes, narcotrafiants, séparatistes et des islamo - fascistes.

De part sa composition structurelle, son degré de violence, son étendue territoriale et ses conséquences politiques, économiques, militaires et sociales tant au Mali qu'à l'extérieur, cette rébellion soudaine a dépassé de très loin toutes celles que le Mali a connu tant l'ampleur du désastre est inestimable.

N'eut été la promptitude de l'intervention Française face à une horde de terroristes, séparatistes et islamo fascistes qui déferlait sur la ville de Mopti et plutard Bamako, l'existence de la nation Malienne serait totalement compromise et la menace pourrait s'étendre au delà dans toute la sous région. C'est le lieu de remercier les autorités Françaises pour leur action salvatrice.

Au plan politique, cette rébellion couplée du terrorisme - l'islamo fasciste et le coup d'Etat ont plongé le pays dans une crise sans précédent. L'absence de pouvoir démocratiquement élu, la faiblesse des institutions de l'Etat et surtout les divergences profondes entre les acteurs politiques n'ont pas été sans conséquences sur la gestion de la transition.

Ainsi, les concertations nationales devant aboutir entre autre à l'adoption d'une feuille de route consensuelle, les institutions et la durée de la transition n'a pu se tenir en raison des divergences profondes des forces vives de la Nation sur la question. Il a fallu attendre 10 mois pour voir enfin cette feuille de route adoptée par l'assemblée nationale du Mali.

Il convient de souligner aussi la suspension de l'embargo dont le Mali a été l'objet ainsi que la reprise de la coopération internationale suspendue depuis le coup d'Etat du 22 janvier 2013.

C'est le lieu de saluer le rôle joué par la CEDA0 et l'UA pour le retour à l'ordre constitutionnel et le rétablissement des institutions de la république.

***De nouvelles dynamiques y compris parmi les différents acteurs étatiques et non étatiques ont été enclenchées ; notamment :***

Au niveau interne, la dynamique entre les acteurs a évolué de façon disparate et discontinue. La crise a affecté l'Etat Malien au plus haut sommet. Les clivages profonds tant au sein de la classe politique qu'au sein des forces armées et de sécurité sont à l'origine de la lenteur et des lourdeurs enregistrées dans le traitement de cette crise.

Toutefois, depuis l'entrée en guerre du Mali avec l'appui de ses partenaires, une nouvelle dynamique s'est développée autour des forces armées et de sécurité et des autorités de la Transition. Actuellement la mobilisation de l'ensemble des acteurs étatiques et non étatiques est totale et visible.

Au niveau sous régional et africain, depuis le début de la crise la CEDA et l'Union Africaine se sont mobilisées autour du Mali. Cet engagement a permis le retour à l'ordre constitutionnel, le soutien actif au vote des résolutions 2071 et 2085 prévoyant la résolution politique et militaire de la crise Malienne. Les différentes médiations et le déploiement actuel de la MISMA entrent dans ce cadre.

Au niveau international, l'appui de la France a été déterminant non seulement dans le vote des résolutions 2071 et 2085 à l'unanimité mais encore plus en intervenant militairement et de façon prompte pour stopper l'avancée des terroristes vers le Sud du pays et enclencher ainsi le processus de libération des régions du Nord du Mali. Cette action de la France a été saluée et soutenue par tous les pays de l'Europe et aussi le Canada et les Etats Unis d'Amérique qui apportent leurs soutiens logistiques et en renseignements à la France pour le déroulement des opérations

***Les impacts des récents développements sur la situation politique, des droits humains, du développement et humanitaire se résument comme suit :***

❖ **Sur la situation politique**, la suspension du processus électoral aussi bien des présidentielles, que des législatives et communales a plongé l'Etat et ses démembrés dans une situation d'exception caractérisée par la précarité des institutions en place et l'insécurité.

❖ **Sur la situation des droits humains**, avec les 2/3 du pays occupés par des terroristes, des narcotrafiquants et des irrédentistes islamo fascistes, les violations des droits de l'homme sont criardes. Les traitements inhumains, l'injustice, l'arbitraire et l'impunité ont été monnaie courante. Les déplacements massifs des populations à l'intérieur et à l'extérieur ; obligées ainsi d'abandonner leurs maisons, leurs biens et leurs activités

Dix mois durant nous avons assisté impuissants à la destruction des mausolées, monuments et manuscrits de Tombouctou, une ville classée au patrimoine mondial de l'UNESCO ; à l'installation par la force, d'un semblant de « charia islamique » et d'une vision obscurantiste de la religion musulmane, à des brimades infligées aux femmes et aux jeunes par atteinte à leur intégrité physique et morale ainsi que des menaces de mort, les assassinats crapuleux etc.....

Au Sud du pays sous contrôle gouvernemental, la faiblesse des institutions de l'Etat a laissé la place aux actes de vandalismes, les arrestations extrajudiciaires etc.....

Sur l'ensemble du territoire et plus au Nord, la crise a durement entaché la cohésion sociale inter ethnique beaucoup plus par le fait des leaders politiques et de la presse que du fait des communautés elles mêmes complètement étrangères à cette grave crise. Les communautés arabes et tamasheq sont souvent victimes de stigmatisation et accusées souvent à tort d'être en collision avec les rebelles et autres occupants du Nord et cela devant l'incapacité de l'Etat à faire face à ses missions régaliennes.

❖ **Sur le développement et humanitaire** ; cette crise a été un véritable recul du Mali. Toutes les infrastructures, tous les édifices publics ont été détruits. Toutes les archives ont été détruites. Il s'agit pour le Mali de tout reconstruire et tout reconstituer. Toute la logistique de l'Etat et des partenaires au développement a été emportée. Le repli des partenaires au développement (OI, ONG, Projet Etat) vers le sud plus sécurisé et la suspension de l'aide au développement ont fortement contribué à la détérioration de la situation.

Le secteur privé a été fortement touché. Beaucoup de sociétés et entreprises ont vu le ralentissement drastique de leurs activités. Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme a été le plus durement affecté par la crise. La menace généralisée qui plane sur les expatriés européens, américains etc... en l'occurrence dans tout Sahel – Sahara et le Mali en particulier, a contribué à la paralysie de plusieurs secteurs de l'économie de nos pays. Le festival au désert, l'un des événements culturels les plus marquants de cette zone n'a pas pu se tenir. Le chômage a augmenté.

Cette situation politico –sécuritaire a engendré l'une des crises humanitaires les plus graves que cette partie de la planète ait connues : plus de 380 000 réfugiés et plus de 500 000 déplacés, obligés de fuir les atrocités, la barbarie et les violations de toutes sortes

**Les implications géopolitiques et transfrontalières de ces développements sont indéniables.** En effet, les rébellions successives servent et continuent de servir les causes politiques internes, les intérêts géostratégiques (ressources énergétiques et minières importantes).

La jonction de cette dernière avec les groupes terroristes et les narcotrafiquants a donné une dimension criminelle, et islamo fasciste qui dépasse les frontières du Mali et même du Sahel – Sahara.

**Les évolutions possibles :**

Toute solution à la crise dans le Nord du Mali doit prendre en compte la dimension politico-sécuritaire de la crise dans la région du Sahel – Sahara

**Pour ce faire, il s'agit de:**

- ❖ *Poursuivre et renforcer la lutte sans complaisance contre le terrorisme et les narcotrafiquants*
- ❖ *Etendre la lutte à toute la zone Sahel-Sahara avec la participation active de tous les pays du champ*
- ❖ *Lancer des actions concertées contre les groupes terroristes et mafieux ainsi que leurs ramifications aux frontières et à l'intérieur des pays de la sous région ;*

**A propos de la crise au Nord du Mali plus particulièrement, les solutions à envisagées sont les suivantes :**

- ❖ *Libération de tout le Territoire National par les Armes. Il faut adopter une position intransigeante vis-à-vis des groupes armés qui doivent être totalement combattus militairement.*
- ❖ *Le désarmement de tous les groupes armés opérant au Mali.*
- ❖ *Le démantèlement de toutes les milices ethniques armées*
- ❖ *Le réarmement moral et matériel des forces armées et de sécurité*
- ❖ *Le renforcement des bases militaires sur nos frontières*
- ❖ *Le renforcement de la sécurité des populations et de leurs biens*
- ❖ *Dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation, accélérer le transfert des compétences et des ressources en faveurs des communes*
- ❖ *Une justice impartiale et compétente*

- ❖ *Le jugement de tous les auteurs des crimes durant la crise sans complaisance avec équité et impartialité*
  - ❖ *Promouvoir le dialogue intercommunautaire en faveur de la paix, de la solidarité et du développement*
  - ❖ *Organiser des élections libres, transparentes, démocratiques et justes*
  - ❖ *Réorganiser l'administration (une administration efficace et juste)*
  - ❖ *Lutter contre l'impunité, la corruption, le népotisme, le trafic de drogue et des humains*
  - ❖ *Promouvoir une politique bilatérale, sous régionale et internationale plus active dans les domaines de la lutte contre la drogue, le terrorisme transfrontalier*
  - ❖ *Le désenclavement aérien et terrestre des Régions du Nord et le développement des ressources du sol et du sous sol au Nord*

Je ne saurais terminer sans renouveler mes remerciements aux organisateurs de ce présent séminaire pour m'avoir donné ainsi l'occasion d'apporter ma contribution à la compréhension et aux solutions à cette crise politico-sécuritaire dans la zone Sahel –Sahara en général, au Mali en particulier.

Bien que n'ayant pas pu effectuer le déplacement à Niamey, je reste disponible pour apporter toute contribution au dénouement de la présente crise

Merci de votre attention

**AHMED MOHAMED AG HAMANI**  
*Ancien Premier Ministre du Mali*

**Séminaire International sur la Sécurité et le Développement  
au Sahel et au Sahara**

---

*Du 15 au 16 février 2013 au Palais des Congrès  
Niamey, Niger*

**CONTRIBUTION DE MONSIEUR MEHDI TAJE  
GÉOPOLITICIEN, SPÉCIALISTE DU MAGHREB ET DU SAHÈ**

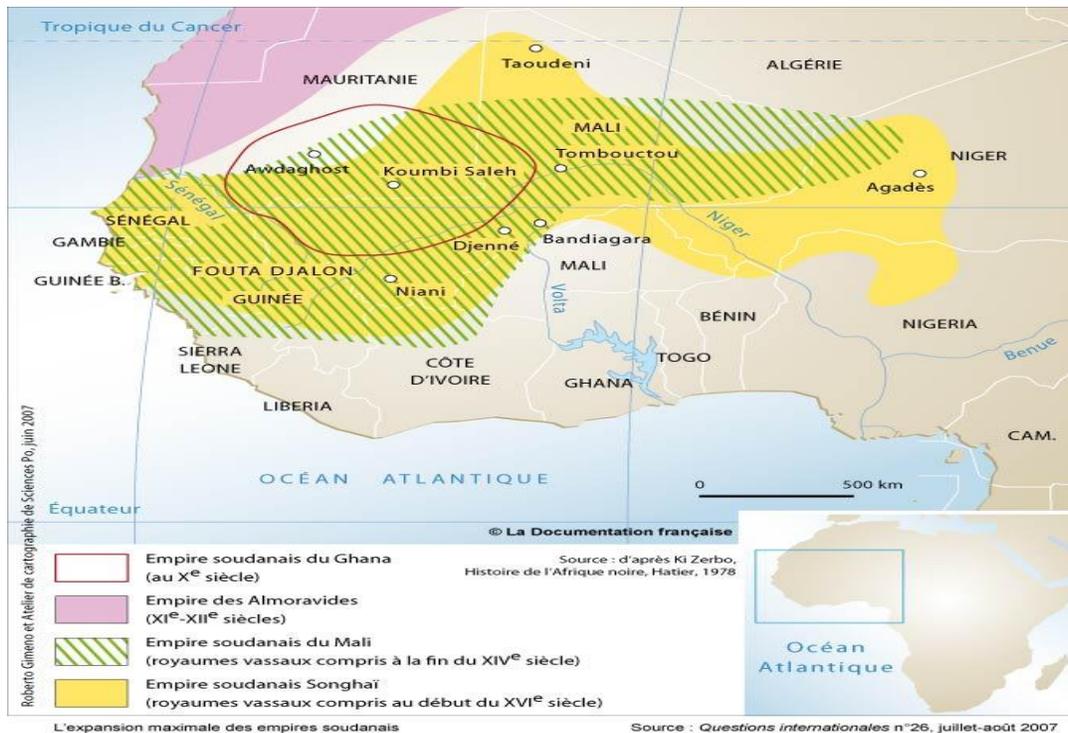
---

**Les enjeux géopolitiques  
de la guerre au Mali**

## Les pesanteurs historiques, clefs d'intelligibilité des crises au Sahel

L'espace sahélien, tourmenté, sous-administré et sous-défendu, est travaillé depuis longtemps par des lignes de fractures et des facteurs de tension justifiant, à la faveur de l'incubateur libyen, l'explosion de la crise malienne, risquant par effet de contagion de déstabiliser toute la zone. En tant que géopoliticien, je crois à la rémanence historique, c'est-à-dire à la nécessité d'inscrire les événements sur le temps long de l'histoire afin de ne pas se laisser abuser par le poids du présent et du sensationnel. Relativement aux événements secouant le Sahel, **il convient de prendre de la hauteur tant le panorama stratégique est brouillé par l'actualité dont la guerre au Mali constitue l'épicentre.**

La littérature arabe médiévale distinguait déjà en se référant aux anciens empires sahéliens, les notions de « bilad es Sibâ » (pays de la dissidence) et « bilad es Silm » (pays de la paix). Entre deux centres, il y avait toujours un espace d'indécision politique. En ce sens, historiquement, **la zone sahélienne a toujours été une zone grise, c'est-à-dire un « puzzle » de bandes d'espace indécises oscillant, selon les rapports de forces, entre différents centres politiques stables et sédentarisés.** Aujourd'hui, à travers l'étatisation introduite par la colonisation, l'impératif des frontières affaiblit, voire neutralise les modes traditionnels d'exercice du pouvoir sur ces espaces charnières et se traduit pour les riverains par des revendications de droit de passage et d'usufruit, autant de risques de conflits.



Cet état de fait s'avère profitable à la pénétration et à l'évolution de groupes criminels.

A l'image de l'océan, le Sahel, miroir de la Méditerranée, est un espace vivant, entouré d'Etats riverains, sillonné de routes empruntées par des peuples distincts et aussi zone d'échange de civilisations très anciennes. Il appartient à tout le monde et à personne. Regorgeant de

richesses naturelles, c'est un espace où circulent les hommes et les biens, mais aussi un espace où se dissimulent des acteurs pratiquant couramment des actes délictueux s'apparentant à la piraterie (prédatons, razzias, trafics, terrorisme, etc.). *Perçue ainsi, la bande sahélo-saharienne s'apparente à une mer de sable intérieure, ou plutôt à un océan difficilement administrable par les règles du droit territorial. Il est caractérisé par une météo capricieuse mettant l'Homme à rude épreuve ; il est sillonné par les routes transsahariennes ancrées dans le temps long de l'histoire et pouvant être assimilées aux routes maritimes dont il convient de s'assurer le contrôle afin de verrouiller les axes commerciaux ; il est parsemé de villes et de points d'eau, assimilables aux îles constituant des points d'appuis et des ports indispensables à la survie. Cet océan sahélien est parcouru par des populations nomades comparables au mouvement des flottes de pêcheurs pourchassant le poisson et, au même titre que les pirates, d'éléments malveillants vivant de brigandage et de rapine qui se greffent, à l'image de nodules sur un corps malade, sur les points faibles afin d'y prospérer en se donnant une rhétorique Qaïdiste tout juste pour brouiller les cartes.*

L'espace sahélien, véritable polygone de crises, est travaillé par des lignes de fractures inscrites dans le temps long de l'histoire et qui continuent à produire leurs effets, et par des éléments plus récents se surajoutant et amplifiant la vulnérabilité du champ. La géographie même de cet espace, dit désertique, favorise une remise en question des frontières coloniales ayant bouleversé les frontières ethniques et les équilibres traditionnels, notamment la libre mobilité des hommes et des biens, caravanes, commerce, transhumance et nomadisme. *Le télescopage entre l'autorité étatique et l'autorité traditionnelle des populations nomades Touaregs, Toubous, etc. participe à l'explication du système de conflits que révèle notamment la crise malienne.*

**Deuxième facteur, de nombreux conflits sahéliens trouvent leur origine dans la fracture Afrique blanche-Afrique noire induite par la traite d'abord islamo-arabe puis européo-coloniale, souvent renforcée par la complicité de populations noires (ethnies différentes et rivales).** Lors de la décolonisation, les États regroupant administrativement des populations caractérisées par de lourds contentieux historiques, notamment les ethnies victimes de la traite, doivent assurer la cohabitation de tribus ayant participé activement au sein de l'ancien appareil négrier. Second aspect de cette ligne de contact, la plupart des États situés entre les latitudes 10° Nord et 20° Nord sont caractérisés, dans leur architecture interne, par *une fracture Nord-Sud qui traduit une opposition avant tout ethnique entre populations blanches, souvent arabisées, et populations noires.*

**Selon la formule de Bernard Lugan, « un rift racial qui part de la Mauritanie pour s'étendre jusqu'au Soudan et qui sépare des Afrique(s) dites « blanches » d'autres Afrique(s) dites « noires », brise en deux la plupart des pays sahéliens »<sup>2</sup>.** Au Mali, l'opposition fondamentale est celle des Blancs, Maures et Touaregs, et des ethnies africaines noires. La rébellion est nordiste et touareg. La fracture raciale Nord-Sud, ancrée dans l'histoire et à la base d'une profonde conscience ethnico-tribale, paraît difficilement conciliable avec le concept d'État-nation hérité de la décolonisation. Les implications philosophiques de cette question sont lourdes de conséquences. Comment, en effet, envisager que les Touaregs puissent accepter la domination de ces mêmes ethnies, consacrée par le colonisateur puis par l'État malien après la décolonisation ? De véritables murs d'incompréhension et d'hostilité se sont érigés dans le temps, minant le processus d'édification d'un véritable sentiment national, indispensable à l'émergence de l'État-nation. *Tant que cette problématique ne sera pas posée de manière claire, sans dérobade, il n'y aura guère de solution durable à la crise malienne.*

Le séparatisme Touareg est un fait d'histoire. Déjà, le 30 octobre 1957, les Touaregs et les Maures de l'Azawad, dans une pétition signée par 300 chefs locaux et portée par le cadî de Tombouctou Mohamed Mahmoud Ould Cheikh, demandent à la France d'être séparés du Soudan (désignation du Mali à l'époque) et rattachés au Sahara français, alors partie intégrante de l'Algérie *traduisant leur volonté impérieuse de ne pas vivre dans le futur Etat malien dominé par les populations du sud.* Requête sans lendemain, la France traversant alors une longue crise politique. Après le retour au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958, la pétition est renouvelée dans une lettre qui lui est aussitôt adressée le 30 mai 1958.

La demande est cependant ignorée par de Gaulle, devenu Président au moment de la proclamation de l'indépendance du Mali en juin 1960.

---

<sup>2</sup>Voir article Bernard Lugan, <http://fr.mg41.mail.yahoo.com/neo/launch#/minty/page/inbox>, 5 septembre 2012, consulté le 6 sept. 2012.

<sup>3</sup> La lettre du 30 mai 1958 adressée au général de Gaulle par Mohamed Mahmoud Ould Cheikh, cadî de Tombouctou, commence ainsi : « Nous avons l'honneur de vous déclarer très sincèrement une fois de plus que nous voulons rester toujours français musulmans avec notre cher statut privé. Nous vous affirmons notre opposition formelle au fait d'être compris dans un système autonome ou fédéraliste d'Afrique noire ou d'Afrique de Nord. Nos intérêts et nos aspirations ne pourraient dans aucun cas être valablement défendus tant que nous sommes attachés à un territoire représenté forcément et gouverné par une majorité noire dont l'éthique, les intérêts et les aspirations ne sont pas mêmes que les nôtres. C'est pourquoi nous sollicitons votre haute intervention équitable pour être séparés politiquement et administrativement et le plus tôt possible d'avec le Soudan français pour intégrer notre pays et sa région Boucle du Niger au Sahara français dont nous faisons partie historiquement et ethniquement ».

Le Mali indépendant a connu jusqu'en 2012 trois révoltes Touareg : en 1963-1964, en 1990-1996 et en 2006-2009. Ayant progressivement amélioré leur armement et leur capacité de résistance, les rebelles touareg sont parvenus, grâce à des médiations algériennes, à des accords acceptables avec les autorités de Bamako, d'abord en janvier 1991 et de nouveau en juillet 2006. Mais pour diverses raisons, les engagements étaient toujours contestés : il s'agissait de mesures de décentralisation, de développement et de démilitarisation du Nord. **La question fondamentale du partage du pouvoir reste pendante. La révolte de janvier 2012 pose le problème de l'indépendance.**

### **Trois révoltes touaregs**

**La première révolte** (1963 -1964) est durement réprimée par l'armée malienne qui, depuis lors, est difficilement acceptée en pays Touareg. La mémoire tragique de cet épisode n'est pas oubliée.

**La deuxième révolte** est déclenchée le 28 juin 1990 dans les villes de Menaka et Tidermène par le jeune Iyad Ag Ghali qui dirigeait le Mouvement populaire pour la libération de l'Azawad (MPLA), créé en 1988 et considéré comme le front historique de la rébellion touarègue au Mali. Au terme d'une guérilla impitoyablement réprimée par les forces maliennes, un accord est négocié grâce à une médiation algérienne, basée sur la démilitarisation de l'Azawad. L'Algérie réussit à réunir à Ghardaya, le 10 décembre 1990, les divers groupes Touaregs qui, sous le nom de MFUA (Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad) engagent la négociation qui aboutit à la signature des Accords de Tamanrasset le 6 janvier 1991. L'Accord signé par Iyad Ag Ghali et Colonel Ousmane Coulibaly, Chef d'Etat-major des Armées du Mali, met fin à la révolte par une trêve. Aussitôt, le MPLA se scinde en plusieurs groupes : Iyad ag Ghali se maintient à la tête de son mouvement rebaptisé Mouvement Populaire de l'Azawad (MPA). Composé d'un millier d'hommes essentiellement recrutés parmi les Ifoghas, il poursuit une politique modérée de dialogue avec Bamako. Il participe au second round de négociation qui se tient à Tamanrasset entre gouvernement et MFUA pour mettre fin aux hostilités. Les différentes concertations aboutissent à la signature à Bamako, le 11 avril 1992, d'un Accord-cadre de règlement des problèmes du Nord dénommé Pacte National qui amorce un véritable processus d'intégration.

L'Algérie organise en 1994 une réunion pour hâter la mise en œuvre du Pacte. Pour sa part, le gouvernement malien envoie entre 1994 et 1995 des missions de sensibilisation dans toutes les régions du pays afin d'associer toute la population à l'acceptation et l'application du Pacte National. Le 26 mars 1996, une cérémonie consacrant la paix définitive se tient à Tombouctou sous le nom de « Flamme de la paix » au cours de laquelle 3000 armes récupérées chez les Touaregs sont brûlées. Dans le même esprit, 1 435 ex-rebelles intègrent l'Armée nationale le 4 octobre 1996. L'Etat s'engage progressivement dans la mise en œuvre du Pacte National, dans un compromis perpétuel entre concession et domination.

**La troisième révolte** éclate le 23 mai 2006 par l'attaque des garnisons militaires de Kidal. L'attaque est revendiquée par le Mouvement de l'Alliance Démocratique, dirigée par Hassan Fagaga et Ibrahim Ag Bahanga, et dont le secrétaire général est Iyad Ag Ghali. Le gouvernement malien a encore recours à l'Algérie. Un document est signé à Alger le 4 juillet 2006 sous le nom d'« Accord d'Alger pour la paix et le développement de la région de Kidal ». Il contient, encore une fois, la clause de « la délocalisation des casernes militaires maliennes » et la « constitution d'unités spéciales de sécurité composées majoritairement des jeunes ressortissants des régions du nord ».

**En 2012, le rapport des forces est inversé : pour la première fois, le déséquilibre militaire avantage la rébellion touareg.** A l'issue de la guerre de Libye, les combattants touaregs, enrôlés dans les légions de Kadhafi, retournent en masse au pays avec des moyens de transport et de combat très supérieurs en quantité et en qualité. L'armée malienne, sous équipée, s'effondre au bout de deux mois, entraînant une révolution de palais à Bamako contre le Président Amani Toumani Touré, accusé de sacrifier l'armée et l'unité du pays. Le 22 mars 2012, à un mois de l'élection présidentielle, des mutins dirigés par le capitaine Amadou Haya Sanogo prennent le contrôle de la présidence et suspendent la Constitution.

Le 1er avril, la rébellion Touareg contrôle l'ensemble du Nord et, le 6 avril, le mouvement MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad.

La crise du Mali prend dès lors une autre portée. Les pays de l'Afrique de l'Ouest et, plus largement, l'Union Africaine et l'ONU condamnent la sécession et dénoncent les prétentions des groupes islamiques fanatiques d'imposer leur loi par la force des armes.

(Développer Historique de la colonisation inversant les rapports de force en cassant les anciens sultanats musulmans, seuls entités constitués en Etats, et exemple du Tchad).

**Nous pouvons citer d'autres facteurs s'inscrivant dans le temps long de l'histoire : l'opposition centre-périphérie, l'impact du colonialisme qui sut jouer des rivalités des différents acteurs en s'opposant à la poussée musulmane dominatrice venant du nord par un soutien tactique aux populations noires les plus vulnérables.** La colonisation n'a fait qu'instrumentaliser les rivalités entre les différentes ethnies et les peurs des plus vulnérables qui cherchaient à échapper à la pratique de la traite et aux razzias, afin d'ancrer et de consolider son emprise. C'est ainsi que lors de la décolonisation, les antagonismes, les rivalités et les haines «en sommeil » émergent, plongeant le théâtre sahélien dans des guerres civiles ou des conflits dits internes. *« Faite au profit des vaincus de l'histoire locale, cette colonisation libératrice bouleversa en profondeur les rapports de force régionaux. Les événements d'aujourd'hui en sont la conséquence directe car les nordistes ne veulent plus être soumis aux Etats post-coloniaux dirigés par les sudistes. Le fondamentalisme islamique n'est donc pas la cause de la septicémie sahélienne, mais la simple surinfection d'une plaie ne pouvant être refermée que par le retour au réel ethnique »*<sup>4</sup>.

A ces facteurs historiques se juxtaposent **de nouveaux facteurs déstabilisateurs** : la défaillance politique et économique des États sahéliens, incapables d'assumer les attributs de la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire ; la spéculation islamiste par des forces obscures qui sont loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam ; les sécheresses et famines amenées à s'amplifier compte tenu des effets attendus du réchauffement climatique ; la pauvreté, la précarité économique et sociale et le manque de perspective d'avenir pour une nombreuse jeunesse désœuvrée ; la forte croissance démographique (en 2040, la population sahélienne devrait doubler pour atteindre 150 millions d'habitants) ; la montée en puissance des trafics en tous genres et notamment du trafic de drogue en provenance d'Amérique Latine ; le terrorisme incarné essentiellement par AQMI, les rivalités et tensions entre États sahéliens, les ingérences des puissances extérieures instrumentalisant les facteurs de tensions afin de mieux contrôler les richesses avérées et potentielles (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, bauxite, phosphate, manganèse, terres rares<sup>5</sup>, etc.), enfin les effets induits de la guerre en Libye. En effet, **la déstabilisation de la Libye, suite à l'intervention de l'OTAN, a libéré des forces** (dissémination d'armes sophistiquées, retour massif de réfugiés sahéliens et de Touaregs armés incorporés à l'armée de Kadhafi), aboutissant au réveil de la rébellion touareg au Mali, matérialisée par l'attaque le 17 janvier 2012 par le MNLA contre les localités et garnisons militaires du nord Mali. La suite, nous la connaissons !

*Le Sahel africain concentre tout un système de conflits qui, à la moindre étincelle, éclatent en chaîne. En toute vraisemblance, la situation ne saurait subsister indéfiniment. La révolte Touareg au Nord Mali a constitué le point de rupture. La réponse militaire pourrait réduire pour un temps la rébellion, mais le règlement politique et la stabilisation de la région requièrent des réponses plus larges et à plusieurs niveaux. L'absence du Maghreb comme acteur régional et le glissement des pays du Maghreb dans l'orbite islamiste expliquent la défiance des Etats africains et le recours aux puissances extérieures.*

<sup>4</sup> Bernard Lugan, communiqué Afrique Réelle, 9 février 2013.

<sup>5</sup>Ensemble de 17 minerais, dits « or vert », objets d'une vive rivalité entre les pays de l'UE, les USA, le Japon et la Chine. Ces minerais sont au cœur des technologies de la communication, des énergies renouvelables et des armes de pointe.

**Reppelons l'interjection du Sphinx à Œdipe : «Comprends ou tu es dévoré».**

*A titre illustratif, la méconnaissance des pesanteurs de l'histoire par les USA et les Français s'est traduite par des conséquences dramatiques conduisant dans une certaine mesure à la guerre au Mali : en effet, dans le cadre du TSCTP (Partenariat Transsaharien de Lutte contre le Terrorisme) initié par les USA en 2005 et visant à renforcer les capacités des armées locales, « les militaires américains constatèrent que les meilleurs éléments militaires maliens étaient touareg ; ils initièrent donc ces derniers aux techniques militaires les plus pointues, orientation politique en totale contradiction avec les données ethno-politiques locales. En effet, ceux qu'ils formaient pour la défense de l'Etat malien n'avaient qu'un but : détruire ce dernier. Aussi, quand ces officiers touaregs désertèrent avec armes et bagages pour rejoindre le MNLA ou Ansar Eddine, leurs formateurs demeurèrent incrédules. Ce ne sont donc pas des amateurs que les troupes françaises, maliennes et africaines doivent aujourd'hui affronter, mais des combattants aguerris dont certains sont rompus aux meilleures techniques de la guérilla en milieu désertique »<sup>6</sup>. Dans le même ordre d'idées, les conséquences de la guerre en Libye brisant les équilibres internes, induisant le retour des Touaregs avec armes et bagages et favorisant l'émergence des jihadistes soutenus par les puissances occidentales étaient parfaitement prévisibles.*

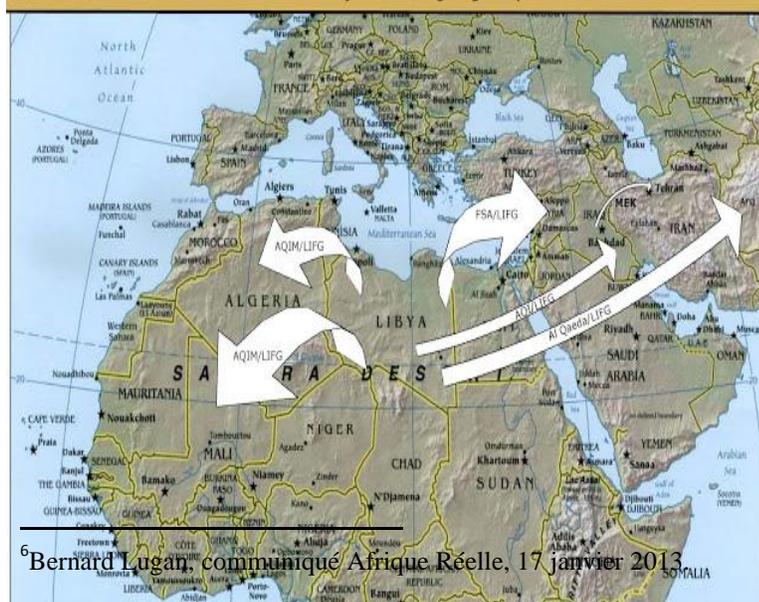
La Libye, alors qu'elle s'apprête à célébrer le deuxième anniversaire de sa révolution, s'érige en foyer de déstabilisation doublé d'un sanctuaire pour des jihadistes susceptibles de menacer la sécurité des pays du Maghreb et du Sahel. Elle offre un refuge aux groupes terroristes ou mafieux qui bénéficient d'appuis au sein du nouveau pouvoir central, lui même en peine d'affirmer son autorité sur les vastes étendues du sud livrées au chaos. **En termes de réflexion prospective, l'avenir de la Libye, proche des foyers de tension et de vulnérabilité que sont le Darfour, l'espace Toubou et le fondamentalisme islamiste de Boko Haram, sera au cœur de la future équation sahéenne.**

Outre le conflit malien, **un deuxième foyer pour le moment circonscrit menace la stabilité de la zone : le conflit opposant dans le sud libyen les Toubous aux tribus arabes, essentiellement les Zwei à Koufra.** L'insécurité chronique du sud de la Libye, livré aux milices, aux trafiquants et aux jihadistes, menace la zone péri-tchadienne, risquant d'embraser l'ensemble du théâtre sahéen jusqu'aux confins du Darfour : la contagion n'est plus qu'une question de temps. Compte tenu du jeu des alliances entre les Zaghawa et les Toubous tchadiens soutenant le président Déby, ce dernier pourrait se trouver contraint de soutenir militairement les Toubous libyens, de crainte de voir se soulever contre lui les Toubous du Tchad (même ethnie à cheval sur les deux frontières), socle de son pouvoir.

<http://www.mondialisation.ca/redessiner-lafrrique-les-etats-unis-appuient-al-qaida-au-mali-la-france-vient-a-sa-rescousse/5319230>

Aujourd'hui, le Sahel est caractérisé par le développement de logiques de chaos : des espaces d'anomie émergent, risquant d'engendrer une déstabilisation durable de l'océan sahéen (mer de sable), mais aussi,

#### Africa & the Middle East Libyan Islamic Fighting Group's US Facilitated Terror Tidal-Wave



par effet induit, du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest, d'où l'empressement manifesté par la CEDEAO de se saisir de la crise malienne dès son enclenchement. Néanmoins, la crise est complexe, à l'image d'une équation mathématique à plusieurs inconnues. Encore faut-il en saisir tous les aspects et ne pas se laisser abuser par le jeu des uns et des autres. Afin d'aboutir à une solution durable, encore faut-il poser le bon diagnostic ! *L'océan sahéen, cette mer intérieure, est marqué par des cicatrices encore à vif, héritage d'un passé chargé de lignes de fractures et de facteurs de tensions.*

A ce stade, il me paraît important d'insister sur deux points :

**L'éclatement d'un foyer d'instabilité au Sahel menace la stabilité et la sécurité des pays du Maghreb sur le long terme.** Il n'est plus possible de poser la problématique du Maghreb en l'isolant du flanc sud sahélien. Une concertation permanente s'impose entre les pays du Maghreb sur le présent et l'avenir de la scène sahélienne. Malheureusement, nous en sommes loin ! En effet, les pays maghrébins en transition démocratique ou en phase pré-révolutionnaire s'exposent aux diverses menaces projetées par le vide sécuritaire caractérisant le flanc sud sahélien dopé par l'insécurité libyenne. **La dynamique est ascendante, orientée sud-nord.** L'exacerbation des tensions tribales et religieuses sur fond de rivalités régionales et d'ingérences étrangères présente le risque d'une longue période d'incertitude et d'instabilité. En outre, la polarisation Sahel-Libye donne de la résonance aux forces centrifuges travaillant l'Etat libyen. La Cyrénaïque, riche de ses ressources énergétiques, pourrait basculer vers l'Égypte ouvrant une brèche dans la géopolitique régionale. Le drame libyen n'est pas terminé. Parallèlement, les puits pétroliers ont créé de nouvelles territorialités tribales nourrissant les convoitises et les divisions ancrées dans le temps long de l'histoire et gelées durant la période Kadhafi. Ni le Conseil National de Transition ni le gouvernement en place avant et après les élections législatives du 7 juillet 2012 n'ont pu surmonter ces forces déstructurantes qui ressurgissent du fond de l'histoire libyenne. Aujourd'hui, à l'image de l'Irak, la Libye mène une lutte acharnée pour maintenir son unité.

**Les pays maghrébins doivent faire preuve de la plus grande vigilance.** A titre illustratif, hormis la montée en puissance des trafics, l'enracinement d'un foyer jihadiste au nord du Mali se surajoutant à la Libye risque, à l'image de l'Irak et de la Syrie, d'attirer de nombreux maghrébins imprégnés par la doctrine salafiste et jihadiste et aspirant à défendre une terre de l'islam agressée par les mécréants. Or, ces éléments, une fois la guerre achevée, sont susceptibles de revenir dans leurs pays d'origine encore plus radicalisés et aguerris compte tenu de leur expérience de la guerre asymétrique. Selon des sources locales, à titre illustratif, les combattants tunisiens seraient d'ores et déjà environ 300, les autorités tunisiennes évoquant le chiffre de 50.

**Les initiatives et positions divergentes des uns et des autres ternissent l'image d'un Maghreb désuni et distant de ses obligations stratégiques communes.** L'édification du Grand Maghreb est une nécessité régionale et une nécessité également dans le contexte de la mondialisation et de la multiplication des initiatives d'intégrations dans le monde. **L'affirmation du Grand Maghreb comblerait un vide stratégique tout en forçant une plus grande responsabilité internationale dans le présent et l'avenir de la zone Maghreb – Sahel.** Plus globalement, Méditerranée, Maghreb et Sahel constituent une matrice travaillée par des forces et des logiques communes. C'est ainsi que la Méditerranée connaît aujourd'hui une vraie question nord-africaine connectée étroitement à une vraie question sahélienne »<sup>7</sup>.

Le danger réel risquant d'impacter durablement les équilibres des sociétés sahéliennes est la prise de contrôle du pouvoir par des groupes vivant de rentes criminelles. Ainsi se produit le basculement d'une criminalisation économique vers une criminalisation politique. La crise malienne, notamment le coup d'État du 22 mars 2012 et la crise institutionnelle qui perdure, révèlent à quel point **la menace du crime organisé est invasive, bien plus sournoise et déstabilisatrice** que quelques centaines de criminels se revendiquant de l'islamisme radical et disséminés sur une superficie équivalente à celle de l'Union européenne. **Piraterie au large du golfe du Bénin avec des ramifications à terre, prises d'otages, multiplication des trafics, blanchiment d'argent, etc. alimentent une économie de l'ombre en mesure de menacer durablement la sécurité des Etats sahéliens, condamnant tout espoir de démocratie et de bonne gouvernance. Marginalisé, le crime organisé a proliféré, connaissant un effet de souffle du fait de la mondialisation et des effets de la fragmentation des continents affectant de nombreuses régions du monde. Profondément défaillants, les Etats sahéliens, dépourvus de capacités militaires, policières, douanières, administratives, offrent un terreau propice à l'infiltration d'organisations transnationales criminelles s'emparant progressivement du pouvoir et aboutissant *in fine* à un renversement de souveraineté sur ces territoires.** Dans ce contexte, il convient de ne pas se focaliser sur un ennemi de confort (AQMI) et

<sup>7</sup>Jean Dufourcq « L'enjeu méditerranéen », septembre 2012  
*Annexe 11 : Contribution Taje Mehdj, Géopoliticien Spéc. Maghreb & Sahel*

réfléchir plutôt à des stratégies de contre-ingérence et de lutte contre cet ennemi gangrénant les États sahéliens de l'intérieur et prospérant à la faveur de la dérégulation et de la précarité stratégique, de la faillite des États, de l'explosion démographique, de la pauvreté. Là sont l'urgence et l'enjeu d'avenir pour la région et pour le Maghreb ! A titre illustratif, 50 tonnes de cocaïne, soit environ 15 à 20 % de la production mondiale, transitent annuellement par le Sahel à destination de l'Europe devenue le premier marché en termes de consommation. Route de la cocaïne en provenance d'Amérique Latine et route de l'héroïne en provenance d'Asie Centrale se rejoignent érigeant le Sahel en véritable hub du narcotrafic. **Devenu un espace de transit, le Sahel concentre un flux important d'argent qui circule entre les mains d'intermédiaires passeurs de marchandises, et qui finance des activités illicites dans la région et ailleurs : de nouvelles féodalités se développent.**

### Puissances régionales et puissances extérieures

**La zone sahélienne fixe des intérêts multiples par elle-même, mais elle ne se suffit pas à elle-même.**

### Les ambiguïtés algériennes

**L'Algérie a attentivement suivi les péripéties de la crise : nous lui devons les accords entre Alger et Bamako passés en 2006** ainsi que la médiation ayant permis la signature du pacte national du 11 avril 1992. Or, ces accords n'ont pas saisi les problèmes de fond, ils n'ont fait que geler temporairement les antagonismes. La suite, nous la connaissons.

Dans cet espace, l'Algérie, le Maroc et antérieurement la Libye développent des dispositifs diplomatiques, militaires et secrets obéissant à des calculs de neutralisation de l'autre. Les rivalités sont vives, l'enjeu étant de s'assurer le leadership sur un Sahel tourmenté et vulnérable, mais offrant de multiples opportunités. En effet, **l'effacement programmé de la Libye en tant qu'acteur régional majeur dans la zone ouvre un large boulevard à un monopole stratégique pour l'Algérie qui n'a jamais caché, depuis 1962, ses visées à l'égard de ces espaces, notamment le théâtre saharien.**

**Alger, compte tenu de son histoire, de la présence de Touaregs sur son territoire et de ses ambitions, développe depuis de longues années une stratégie complexe. Sans nier l'existence au Sahel d'un noyau dur d'islamistes radicaux vecteurs d'un message politico-religieux et ayant recours au terrorisme et à la violence armée, une deuxième clef d'analyse posée à titre d'hypothèse permet de mieux cerner la portée d'AQMI au Maghreb et au Sahel.** À l'intérieur de l'État algérien se situent des centres de décision aux stratégies divergentes qui mènent une lutte interne pour le pouvoir et le contrôle des richesses nationales. A la mort du président Boumediene (**décembre 1978**), un groupe d'officiers attachés à **situer le centre réel du pouvoir algérien en retrait du gouvernement officiel s'est attelé à mettre en place une hiérarchie parallèle, junte dont les excès ont engendré pour un temps une faillite économique, sociale et politique du pays.** (Je cite) : « **Le champ des manœuvres est d'autant plus ouvert et complexe que, contrairement à une idée répandue, le Haut commandement de l'armée algérienne n'est pas monolithique. Il existe une multitude de clans rivaux en fonction de l'origine régionale, des écoles de formation, de leurs connivences extérieures et des secteurs de l'économie qu'ils contrôlent. Et tout cela constitue une espèce de société féodale où le pouvoir de chacun est évalué à l'aune de sa capacité à protéger et enrichir les siens ainsi qu'à diminuer le pouvoir et la richesse des autres. Il est évident que, pour certains, tous les coups sont permis** »<sup>8</sup>.

Dans le cadre de cette hypothèse de travail, des hommes pivots du mouvement armé du GSPC, devenu AQMI, seraient aux ordres d'un clan disposant de puissants relais au sein des services algériens. Les actions entreprises, aussi extrêmes soient-elles, ne seraient ni plus ni moins que des messages adressés aux clans adverses. En ce sens, **il convient d'établir une distinction entre commanditaires avisés, poursuivant des objectifs stratégiques ou personnels et les exécutants instrumentalisés, simples pions sur un échiquier, mais fondamentalement imprégnés par l'importance de leur cause. Cette distinction est**

---

<sup>8</sup> Alain CHOUET, *Au cœur des services spéciaux : la menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*. Paris, La Découverte, 2011, p.231.

au cœur du raisonnement : il ne s'agit pas de nier la réalité d'authentiques jihadistes mus par une volonté de lutter contre un Occident impie attaquant des terres d'islam mais de ne pas s'en contenter en prenant en considération les stratégies secrètes et subversives d'acteurs divers poursuivant des intérêts loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam. Le chômage et les injustices sociales, conjugués à l'absence de progrès économiques et sociaux, jouent en faveur des commanditaires et de la persistance du terrorisme en Algérie. En outre, la stratégie occidentale de harcèlement et de stigmatisation des musulmans alimente le choc Occident-Islam et favorise l'endoctrinement et le recrutement des exécutants.

AQMI avancerait ainsi sensiblement au gré des intérêts de cercles du pouvoir algérien. Comme le souligne Alain Chouet : « la violence dite islamiste algérienne ne se confond pas avec le djihadisme internationaliste du type Al-Qaida (...) Cette violence paraît toujours fortement corrélée aux aléas et aux vicissitudes de la vie politique algérienne ».<sup>9</sup> Jeremy Keenan précise : « le DRS opère vraiment comme un Etat dans l'Etat. Et il est à peu près sûr que les cercles politiques dirigeants, surtout à la présidence et au ministère de l'intérieur, ne sont pas entièrement au fait de ses multiples activités au Maghreb et au Sahel »<sup>10</sup>.

La menace d'AQMI pose en réalité la problématique de la maturité historique de l'Etat et de la société algérienne et de la nature du pouvoir algérien. En dépit du discours du président Bouteflika le 15 avril 2011 annonçant la révision de la Constitution et une ouverture politique en vue des élections législatives du 10 mai 2012, **une frange du pouvoir algérien s'est empressée de freiner l'ouverture. C'est la réponse à court terme, les enjeux financiers liés à la rente pétrolière étant considérables.** Comme le souligne dans une interview le colonel Med Samraoui, opposant algérien en exil, « les résultats du scrutin que certains voudraient à tout prix interpréter comme la victoire d'un clan sur un autre ne sont au mieux que le reflet de rivalités d'antichambres entre seconds couteaux et des signaux forts à ceux qui auraient été tentés par des pronostics liés au printemps arabe. Ils sont l'expression même de la non vie politique en Algérie où les jeux de rôles se résument à des permutations au sein d'une même broche. Le tout étant de préserver le statu quo et la suprématie du militaire »<sup>11</sup>.

Ainsi, à l'image du double jeu pratiqué par les services secrets pakistanais (ISI<sup>12</sup>) en Afghanistan, dans le cadre d'une sous-traitance, **AQMI serait-elle en partie un instrument d'influence entre les mains de clans algériens générant une rente stratégique ou sécuritaire monnayable auprès des Occidentaux tout en justifiant les ambitions hégémoniques algériennes à l'égard de l'espace sahélien**<sup>13</sup>. Comme le souligne Aymeric Chauprade, « le GSPC est né du magnifique esprit d'initiative algérien lequel a su offrir aux Américains l'ennemi qu'ils attendaient afin de justifier leur implantation dans le Sahara »<sup>14</sup>. Toutefois, les opérations d'AQMI n'obéissent pas toujours aux commanditaires, eux-mêmes en rivalité : il arrive que des opérations, notamment au Sahel, échappent à leur contrôle, reflétant une volonté d'autonomisation, se retournant parfois contre des intérêts algériens. C'est une piste permettant de mieux comprendre AQMI, ainsi que la multiplication de groupes terroristes dans le nord du Mali. **Alger a utilisé les forces et les faiblesses du Mali à son avantage. Certaines forces ont instrumentalisé AQMI et d'autres groupes à des fins strictement partisans, au détriment de la région. Lorsque d'autres factions algériennes rivales sont victimes de ces initiatives, elles renforcent le gouvernement malien. Encore une fois, le jeu algérien est complexe.**

<sup>9</sup>Alain CHOUET, *Au cœur des services spéciaux : la menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*. Paris, La Découverte, 2011, p.227.

<sup>10</sup>Keenan, Jeremy, « *Terrorisme et insécurité au Sahel : une leçon de contrefaçon géopolitique* », op.cit. p. 284.

<sup>11</sup>Radjef SAID, « L'Algérie est un pays sans souveraineté », *Algéria-Watch*, 10 septembre 2012, [http://www.algeria-watch.org/fr/article/tribune/samraoui\\_pays\\_sans\\_souverainete.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/article/tribune/samraoui_pays_sans_souverainete.htm), consulté le 20 septembre 2012.

<sup>12</sup>Inter-Services Intelligence.

<sup>13</sup>De nombreux travaux menés par des chercheurs algériens, britanniques, suisses et allemands évoquent cette thèse. Sur ce sujet, il est possible de consulter les ouvrages et études de Jeremy Keenan (*The Dark Sahara*, etc.) ou encore l'étude très pointue « *Al Qaida au Maghreb ou la très étrange histoire du GSPC algérien* » menée par François Gèze et Sallima Mellah (22 septembre 2007).

<sup>14</sup>Aymeric Chauprade, « *crise au Mali : réalités géopolitiques* », *Realpolitik.tv*, 20 janvier 2013, consultable au lien suivant : <http://www.realpolitik.tv/2013/01/crise-du-mali-realites-geopolitiques-premiere-partie-par-aymeric-chauprade/>.

« La cause de l'indécision de l'Algérie au Mali est à rechercher dans cette structure éclatée du pouvoir politique qui paralyse le sommet de l'Etat. Malgré les apparences d'unité et les nécessités de solidarité de corps, le commandement militaire est composé d'appareils concurrents. La sanglante lutte antiterroriste des années 90 a certes unifié l'armée autour de cet objectif, mais elle a aussi fragmenté la surface au sommet du pouvoir au profit du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), service dépendant de l'état-major. Au fil du temps, cet appareil a étendu son pouvoir tentaculaire dans les casernes, l'administration et les médias, ne rendant compte désormais à aucune instance hiérarchique supérieure. **Selon des indiscrétions d'officiers qui se confient en privé, c'est désormais l'état-major qui obéit au DRS (...)** C'est le DRS qui apprécie la situation intérieure et extérieure et qui confectionne les rapports pour évaluer les intérêts du régime, rapports sur la base desquels est décidée, entre autres, la politique étrangère. **Le DRS a ainsi estimé que l'intervention militaire au Mali était contraire aux intérêts du pays, «vendant» d'abord aux journaux - sur lesquels il fait pression par le chantage à la publicité - le discours sur le retour du colonialisme français dans la région.**

**La réalité est que le DRS ne veut pas que l'armée régulière remporte des victoires contre les islamistes, cherchant à être seul sur ce terrain avec sa propre stratégie pour combattre ces organisations en les infiltrant et en les manipulant pour les affaiblir.** Cette stratégie a eu quelque succès en Algérie mais, sur le plan international, elle rencontre des limites. Les événements du Mali indiquent que le poids excessif qu'a le DRS dans le champ politique est incompatible avec la structure des relations internationales. La mise à niveau de l'Etat algérien avec les coutumes qui régissent les relations internationales est à l'évidence urgente à entreprendre. **Les événements sanglants au Sahel ne sont pas qu'une crise malienne ; ils révèlent aussi la profondeur des dissensions au sommet de l'Etat en Algérie et de la crise de son système politique »<sup>15</sup>.**

Certes, l'Algérie a envoyé des instructeurs dans le nord du Mali et participé à l'équipement de l'armée malienne afin de lutter contre AQMI. Certes, Alger a piloté de nombreuses réunions à l'échelle régionale et internationale tout en créant en avril 2010 le **CEMOC** (Comité d'état-major opérationnel conjoint) visant à coordonner les efforts de quatre pays du champ (Algérie, Mauritanie, Mali et Niger) dans la lutte contre le terrorisme. Cependant, le CEMOC semble centré sur les intérêts algériens, trois pays du Maghreb (Maroc, Tunisie et Libye) étant exclus de cette structure, ce qui témoigne de la persistance de démarches désarticulées, souvent déterminées par la sourde défiance qui divise les riverains de l'océan sahélien, alors que la menace dicte une action concertée, en mesure d'identifier des intérêts convergents. Or, **face à la minute de vérité, le CEMOC s'est avéré totalement inefficace, révélant l'engagement erroné sur le plan stratégique de l'Algérie qui se retrouve isolée sur le plan régional et international.**

**La raison d'être du CEMOC n'est-elle pas d'assurer conjointement la stabilité et la sécurité dans les pays du théâtre ? L'Algérie avait la capacité d'arrêter l'avance des forces rebelles dont le carburant provenait d'Algérie. La folle équipée des touaregs pouvait être rapidement neutralisée par un soutien direct à l'armée malienne : le conflit aurait été étouffé dans l'œuf. Pour les pays de la région, l'Algérie avait délibérément laissé faire.**

Si elle est juste, une telle analyse témoigne non de la puissance de l'Etat algérien, leurre nourri afin de protéger son intégrité fragilisée par la mémoire d'une souveraineté frustrée, mais, bien au contraire, de sa vulnérabilité persistante. **Elle témoigne également de la profonde complexité de la problématique sécuritaire de l'ensemble de la région tant que l'Etat algérien n'aura pas surmonté ses contradictions fondamentales. Dans ce contexte, la réponse au problème d'avenir tient à la fois à l'assainissement de la scène algérienne, à un consensus intermaghrébin et au consensus de l'ensemble des riverains de l'océan sahélien.**

---

<sup>15</sup> Lahouari Addi, «La crise algérienne au prisme de la guerre au Mali », Libération, 3 février 2013, [http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/prisme\\_guerre\\_mali.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/prisme_guerre_mali.htm), consulté le 7 février 2013.

## **La réalité de la menace d'AQMI et l'islam au Sahel**

Plus globalement, la menace salafiste, réelle car porteuse d'un message politico-religieux, est «mise à la sauce» de toutes les problématiques locales : trafics en tous genres, recherche de rentes, rivalités politiques, conflits d'intérêts entre nomades et sédentaires (Arabes et Touaregs, Maures et Noirs, etc.), poids relatif de l'armée et des services de sécurité au sein des différents pays, appétits des grandes multinationales. AQMI ne constitue en tant qu'entité politico-religieuse qu'un irritant aggravant les facteurs géopolitiques et géoéconomiques déstabilisant l'espace sahélien.

Ce que l'on désigne sous le nom d'AQMI n'est qu'un conglomérat mafieux non homogène, composé de bandes aux intérêts disparates, souvent rivales, parfois unies quand elles sont collectivement menacées. **AQMI est un levier largement instrumentalisé pour consolider ou restaurer les intérêts stratégiques des acteurs régionaux et internationaux.**

Dès la fin des années 1990, bien avant le transfert de l'AQMI au Nord Mali, l'islam radical pénétrait les pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest ainsi que l'Afrique du Sud. Dans le sillage des œuvres de bienfaisance, des prédicateurs se réclamant de l'organisation pakistanaise Da'wa, recrutent de jeunes africains pour des formations au Pakistan et diffusent un enseignement de l'islam d'inspiration wahhabite. A leur tour, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Libye, rejoints par Qatar, financent des programmes généreux qui investissent les mosquées partout dans l'Afrique de l'Ouest, à l'appui de programmes combinés d'aide charitable et d'encadrement religieux.

Cette expansion de l'islam jihadiste en Afrique s'inscrit dans le cadre d'une compétition confuse où se mêlent tout autant la volonté de fortifier la foi islamique, l'intention charitable et des calculs de rivalité et d'hégémonie propres à la sphère des Etats islamiques. Du fait de ces interférences, la communauté islamique africaine est devenue un terreau du jihad et est entrée avec fracas sur la scène politique, contribuant à déstabiliser les Etats et les sociétés islamiques traditionnelles partout en Afrique.

Les pays du Sahel africain sont amplement investis par la vague d'expansion de l'islam radical et jihadiste. Le pays Touareg n'y échappe pas. Sur ce terreau, des groupes de vocations diverses, y compris des contrebandiers, commencent à se prévaloir de l'islam pour prétendre à une certaine immunité et pour gagner à l'occasion des subventions auprès des pays donateurs (Arabie Saoudite, Qatar, Libye et Iran). Ce brouillage dessert certes l'islam, mais il n'abuse pas les populations traditionnellement islamiques. Cependant, il jette le trouble dans les médias occidentaux et surtout dans les Institutions d'études qui analysent à distance et qui concluent sommairement à la violence islamique. Les pays du Maghreb s'insèrent graduellement dans ce champ.

## **Les convoitises étrangères**

L'insécurité endémique et persistante et la guerre au Mali doit être analysée avec prudence et remise en perspective par rapport aux stratégies des puissances étrangères. L'arc sahélien attire toutes les convoitises du fait des richesses de son sous-sol et des futurs projets de désenclavement des ressources énergétiques (TGSP, etc.) Fournisseur prépondérant d'énergie à l'horizon 2030, le Sahel suscite des rivalités pour le contrôle des gisements (lieux de production), enjeu majeur, mais également des itinéraires d'évacuation dessinant jour après jour une nouvelle géopolitique des tubes. Une superposition de la carte des conflits et des ressources à l'échelle africaine est édifiante.

Deux projets géopolitiques assortis de dispositifs diplomatiques et militaires s'affrontent sur fond d'enjeux énergétiques au sein du couloir sahélien : un projet chinois visant à terme à désenclaver les richesses pétrolières et minérales du Sahel à travers Port Soudan vers la mer Rouge suivant un axe horizontal depuis la Mauritanie, et un projet occidental visant à désenclaver ces richesses à travers le Golfe de Guinée. Ce double tropisme pourrait être bouleversé par la puissance établissant son influence en Libye.

Tout en opérant une jonction entre les ressources libyennes et sahéliennes (éventuelle prolongation du Green Stream reliant la Libye à la Sicile vers l'oléoduc Doba Kribi désenclavant le pétrole tchadien vers le Golfe de Guinée), cet état de fait aboutirait, à travers le point d'appui libyen, à la création d'une ouverture sur le théâtre méditerranéen.

Dans ce cas de figure, il s'agit de cartels, **des grandes Majors et nous basculons dans les intérêts stratégiques et les identités multiples**. Ces acteurs disposent des moyens de corrompre, créer des leurre, posséder une armée privée, armer des rébellions et des dissidences. Leur capacité d'action est puissante. Par ailleurs, **des États les soutiennent : ainsi, la menace terroriste est amplifiée, voire nourrie, afin de permettre à des États en rivalité pour la prise de contrôle des richesses, de se positionner militairement au sein de ce couloir stratégique reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge et offrant la possibilité de peser sur les équilibres géopolitiques et énergétiques du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest**.

Après l'éclatement du Soudan orchestré et planifié par les Etats-Unis et Israël, succèdent des plans de déploiement de troupes et de construction de bases militaires, autant de points d'appui ayant pour vocation de quadriller le couloir sahélien, afin de :

- Renforcer la sécurité des approvisionnements en énergie et en matières premières sensibles ;
- Lutter contre l'instabilité dans la zone sahélo-saharienne, aggravée par la prolifération des armes libyennes, l'instabilité galopante pouvant menacer la sécurité des approvisionnements ;
- Dissuader et évincer des acteurs rivaux tels que la Chine, la Russie, l'Inde.

**Dans ce cadre, la guerre en Libye, éliminant l'obstacle que pouvait constituer Kadhafi, fut l'étape liminaire ouvrant la voie à la pénétration vers les profondeurs sahéliennes et ses richesses. Plus globalement, la mort du guide libyen a ouvert la voie en Afrique du Nord et au Sahel à une reconfiguration des influences des grandes Majors et des Etats les soutenant quant au contrôle des gisements pétroliers et gaziers.**

Par ailleurs, outre les gisements de pétrole et de gaz du bassin de Taoudani (Mauritanie, Algérie, Mali et Niger) jugés très prometteurs, le nord du Mali recèlerait de l'uranium en quantité significative aiguisant ainsi les appétits. « Selon de nombreuses sources concordantes, la compagnie minière canadienne Rockgate a déposé un permis d'exploration pour un gisement d'uranium à Faléa, à 350 kilomètres à l'ouest de Bamako, très proche des frontières du Sénégal et de Guinée. Le géant français Areva a procédé à des campagnes d'exploration dans la région de Saraya, du côté sénégalais. Le 15 novembre dernier, Rockgate a confié une étude de faisabilité à une société sud-africaine, DRA Group, pour son **projet de Faléa, qui recèle, outre de l'uranium, de l'argent et du cuivre. Selon ses calculs préliminaires, le gisement recèlerait environ 12.000 tonnes d'uranium soit quatre fois la production de la mine Areva d'Arlit au Niger en 2012** »<sup>16</sup>.

**En fait, les développements inhérents aux bouleversements actuels ne s'arrêtent pas au seul Mali. L'appui de Qatar aux groupes islamistes opérant au Mali et la présence du Croissant Rouge qatari sur le terrain témoignent d'un prolongement de la stratégie ayant déjà ciblé la Libye et la Syrie.** La finalité de cette stratégie dans l'ensemble de la zone est de liquider les implantations terroristes et criminelles et de pousser jusqu'à son terme la logique politique du printemps arabe sur fond d'exploitation des richesses naturelles régionales.

**Le Qatar développe une stratégie singulière** : ayant considérablement renforcé ses positions en Libye relativement aux ressources énergétiques, il aspire à étendre son influence au Sahel (Mauritanie et Mali) en s'appuyant sur les groupes islamistes. Quelle est la vision stratégique qui sous-tend cette orientation ? Le Qatar détient 15% environ des réserves prouvées de gaz. Trois acteurs, la Russie, l'Iran et le Qatar détiennent 60% des réserves prouvées à l'échelle mondiale. En tentant d'étendre son emprise sur le Moyen-Orient (Syrie) et sur le Sahara (Libye, Sahel et demain l'Algérie sur laquelle plane la menace d'une révolution arabe soutenue par Doha), le Qatar, de concert avec les États-Unis, aspire à couper l'Europe de la Russie (principal fournisseur de gaz des Européens) et se substituer à Moscou et à Alger.

---

<sup>16</sup>Le Figaro, 17 janvier 2013.

**En effet, les puissances extérieures, sous couvert de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, convoitent les ressources naturelles avérées et potentielles et visent, à terme, une militarisation croissante de la zone afin d'asseoir leur contrôle et d'évincer les puissances rivales. Ces puissances ont tout intérêt à favoriser l'émergence d'une équation géopolitique les plaçant en situation de force dans le cadre des futures luttes relatives au partage des richesses du Sahel. Dans ce cadre, il convient de souligner l'ambiguïté française consistant d'un côté à lutter contre les groupes terroristes et jihadistes au Sahel et au Mali tout en soutenant indirectement ces derniers en Syrie. L'enracinement de groupes jihadistes en Libye menaçant la sécurité des pays du Maghreb est le résultat de cette politique.**

### **L'accélération de l'histoire**

Le 20 décembre 2012 est votée à l'unanimité la résolution 2085 portée par la France ouvrant la voie à une intervention militaire au nord du Mali tout en ménageant la possibilité d'une solution négociée sur la base de la politique des autorités algériennes dite du « **double track** », politique consistant à séparer les groupes Touaregs (MNLA et Ançar Eddine) des groupes dits terroristes (AQMI et MUJAO). Depuis lors, des rencontres entre ces groupes touaregs et les autorités maliennes se sont succédé à Alger et à Ouagadougou au cours du mois de décembre 2012 sans parvenir à des avancées tangibles. En effet, un accord signé à Alger entre le MNLA et Ançar Eddine renonçant à l'emploi de la violence armée fut dénoncé trois jours plus tard, le 3 janvier 2013, par Ançar Eddine arguant de la mauvaise foi des autorités de Bamako.

Le 10 janvier 2013, suite à une préparation minutieuse détectée par les satellites et drones occidentaux scrutant la zone (acheminement de 300 pick-up du nord du Mali et de quantités considérables de carburant en provenance, selon de nombreuses sources, de la frontière algérienne), le groupe Ançar Eddine rejoint par les éléments d'AQMI et du Mujao lance une attaque fulgurante sur le verrou de Konna, l'objectif final semblant être la prise de l'aéroport stratégique de Sévaré puis Mopti, Ségou et Bamako. Face au risque de dislocation du Mali et de détricotage général de la région, la France, s'appuyant sur ses forces spéciales relevant du COS (Commandement des Opérations Spéciales) déjà sur place et de ses forces prépositionnées dans la zone (Tchad, dispositif Epervier renforcé, Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon) intervient le 11 janvier 2013 pour stopper l'avance des fondamentalistes islamiques. L'opération Serval est lancée. A la date du 25 janvier 2013, l'opération militaire mobilise 3000 soldats français dont 2500 sur le terrain et des moyens militaires conséquents. L'objectif affiché semble être de sécuriser la rive sud du fleuve Niger et d'entraver les infiltrations ou rezzou des islamistes repliés pour le moment sur Kidal. Ultérieurement, il s'agira d'appuyer les forces maliennes et africaines constituant la MISMA<sup>17</sup> (Mission Internationale de soutien au Mali) dans la reconquête du nord du Mali. En réalité, les objectifs politiques et militaires de cette guerre atypique demeurent encore flous.

### **Pourquoi l'attaque d'Ançar Eddine rejoint par des éléments d'AQMI et du Mujao ?**

**Cette attaque fulgurante a bouleversé la donne. Pourquoi le mouvement Ançar Eddine, engagé dans des négociations et bénéficiant d'un cadre juridique fixé par la résolution 2085 lui permettant de sauver la face, s'est-il lancé subitement dans une attaque ouvrant la voie à une intervention française certaine ?** Certes, certains chefs ont pu penser qu'une attaque foudroyante suivie d'une ouverture politique placerait la France devant le fait accompli, d'autant que le président François Hollande a toujours affirmé que la France n'interviendrait pas militairement. D'autres ont pu juger qu'il était temps de bousculer le statu quo avant que l'armée malienne et les forces de la CEDEAO appuyées par des instructeurs européens ne montent en puissance. Enfin, comme l'évoque Bernard Lugan, « **au sein de la nébuleuse islamiste, les rivalités politiques et ethniques sont vives et certains ont pu vouloir, par un coup d'éclat, s'assurer le leadership** »<sup>18</sup>. **Ces justifications sont crédibles. Néanmoins, une autre hypothèse peut être explorée. Dans ce cadre, il convient de revenir aux enjeux initiaux de la crise.**

---

<sup>17</sup>Force susceptible d'atteindre à terme un effectif total de 6000 à 7000 hommes en provenance de 11 pays africains : Le Tchad, le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin, la Guinée et le Libéria.

<sup>18</sup>Communiqué Bernard Lugan, Afrique Réelle, 14 janvier 2013.

Le 17 janvier 2012, le MNLA lançait ses opérations militaires engendrant une déroute de l'armée malienne amplifiée par le putsch militaire du 22 mars 2012. **Le MNLA semble avoir bénéficié de soutiens ou du moins d'une passivité des autorités françaises, Paris ne voyant pas d'un mauvais œil une fragilisation des positions algériennes sur son flanc sud. La France est réputée témoigner une sympathie particulière pour les Touaregs.** En 1950, elle avait promis aux touaregs du Fezzan libyen un Etat Touareg indépendant s'ils s'opposaient au principe de l'union avec les deux autres provinces (Tripolitaine et Cyrénaïque) ; **le MNLA, dès sa création en octobre 2011, était représenté à Paris et entretenait un dialogue officieux avec divers interlocuteurs français qui relayaient dûment ses revendications ; en 2013, dans le contexte de l'intervention militaire, la France insiste pour un règlement négocié entre toutes les parties, aussitôt après le cessez-le-feu. Telle est la position du MNLA.**

**Alger, prise par surprise, s'empressa de réagir en apportant son soutien à Ançar Eddine lui permettant d'évincer le MNLA du Nord Mali en érodant ses capacités militaires et son assise politique.** Les huit mois suivants, nous assistons à une montée en puissance de ces groupes se réclamant du fondamentalisme musulman, aspirant à appliquer la charia sur l'ensemble du territoire malien et multipliant les atrocités contre les populations du nord (lapidations, mutilations, destruction des mausolées, etc.).

**A Alger, positionnée en tant que métropole du règlement politique négocié, le ou les clans ayant instrumentalisé la menace terroriste par le passé ont pu décider, compte tenu de leurs liens avérés avec le chef d'Ançar Eddine et des rivalités croissantes au sein de cette mouvance, et face à l'imminence d'une intervention militaire visant à terme l'Algérie, d'amorcer une nouvelle dynamique afin de précipiter les événements. Les dissensions au sein d'Ançar Eddine sont apparues au grand jour le 23 janvier 2013 lorsque des membres influents annoncent avoir fait dissidence et créé leur propre mouvement, le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA) et affirment vouloir participer au processus de négociation tout en appelant à l'arrêt des hostilités.**

L'objectif de ces groupes ou clans algériens serait :

- **Abattre le président Bouteflika, aspirant à se perpétuer au pouvoir en briguant un quatrième mandat.** En effet, une sourde lutte de clans se déroule en coulisses à Alger dans le contexte de la succession du président Bouteflika. **Or, ce dernier semblait vouloir s'engager dans la course pour un quatrième mandat, bien des appétits se retrouvent frustrés. Par voie de conséquence, tout ce qui pourrait affaiblir le président potentiellement candidat peut s'avérer utile, à commencer par un dérapage de la situation sécuritaire. Bouteflika semblait s'orienter vers l'assainissement de la scène algérienne en cherchant à favoriser l'émergence d'une nouvelle génération politique, acquise à l'Etat FLN mais mue par la volonté d'initier un bond en avant dans l'ouverture politique et le processus démocratique. Leur socle secoué, les clans rivaux, se sentant menacés, ne pouvaient que réagir en multipliant les manœuvres visant à fragiliser l'assise politique du président Bouteflika. Suite à l'autorisation de survol accordée aux avions français devant intervenir au Mali, la presse algérienne a lancé une véritable politique de dénigrement visant le président Bouteflika, allant jusqu'à l'accuser de collusion avec l'ancienne puissance coloniale et rappelant étrangement la campagne contre le président Liamine Zéroual le poussant à la démission à l'automne 1998 ;**
- **Assurer leur survie en détournant les Occidentaux des changements de régime en mettant en exergue le caractère indispensable d'Alger dans la lutte contre le terrorisme ;**
- **Précipiter l'intervention militaire française afin de favoriser ultérieurement l'enlèvement des forces françaises sur les plans militaires et financiers (prendre une revanche sur l'histoire).** En effet, forcée d'intervenir, la France se retrouve en première ligne avec des troupes au sol de plus en plus nombreuses, risquant d'essuyer de nombreuses pertes et de porter la responsabilité d'une éventuelle afghanisation du Sahel.

Plus précisément, la stratégie de ces clans s'articulait de la manière suivante :

**L'attaque de Konna le 10 janvier 2013** avait pour objectif la prise de Sévaré, aéroport stratégique et ville garnison, afin de créer un effet de panique aboutissant, avec la complicité du Haut Conseil Islamique Malien (HCIM), à la chute du gouvernement malien et à la reprise en main du pays par le capitaine Sanogo. Sans l'aval du pouvoir de l'ombre algérien, Iyad Ag Ghali n'aurait guère pris une telle décision. C'est donc avec un soutien discret algérien qu'un coup d'Etat associant Iyad Ag Ghali, Sanogo et Mahmoud Dicko, Président du HCIM, était ainsi en préparation, visant apparemment à évincer la France. La manœuvre visait en fait à précipiter l'intervention militaire française du 11 janvier 2013 et à évincer plutôt Bouteflika de la scène malienne.

L'opération rappelle à maints égards le raid du Polisario contre Nouakchott de 1977 qui avait alors déterminé l'intervention immédiate de l'aviation française basée à Dakar afin d'éviter la chute de Nouakchott.

**Dans l'intervalle, les négociations associant à Alger le MNLA du 5 au 7 janvier 2013 n'avaient pour but que de brouiller les cartes, dans la pure tradition algérienne.**

**L'opération militaire risquant d'amener les troupes françaises directement dans le sud algérien, la prise d'otages à In Amenas le 16 janvier 2013 semble être le premier jalon de cette stratégie de l'ombre.** En effet, comment expliquer qu'un groupe terroriste lourdement armé, pénétrant par la Libye, ait pu cibler l'un des plus importants sites gaziers du pays, site en l'occurrence extrêmement protégé, notamment suite au renforcement des mesures de sécurité aux frontières maliennes et libyennes ? Deux hypothèses sont concevables : soit les autorités algériennes ont fait preuve d'un amateurisme et d'une grande négligence, hypothèse jugée peu convaincante par la majorité des analystes, soit ces assaillants ont bénéficié de complicités au plus haut degré de l'appareil sécuritaire algérien. **Les guerres périphériques sont ainsi utilisées comme autant d'opportunités pour pousser les avantages d'un clan contre les autres, y compris contre le président Bouteflika.**

### **L'Algérie, cible ultime ?**

Comme évoqué ci-dessus, nous sommes dans l'obligation d'avancer des hypothèses permettant d'expliquer deux décisions énigmatiques : la décision du 10 janvier 2013 qui a précipité l'intervention militaire française et l'attaque de In Amenas du 16 janvier 2013 qui, de toute évidence, n'obéissent à aucune logique, n'ayant aucune chance d'aboutir (elles sont sans lendemains). Ce sont des actes politiques, apparemment suicidaires, qui n'avaient d'autre effet que de frapper l'autorité et la crédibilité du président Bouteflika.

**La presse algérienne soutient depuis avec insistance la thèse du ciblage du régime algérien** en se prévalant de l'expansion irrésistible des révolutions du printemps arabe et des pressions qui l'assaillent de toute part (à l'Est, les révolutions tunisiennes et libyennes, à l'ouest la pression marocaine du fait du conflit saharien et au sud le conflit malien induisant une militarisation croissante impliquant les puissances occidentales). **De ce fait, l'Algérie menacée, se positionne en citadelle assiégée.**

**Certes, les médias algériens ont tendance à dénoncer, derrière la menace, les facteurs externes tout en omettant la consistance des facteurs internes évoqués par ailleurs de manière éparse** : les mêmes causes ayant provoqué les révolutions tunisiennes, égyptiennes et libyennes se retrouvent en Algérie, l'aspiration à la démocratie et à l'Etat de droit, l'impératif de transparence inspiré par l'opacité du système politique, les déséquilibres économiques et sociaux en dépit des ressources considérables de l'Etat algérien, le chômage et la précarité, etc. **Le problème de la démocratisation et de l'assainissement des régimes post coloniaux est aujourd'hui posé. Le statu quo est irrémédiablement mis en cause. Dans ce contexte, c'est le glacis algérien qui intrigue ; il pèse sur la dynamique régionale.**

L'Algérie avait en outre soutenu la résistance libyenne contre l'intervention extérieure et manifeste ses réserves à l'égard de l'offensive arabe et occidentale contre le régime syrien, dans l'esprit du front du refus. Enfin, l'Algérie pressent que sa prise de participation dans l'exploration et l'exploitation des richesses énergétiques du Sahel l'expose à des stratégies hostiles des puissances occidentales.

L'ensemble de ces facteurs alimente une vive crainte au sein des clans algériens constituant le pouvoir de l'ombre l'amenant à développer des stratégies dilatoires destinées à assurer sa survie. Comme le souligne Aymeric Chauprade, « grâce au GSPC et AQMI, l'Etat algérien a pu apparaître depuis 2001, aux yeux des Etats-Unis et de la France comme un rempart contre l'islamisme radical dans la région. Et la stratégie a fonctionné jusqu'aux révolutions arabes qui ont emporté les uns après les autres tous les régimes autoritaires. Donc pour le DRS, cela ne faisait pas l'ombre d'un doute, l'Algérie était la suivante sur la liste, à moins d'écarter l'Occident du sillage des islamistes politiques et de le ramener à la grande époque de la guerre contre le terrorisme international »<sup>19</sup>.

---

<sup>19</sup> Cf Aymeric Chauprade, Crise du Mali, réalités géopolitiques : première partie, 20 janvier 2013 « Une réalité indicible dans nos médias, du fait de l'ampleur des intérêts économiques français en Algérie, de la collusion aussi des élites politiques françaises avec le régime algérien ... mais une vérité pourtant depuis longtemps évidente en dehors de France :

### Que peut-il advenir ?

Le 26 janvier 2013, l'armée française et les troupes maliennes ont repris le contrôle de Gao, ville située à plus de 1200 kilomètres de Bamako. Tombouctou est libérée le 28 janvier 2013, Kidal le 30 janvier et les troupes françaises, appuyées par des soldats tchadiens, sécurisent Tessalit investie le 8 février 2013. **Néanmoins, la guerre dans laquelle est impliquée la France est une guerre atypique en milieu désertique qui risque de s'inscrire dans la durée. Les groupes jihadistes, tapis dans les montagnes du Nord, attendent leur heure et préparent une guérilla des sables basées sur des attentats dans les villes, des conflits urbains, le harcèlement des convois par la multiplication d'embuscades, IED et mines, etc.** En effet, comme en mer, contrôler les villes (Gao, Tombouctou puis Kidal, etc.) pouvant être assimilées à des îles, ne signifie pas que l'on contrôle les vastes étendues désertiques dans lesquelles les éléments jihadistes et autres vont se diluer en se fondant dans les populations nomades et le relief. Frappes en profondeur par hélicoptères, drones et avions de chasse ne font qu'affaiblir un ennemi mobile, maîtrisant parfaitement le terrain et pratiquant une guérilla en mesure de harceler les troupes françaises et africaines et de se retirer par la suite dans leurs refuges. C'est toute la complexité de la guerre asymétrique. L'attaque menée par des éléments du Mujao contre Gao le 10 février 2013 et les deux attentats suicide, première au Mali, ayant visé des postes de contrôle au sein de la ville les 8 et 9 février 2013, illustrent cet état de fait.

**Sans une solide occupation du terrain par son quadrillage, les fondamentalistes islamistes éparpillées ou diluées dans les immensités sahariennes reviendront tôt ou tard.** Comme le souligne Bernard Lugan, « en dépit de la modernité des moyens militaires engagés, les forces françaises sont en réalité dans **une configuration semblable à celle connue par les anciennes compagnies sahariennes quand ces dernières devaient faire face aux rezzou surgissant du néant désertique.** Le principal danger qui menace les troupes françaises est là car, soit elles restent groupées et elles abandonnent le terrain aux islamistes, soit elles se dispersent et elles ne sont pas à l'abri d'un audacieux coup de main qui pourrait avoir des effets dévastateurs en termes de propagande »<sup>20</sup>. Parallèlement, les massifs montagneux constituant le repaire originel des islamistes, représentent un enjeu majeur. En effet, quelles sont les troupes susceptibles et en mesure de nettoyer ces zones grotte par grotte ? Sur la base de quel financement ?

**L'enjeu est crucial car si ces refuges ne sont pas sécurisés de manière durable, tout ce qui aura été fait sera à refaire.**

**C'est dans cette phase de contrôle effectif du terrain et de stabilisation que surgiront les risques et les difficultés bien connues suivant les précédents d'Afghanistan, d'Irak et de Libye ;** dans cette seconde phase où s'organiseront le retour et la réinstallation des 500.000 déplacés et réfugiés, les troupes africaines prendront la plus grande part, **avant d'être absorbées dans une Opération de Maintien de la Paix des Nations-Unies. Le Maroc ne manquera pas de s'associer à cette opération par souci de restaurer ses droits historiques dans la région et de tirer une carte sur l'avenir en damant le pion à l'offensive diplomatique algérienne qui n'a jamais désarmé à son égard relativement à la cause nationale du Sahara marocain.** Dans l'intervalle, la formation et la préparation des forces maliennes sont confiées à l'Union Européenne : le projet EUTM, avec le déploiement de 200 instructeurs et 250 experts européens pour la protection et l'appui administratif, débutera en principe début avril sur la base militaire de Coulicoro (200 km de Bamako). La réforme de l'armée malienne est une composante de la réforme de l'Etat.

Face à ces difficultés, militaires français et africains devront faire preuve de réalisme et de pragmatisme : seuls les Touaregs du MNLA<sup>21</sup> encadrés par des soldats français seront en mesure de nettoyer ces immensités sahariennes. En l'occurrence, ces derniers, conscients de cette réalité, ne cessent de proposer leur appui depuis le début de l'intervention militaire française. Ils fixent néanmoins des conditions : un dialogue politique avec les autorités de Bamako et une large autonomie du territoire qu'ils revendiquent, l'Azawad. **Les Touaregs ne souhaitent pas être les auxiliaires d'une victoire de la France rétablissant la domination des populations du sud et drainant dans son sillage une armée malienne avide de revanche.** Or, d'ores et déjà, de nombreuses ONG internationales dénoncent des crimes et des exactions commises par des troupes maliennes ou des milices inféodées contre les populations du nord. De même,

---

AQMI/Polisario, DRS algérien, le trafic de drogue saharien sont une seule et même organisation du crime ». <http://www.realpolitik.tv/2013/01/crise-du-mali-realites-geopolitiques-premiere-partie-par-aymeric-chauprade/>.

<sup>20</sup> Communiqué de Bernard Lugan, Afrique Réelle, 17 janvier 2013.

<sup>21</sup> Mouvement National de libération de l'Azawad (Touaregs laïcs).

les populations du sud du Mali, Bambara, Soninké et Malinké, considèrent que ce sont les Touaregs du MNLA qui sont les principaux responsables de la situation dramatique que traverse le Mali, ayant ouvert la voie aux islamistes par leur soulèvement et leur compromission ponctuelle avec eux. Comme le souligne Bernard Lugan, « se pose clairement la problématique de la cohabitation au sein d'un même Etat artificiel de plusieurs populations n'ayant aucune réelle volonté de vivre ensemble »<sup>22</sup>. En se basant sur l'analyse géopolitique, nous en revenons au cœur de la problématique malienne ancrée dans le temps long de l'histoire qui ne doit pas être éclipsée par le brouillard jeté par les fondamentalistes islamistes qui n'ont fait qu'instrumentaliser la fracture raciale et ethnique afin de se positionner sur l'échiquier malien et contrôler les multiples trafics : tant que la fracture raciale et ethnique ne sera pas surmontée, la guerre au Mali ne connaîtra pas de solution durable. Difficulté supplémentaire, le concept de démocratie tel que formulé par l'Occident, à savoir « un homme, une voix », est difficilement conciliable avec les réalités ethniques caractérisant le Mali et plus globalement le continent africain. En effet, « la variante africaine de la démocratie fondée sur le « one man, one vote » est d'abord une ethno-mathématique donnant automatiquement le pouvoir aux plus nombreux, en l'occurrence les Noirs sudistes, ce que les nordistes ne peuvent accepter »<sup>23</sup>.

**L'exemple malien prouve qu'une balkanisation supplémentaire du Sahel serait catastrophique si l'on tient compte de l'histoire ancienne, de la colonisation et de la décolonisation.** Walvis Bay (rétrocédée à la Namibie le 28 février 1994), l'Érythrée (27 avril 1993), le Soudan du Sud (9 juillet 2011) et maintenant l'Azawad posent la problématique du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. **Il est temps que ce principe soit réexaminé et que la réponse fondamentale soit mieux méditée, la restauration des nations historiques devant prévaloir sur les entités coloniales dressées artificiellement par les métropoles dans l'intérêt des calculs impériaux de l'époque. L'Afrique doit se réapproprier sa propre destinée. Il est temps d'aller vers la régionalisation bien comprise et le respect des ensembles homogènes sur la base des nations historiques ayant précédé le découpage colonial.** Sans innover, sans s'interroger sur des formes plus souples de territorialité transcendant les lignes de fracture et les clivages du passé, le problème touareg et d'autres ne pourront pas être surmontés sur le long terme. Si l'on se réfère à la période des empires sahéliens, la structure politique dominante dans cet espace consacrait, sur le modèle des Cité-Etats de la Grèce antique, une large autonomie des villes devant payer tribut à un Etat central. Dès qu'il s'affaiblissait, son autorité était systématiquement remise en cause par des tribus ou confédérations vivant souvent à la périphérie. **Une nouvelle philosophie de l'Afrique s'impose !**

Relativement à la problématique malienne, **une indépendance de l'Azawad, territoire n'ayant pas d'assise historique, serait vectrice de nombreux risques :**

- **Risque sérieux de déstabilisation du Niger et de l'Algérie par effet de contagion.** En effet, Alger n'a pas intérêt à un État touareg indépendant, sachant le risque de contagion à l'égard de sa communauté touareg, du risque de balkanisation de son flanc sud sahélien et de la forte probabilité que ce nouvel État soit totalement sous l'emprise des puissances occidentales. La présente crise conforte plutôt la cause marocaine, les menaces de balkanisation dans la région provoquant une prise de conscience générale quant au danger de multiplier des États fantoches, nécessairement faibles, dans l'espace saharien. **Le détricotage de la région ne serait profitable à personne sur le long terme ;**
- **Les Touaregs, eux-mêmes divisés et ne se reconnaissant pas dans leur grande majorité dans les revendications indépendantistes du MNLA,** ne représentent qu'une minorité de l'ensemble des ethnies peuplant le nord du Mali. La communauté Touareg est elle-même politiquement divisée : **aucun mouvement ne peut prétendre représenter la majorité.** D'autre part, la société touareg est hiérarchisée : les nobles Ifoghas ; les dépendants ou tributaires (Imghads) ; et les anciens esclaves Bellahs. La même hiérarchie existe au sein de la communauté arabe : les nobles Kountas, les tributaires Berabiches et les ex-esclaves (abids). **Dans le Nord Mali, les catégories inférieures sont opposées au principe de l'indépendance par crainte de la domination traditionnelle des nobles qui subsiste dans les mœurs.** En réalité, comme le souligne Bernard Lugan<sup>24</sup>, il est possible, en collant aux réalités ethniques, de distinguer trois Azawad : à l'ouest, l'Azawad arabe car peuplé principalement par des populations arabes ou arabisées établissant un continuum ethno-politique avec les tribus de

<sup>22</sup>Bernard Lugan, Afrique Réelle, N°37, février 2013, p.1.

<sup>23</sup> Communiqué Bernard Lugan, Afrique Réelle, 9 février 2013.

<sup>24</sup> Communiqué Bernard Lugan, Afrique Réelle, 25 janvier 2013.

Mauritanie, au Nord, l'Azawad touareg et au sud-est l'Azawad composite de la vallée du fleuve Niger peuplé des ethnies Peuls, Maures, Songhaï, certains Touareg, etc. **Par voie de conséquence, accorder l'indépendance à ce territoire sur la seule base des revendications émanant d'une minorité de Touaregs ouvrirait la voie à des affrontements intercommunautaires selon les lignes de clivage décrites ci-dessus.**

A notre sens, le retour au statu quo antérieur n'étant plus concevable, **il conviendrait d'initier une réflexion relativement à un nouveau concept de l'Etat malien associant les intérêts des uns et des autres par des procédures admises par tous et non contraignantes. L'Etat centralisé et la domination des ethnies du sud ne peuvent plus prévaloir dans les termes du Mali post-colonial.** Se pose ainsi la question d'arbitrages douloureux mais néanmoins vitaux quant à l'avenir de cette nation, héritage des grands empires sahéliens. Il s'agit d'être en mesure de transcender les clivages du passé par l'affirmation à titre illustratif d'une **confédération malienne** reposant sur des mécanismes dessinant **un nouvel équilibre entre un sud et un nord devant apprendre à vivre ensemble.** Il en va de la stabilité du Mali, de la stabilité du Sahel mais également de la stabilité du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. **Cette formule de règlement, assortie d'un ensemble de garanties sécuritaires, est l'un des piliers du nouvel Etat malien et du futur ordre régional.**

Cette réforme de l'Etat malien dicte d'apporter des réponses durables aux problématiques suivantes :

- Les équilibres communautaires et le problème national Touareg ;
- L'assainissement et le contrôle du Nord (liquidation des mouvements terroristes AQMI et MUJAO) ;
- La réconciliation nationale ;
- Une armée unie, intégrée et disciplinée ;
- Démocratie, transparence et bonne gouvernance ;
- Les déséquilibres économiques, sociaux, humains et démographiques ;
- La question de l'extrémisme islamique.

L'arbitrage post-colonial qui a réservé le règlement de la problématique touareg et des équilibres communautaires aux Etats souverains dans un cadre individuel s'est avéré précaire car source de tensions et de rébellions récurrentes menaçant les Etats abritant une population touareg. Toute rébellion chez l'un a toujours engendré une dynamique de contagion chez les autres et vice versa. Sur cette base, la réponse à ces questions relève certes de la souveraineté malienne mais elle concerne aussi les pays de la région. **Les arbitrages qui s'imposeront au Mali sont inséparables des ajustements dans l'ensemble du théâtre saharien. Les enjeux sécuritaires incluant la migration, les réseaux de la drogue et l'impact de l'islam politique interfèrent avec des stratégies internationales.**

**En effet, outre la problématique du nouvel Etat malien, se pose la question de la restructuration de l'ordre régional.**

En ce sens, nous privilégions la solution sahélienne, et là, le concept d'océan sahélien **prend tout son sens. Partons du principe qu'aucune solution durable ne prévaudra si les riverains de l'océan sahélien sont en conflit entre eux. Dans ce contexte, il convient de** mettre en avant un consensus favorisant le règlement des différends entre Sahéliens. Dans ce cadre, **l'organisation d'une conférence régionale regroupant l'ensemble des riverains de l'océan sahélien et associant les Touaregs, doit privilégier la négociation sur de bonnes bases et permettre d'élaborer une solution politique.** Comme en mer, la sécurité ne saurait relever que d'un effort concerté des riverains, basé sur une perception commune des menaces et sur des mécanismes de concertation et de coordination afin de dissiper des stratégies qui, pour le moment, ne convergent pas. Bien au contraire, elles se croisent, voire se neutralisent au nom de calculs étroits. Il en va de même relativement au développement des pays du Sahel car, sans développement, aucune paix durable n'est envisageable.

Il est essentiel, afin de favoriser l'émergence d'une **communauté de destin saharienne**, d'apporter des réponses collectives et concertées aux problématiques suivantes :

- **La sécurité humaine** en s'attendant à l'adoption de mesures urgentes visant à satisfaire les besoins vitaux des populations. A ce titre, il serait conceptuellement possible d'envisager la création **d'un fond axé sur le développement économique, social et humain et basé sur les contributions des Etats pétroliers** (Algérie, Libye, Nigéria et fonds islamiques) et des **acteurs extérieurs concernés par la valorisation des ressources de la région** (Pêche, pétrole, gaz, uranium, or, minerais divers, terres rares, etc.). Dans le même esprit, **un Conseil de Développement régional** en mesure de veiller à l'application dans l'espace saharien des techniques modernes du développement de l'habitat, de l'énergie, des ressources agricoles et hydrauliques devrait prévaloir. **Le jihadisme et le salafisme sont solubles dans une prospérité partagée entre les différentes communautés maliennes ;**
- **La sécurité culturelle** afin de promouvoir le vivre ensemble dans le respect des différences et des minorités. **La paix des armes est subordonnée en tout premier lieu au règlement du problème national Touareg.** Comme le souligne l'Amiral Dufourcq, « le respect des minorités doit être un principe cardinal ne souffrant aucune exception, de façon à ce que les identités de chacun soient préservées par tous comme un bien commun. **C'est à une nouvelle citoyenneté multiple qu'il faut tendre, une citoyenneté saharienne incluse dans une citoyenneté africaine régionale comme un bien précieux** »<sup>25</sup> ;
- **La sécurité politique**, c'est-à-dire **la lutte contre la défaillance politique, économique et sociale des Etats.** Lorsque l'Etat est trop faible, des acteurs malveillants s'engouffrent dans la brèche et se substituent à son autorité ouvrant la voie à une criminalisation galopante des acteurs politiques et économiques ;
- **La géopolitique du Sahel détermine la définition d'une politique de sécurité commune.** **L'intervention extérieure ne saurait être la règle. La relation de confiance, le sens de la menace commune, l'impératif de stabilité régionale s'imposent entre les Etats riverains de l'océan sahélien.** La mise en place d'un observatoire des riverains de l'océan sahélien axé sur la prévention et la gestion des conflits pourrait contribuer à cette orientation. Après la remise à niveau des armées locales, la mise en place d'une force saharienne en attente, apte à intervenir en cas de crise, pourrait constituer les prémices d'une structure de sécurité collective prenant en main le destin de la région. **La sécurité reste la condition première de toute dynamique de développement économique, sociétal et humain ;**
- **La percée de l'islam radical :** cet aspect de la réalité sahélienne doit être abordé avec prudence et fermeté à l'échelle des Etats mais aussi, **à l'échelle collective, dans un cadre arabo africain tel que l'OCI. Il est clair que la responsabilité des pays arabes est fondamentale dans l'effort de redressement des déviations de doctrine qui aliènent la religion de l'islam. Cette dimension est primordiale dans la stratégie d'endigement et de répression des groupes activistes qui, sous couvert de charia, poursuivent des fins politiques d'intimidation et de terreur.**

Il convient également, en s'inspirant des pratiques anciennes faisant toute la singularité de la région, de promouvoir un « **Conseil des Sages** », « **tiers bienveillant imprégné des réalités du terrain** » en mesure de jouer le rôle de médiateur et de facilitateur par l'apaisement des tensions et la quête d'un consensus privilégiant le règlement des différends entre Sahéliens au sein d'un **Conseil des riverains du Sahel. Le retour au réel est aujourd'hui une nécessité.** Comme le souligne Bernard Lugan, « **au Sahel, comme en Somalie ou en Ethiopie et partout ailleurs en Afrique, la solution passe par un urgent retour au réel géographique et ethno-historique redonnant toute leur place aux ethnies** »<sup>26</sup>.

Enfin, aux structures nationales de consultation et de réconciliation, une structure de consultation régionale permettrait de mieux maîtriser les enjeux à l'abri des calculs extérieurs et des velléités hégémoniques. L'espace sahélien, certes travaillé par des rivalités intestines, possède néanmoins un fort potentiel de corrélation, de complémentarités et à terme d'intégration. Sur cette base, à l'image du Dialogue 5+5 établi en

<sup>25</sup> Jean Dufourcq, « Corrélation entre les théâtres sahélien et atlantique », Revue Défense Nationale, Tribune N°325, 5 février 2013, [http://www.defnat.com/site\\_fr/tribune/fs-article.php?ctribune=381](http://www.defnat.com/site_fr/tribune/fs-article.php?ctribune=381), consulté le 7 février 2013.

<sup>26</sup> Voir article Bernard Lugan, <http://fr.mg41.mail.yahoo.com/neo/launch#/minty/page/inbox>, 5 septembre 2012, consulté le 6 septembre 2012.

Méditerranée occidentale, et compte tenu de la montée en puissance des menaces soulignant l'interdépendance accrue entre le Maghreb et le Sahel, il faudra œuvrer à la mise en place d'un 5+5 intégrant les cinq pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal. Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et l'océan sahélien. Dans l'absolu, si cette vision et cette structure existaient déjà, nous n'en serions pas là actuellement ! De même, afin de surmonter les tensions entre national et transversal, entre centre et **périphéries, entre riverains et sahariens, entre nomades et sédentaires, il conviendrait de se référer aux règles du droit maritime tout en les adaptant aux spécificités de l'océan sahélien.**

Face à la complexité sahélienne, méditons l'histoire ; elle nous livrera les clefs d'intelligibilité permettant de mieux surmonter les difficultés du présent. Si nous nous dérobons, si nous manquons de courage, elle nous écrasera !

**En définitive, la crise malienne ouvre la voie à une nouvelle ère au Sahel et en Afrique de l'Ouest où les réalités ethnico-géographiques prévaudront sur les élites politiques post- coloniales et où l'Occident se donne un nouveau destin.**

**Mehdi Taje**

*Géopoliticien, spécialiste du Maghreb et du Sahel*

REPUBLIQUE DU NIGER

-----



**FRATERNITE TRAVAIL PROGRES**

-----

Cabinet du Premier Ministre

**DISCOURS DE SEM AMADOU BOUBACAR CISSE,  
REPRESENTANT LE PREMIER MINISTRE,**

**A LA CLOTURE DU SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA  
SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT AU SAHEL ET AU SAHARA**

- Monsieur le Président de la Commission de la Défense de l'Assemblée Nationale,
- Excellence, Monsieur le Haut Représentant de l'Union Africaine pour le Sahel et le Mali
- Le Général SALOU DJIBO, Président de la FONSAD
- Excellences Membres du Comité Diplomatique
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs envoyés Spéciaux au Sahel ;
- Monsieur le Président du Centre pour les Stratégies de Sécurité au Sahel et au Sahara (C4S) ;
- Monsieur le Conseiller Principal de l'Institut International de la Paix (IPI) ;
- Honorables Invités ;
- Distingués Participants ;
- Mesdames et Messieurs.

Après deux journées d'échange de vues, à travers trois sessions portant sur : la crise dans le sahel-Sahara, les réponses régionales et internationales et les défis de la coordination et de la coopération internationale, nous voici au terme des travaux du Séminaire International sur la Sécurité et le Développement au Sahel et au Sahara.

Vous vous étiez fixé comme objectifs de :

- développer une compréhension commune et approfondie de la crise sahélo-saharienne en constante mutation et dont les causes et effets sont souvent transfrontaliers;
- évaluer les réponses, en cours ou envisagées pour faire face à cette crise, et identifier les voies et moyens pour rendre ces réponses plus efficaces;
- définir une stratégie sur la manière dont les acteurs internationaux pourraient s'organiser afin de mieux appuyer les parties prenantes nationales, régionales et internationales dans la recherche de solutions durables aux crises récurrentes dans cette région fragile ;
- connaître et partager l'expérience nigérienne à travers la Stratégie pour le Développement et la Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes.

Je peux affirmer sans risques de me tromper que ces objectifs sont largement atteints et je me réjouis particulièrement du climat de franchise, de courtoisie et de compréhension qui a caractérisé vos discussions et qui vous a permis d'aboutir à des résultats hautement positifs comme en témoigne le contenu des conclusions de la rencontre.

### **Mesdames et Messieurs,**

Lors de l'ouverture de cette rencontre, SE Monsieur le Premier Ministre fondait l'espoir que les travaux de cette rencontre de Niamey serait d'une avancée significative dans la recherche de solutions efficaces et durables à la crise actuelle au sahel Sahara pour le grand bonheur de nos populations et de nos Etats. Il a affirmé que le Niger, ne peut qu'encourager ces initiatives ; son gouvernement ne peut que soutenir ces efforts qui permettront certainement de mieux comprendre ces processus et ainsi agir dans le sens de la préservation de la paix et de la sécurité, conditions d'un développement durable pour notre région.

Je constate avec satisfaction pour m'en réjouir que les réflexions ont permis non seulement de faire l'état des lieux des questions de sécurité et de développement de notre espace mais aussi de proposer les solutions idoines et des champs d'action en guise de suivi. Elles ont, par ailleurs permis prendre conscience des multiples contraintes et des défis que nous devons relever ensemble en vue d'atteindre les objectifs que nous nous sommes assignés.

Les défis de la gouvernance politique nationale et la coopération régionale et internationale restent prioritaires. Cette rencontre de Niamey n'est que le début d'un processus que j'espère dynamique et continu.

**Mesdames et Messieurs,**

J'ai bien noté l'intérêt que chacun d'entre vous a porté à ce séminaire comme en témoigne l'assiduité aux travaux dont vous avez fait preuve et la pertinence des recommandations que vous avez formulées. Les appréciations positives, les encouragements et les soutiens formulés par l'ensemble des participants depuis l'ouverture, confirment, s'il en était encore besoin, la pertinence de l'initiative d'organiser le présent séminaire.

Ma conviction est que nous avons parfaitement compris la nécessité et l'obligation d'une forte volonté politique et d'une grande détermination qui devraient nous animer pour nous engager désormais à apporter les changements qualitatifs à nos politiques et stratégies en matière de sécurité et de développement afin de nous inscrire dans la perspective de résolution définitive de cette douloureuse question de l'insécurité, du mal développement, et de la mal gouvernance dans l'espace sahélo-saharien.

**Mesdames et Messieurs,**

Nous devons bien entendu, come vous l'avez si bien suggéré poursuivre avec le même dynamisme et le même dévouement la mise en œuvre des pertinentes recommandations issues de vos assises.

Aussi, j'exhorte une fois de plus les Etats sahélo-sahariens, et les autres acteurs à accorder toute l'attention requise à la mise en œuvre des propositions issues de vos échanges ainsi qu'à la consolidation du climat de confiance et de transparence qui a toujours caractérisé nos relations pour la recherche de solutions durables aux questions de sécurité et de développement.

**Honorables invités,**

Avant de terminer, mon propos je voudrais au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence ISSOUFOU MAHAMADOU, du Gouvernement et du Peuple nigérien, réitérer nos sincères remerciements à tous ceux qui nous ont fait l'honneur de participer aux travaux du Séminaire International sur la Sécurité et le Développement au Sahel et au Sahara, notamment les Présidents ROMANO PRODI, PIERRE BOUYOYA et SAID DJINITT, les Ambassadeurs Envoyés Spéciaux au Sahel, les experts internationaux, les journalistes et l'ensemble des participants.

Je voudrais par ailleurs présenter mes vives félicitations et mes encouragements au Comité Technique d'Organisation pour la qualité du travail accompli. Je n'oublierais pas tous nos partenaires, les médias, et toutes et tous ceux qui de près ou de loin et de quelque manière que ce soit ont contribué à l'organisation de ce séminaire.

Je ferais enfin une mention spéciale à l'Ambassadeur **AHMEDOU OULD ABDALLAH**, ancien Secrétaire Général Adjoint des Nations-Unies, Président du Centre des Stratégies pour la Sécurité au Sahel et au Sahara et Mr **YOUSSEF MAHMOUD** Conseiller Principal de l'Institut International de la Paix,.

**Honorables invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

Tout en souhaitant un bon retour dans vos les foyers respectifs aux participants venus de l'extérieur ainsi que ceux venus de l'intérieur du pays, je déclare clos, les travaux du Séminaire International sur la Sécurité et le Développement au Sahel et au Sahara.

**Je vous remercie de votre aimable attention**



## Séminaire International sur la Sécurité et le Développement au Sahel-Sahara

*Du 15 au 16 février 2013 au Palais des Congrès  
Niamey, Niger*

**COMMUNIQUE FINAL**

Le séminaire international sur la Sécurité et le Développement au Sahel-Sahara s'est tenu du 15 au 16 février 2013 à Niamey (Niger) sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger, et sous la présidence effective de Son Excellence Monsieur Brigi Rafini, Premier Ministre du Niger.

La rencontre de Niamey se tient dans un contexte particulièrement tourmenté pour la région Sahel-Sahara confrontée à une multitude de défis liés à sa sécurité et à sa stabilité. L'accélération et l'aggravation de la crise au Mali a précipité une réponse militaire armée initiée par la France à la demande du Mali. Cette situation a précipité aussi le déploiement effectif des forces de la Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA) sous l'égide de la CEDEAO et de l'UA.

Le séminaire international sur la Sécurité et le Développement au Sahel-Sahara a été organisée conjointement par le Gouvernement du Niger à travers le Secrétariat Exécutif de la SDS Sahel Niger, l'Institut International pour la Paix (International Peace Institute -IPI) basé à New York, et le Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara (Centre 4S) basé en Mauritanie.

Cette rencontre a rassemblé de hauts responsables de l'ONU, de l'Union africaine (UA), de l'Union Européenne (UE), de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), des élus, des personnalités nigériennes, des spécialistes internationaux des questions de sécurité et de développement, des médias et des représentants de la société civile de la région.

Ce séminaire international visait principalement à approfondir la compréhension du caractère multidimensionnel de la crise dans le Sahel-Sahara, identifier les éléments pouvant être inclus dans la stratégie intégrée pour le Sahel et à améliorer la coopération et la coordination de l'action internationale.

Bien que tous les regards soient actuellement tournés vers le Mali, c'est toute la région sahélo-saharienne et dans une certaine mesure le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest qui sont concernés par des vulnérabilités, des fragilités et des conflictualités. Plusieurs facteurs et réalités sous-tendent ce contexte.

La fragilité et la défaillance de certains Etats se traduisent par leur incapacité d'assurer une présence et une action effectives et efficaces sur l'étendue du territoire national et à satisfaire les besoins de base des populations, notamment celles vivant dans des régions reculées ou isolées.

Cette situation a favorisé le développement du trafic de drogue et d'armes, de l'industrie des enlèvements et d'une économie criminelle transnationale florissante.

La persistance de la menace terroriste, malgré l'action militaire internationale actuelle interpelle les pays de la région, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble sur l'urgence d'une action résolue et intégrée.

Le séminaire a aussi relevé que l'absence d'opportunités économiques, le sentiment d'exclusion, d'injustice et d'abandon, le non respect des droits humains, la mauvaise gouvernance, la faiblesse d'implication des populations locales et la mauvaise redistribution des ressources peuvent constituer un terreau pour l'économie criminelle, le radicalisme et le terrorisme. Toutefois, il a été indiqué que la pauvreté seule ne pouvait être considérée comme la cause principale de l'insécurité, particulièrement du terrorisme.

Par ailleurs, le séminaire international a relevé la faiblesse de la coopération régionale, tout au moins ses limites, non seulement en matière sécuritaire, mais également dans le développement.

Le séminaire a noté l'importance de la participation des populations, des collectivités locales et des organisations de la société civile, notamment des femmes et des jeunes; l'objectif étant de leur permettre de s'impliquer dans la gestion des questions sécuritaires et de développement.

Pour ce faire un dialogue entre décideurs et organisations de la société civile doit être développé et renforcé.

Le séminaire a également relevé que les nombreuses potentialités économiques qu'offrent les pays du Sahel demeurent sous-exploitées. Aussi, dans ces pays, l'Etat se présente comme le principal acteur générateur de richesses et monopolisant la presque totalité des ressources.

Ainsi, le séminaire a pris note de l'importance d'accroître et de renforcer le rôle du secteur privé en tant que pourvoyeur de croissance et d'emplois pour faire de la sécurité et du développement durable une réalité dans le Sahel-Sahara.

Le séminaire a également relevé la déconnexion des centres de recherche et de réflexion et les centres de décision politique. La mise en réseau de toutes ces structures pourrait constituer une force de proposition au service des acteurs politiques et du développement.

Le séminaire a relevé la nécessité de mettre les Etats de la région au centre de la définition et de la mise en œuvre des stratégies sur les questions de développement et de sécurité, avec l'appui de la communauté internationale.

Enfin, au chapitre de la coordination et de la coopération internationale, le séminaire a noté les difficultés récurrentes dans l'analyse des défis sécuritaires et de développement ainsi que dans la mise en œuvre des réponses sur le terrain. Il a par ailleurs encouragé le renforcement de la coopération entre Etats de la région afin de capitaliser sur toutes les expériences en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

Le séminaire a relevé que les pays sahélo-sahariens ont en commun des vulnérabilités, des fragilités et des facteurs d'instabilité qui sont à la base des crises sécuritaires, politiques, alimentaires, sanitaires, environnementales et humanitaires.

Pour surmonter ces défis, ces pays auront besoin d'une coopération internationale coordonnée les impliquant à tous les niveaux. Pour cela, il faudra apporter des corrections, mais aussi des recompositions des actions en cours sur le terrain afin de mieux aider le Sahel à faire face de manière durable et irréversible à toutes les crises qui le traversent.

**Fait à Niamey le 16 février 2013**

**Le séminaire international sur la Sécurité et le Développement dans le Sahel-Sahara**

## LISTE DES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT SAHEL-SAHARA

N°	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	STRUCTURE	ADRESSE (Tél. email)
1.	ABAS MALLAM	Chargé de programme délégation UE Niger	UE	96.89.04.66
2.	ABDEL MALEK ALAOUI	Président Global Intelligence Partners	AMIE CENTER GLOBAL/MAROC	<a href="mailto:a.alaou@global.intel.com">a.alaou@global.intel.com</a>
3.	ABDOULAYE MOHAMADOU	DIRCAB	MAE/C/IA/NE/Niger	96.89.86.03
4.	ABDOULAYE SOUNAYE	Chercheur	LASDEL/UAM/Niger	90.55.66.33
5.	ABDELKADER AGHALI	Directeur de cabinet Adjoint PM	Cabinet PM/Niger	
6.	ABDOURAHAMANE NGAIDE	Enseignant Chercheur Sénégal	UNIVERSITE DE DAKAR	<a href="mailto:Thide62@yahoo.fr">Thide62@yahoo.fr</a>
7.	ABDOURAHAMANE IDRISSE	Chercheur PEP/LASDEL	LASDEL/UAM/Niger	94.10.63.44 <a href="mailto:abdourahmane@gmail.com">abdourahmane@gmail.com</a>
8.	AG MAHMOUD HAMMA AG	Ancien Ministre malien	MALI	
9.	AHMEDOU OULD ABDALLAH	Président C4S	MAURITANIE	
10.	ALESSANDRO OVI	Assistant Romano Prodi	UN	
11.	ALHOU BASSIROU	Enseignant Chercheur	UAM/Niger	96.96.14.22 <a href="mailto:alhoubass@yahoo.fr">alhoubass@yahoo.fr</a>
12.	ALI IDRISSE	Coordonnateur ROTAB	Niger	
13.	ALIO OUMAROU	Conseil National de la jeunesse	Niger	
14.	AMADOU BOUBACAR CISSE	MP/AT/DC	Niger	
15.	AMB. SAID DJINNIT	REPRESENTANT SG UN OFFICE W.AFRICA	UN	
16.	ANDRE BOURGEOT	Collège de France (Paris)	France	
17.	ANTONIO SANCHES BENEDITO	Envoyé spécial pour le Sahel	Espagne	
18.	AROUDENI AG HAMATO	Maire d'Adéramboukan	Mali	
19.	AURELIEN AGBENONCI	C/SNU	MALI	
20.	AYOUBA ABDERRAHMANE	CDP Expert Sécurité DGPN	DGPN/Niger	<a href="mailto:ayoubdour@yahoo.fr">ayoubdour@yahoo.fr</a>
21.	BADI OULD SIDI EL MOCTAR	Maire de ANEFIF (Mali)	Commune rurale Anefif (mali)	<a href="mailto:Anefif_mairie@yahoo.fr">Anefif_mairie@yahoo.fr</a>
22.	BADIE HIMA	NDI /MALI	MALI	002375750175
23.	BARANDASISE GODEFROY	Assistant Président Buyoya	UA	77.42.29.82
24.	BATUNGWANAYO GERARD	Aide de Camp du Président Buyoya	UA	79.86.35.38

N°	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	STRUCTURE	ADRESSE (Tél. email)
25.	BAZIE JEAN BOSCO	Directeur Afrique Eau Vive	BURKINA	22670.25.24.66 <a href="mailto:baziejeanbosco@yahoo.fr">baziejeanbosco@yahoo.fr</a>
26.	BIELER JEAN	SUISSE	SUISSE MAE	<a href="mailto:jdbieler@hotmail.com">jdbieler@hotmail.com</a>
27.	BILL CHACON JUAN	Union Européenne	Union Européenne	
28.	BOSTAILLE MICHEL	Conseiller	Ambassade Belgique	96.96.60.68
29.	BOUBACAR BOUREIMA	MPN NEW YORK	UN	<a href="mailto:boureima@gmail.com">boureima@gmail.com</a>
30.	BOUBACAR DIALLO	PCA	Maison De La Presse/Niger	<a href="mailto:boubediallo@mail.com">boubediallo@mail.com</a>
31.	BOUKARI DJIBEROU	Secrétaire permanent	CNCCA/Niger	<a href="tel:98.50.48.15">98.50.48.15</a>
32.	CHRISTIAN BOUCHARD	Ambassadeur de France au Niger	Niger	
33.	COL. ELBOUKHARI MOHAMEDOU	Etat Major Armée Mauritanienne	Armée Maritime/Mauritanie	<a href="mailto:Elbukhary_mm@yahoo.fr">Elbukhary_mm@yahoo.fr</a>
34.	COL. MAJOR SOUMAILA GARBA	Conseiller Principal CAB/PM	CAB/PM/Niger	<a href="mailto:Gsmail_3@yahoo.fr">Gsmail_3@yahoo.fr</a>
35.	COLONEL SAIDOU OUEDRAOGO	Directeur OMP CORPS MILITAIRE	MAE/CR/BURKINA FASO	<a href="mailto:Sayeouedraogo62@yahoo.fr">Sayeouedraogo62@yahoo.fr</a>
36.	COLONEL MAMANE SOULEY	Directeur des Etudes Stratégiques	MINISTERE DEFENSE/Niger	90.77.22.22 <a href="mailto:dioula_ms@yahoo.fr">dioula_ms@yahoo.fr</a>
37.	DAMBAGI INOUSSA	Chef Unité Gouvernance	SDS SAHEL NIGER	96.87.51.28 <a href="mailto:dambagi_inoussa@yahoo.fr">dambagi_inoussa@yahoo.fr</a>
38.	DAMIEN DELTERNE	Chercheur	UNIV. C. LOUVAIN BELGIQUE	<a href="mailto:Damien_delterre@louvain.b">Damien_delterre@louvain.b</a>
39.	DAVID GRESSLY	Représentation OCHA dans le Sahel	Dakar	
40.	DJIBRILLA AMADOU	Président	Perspective de développement	90.44.99.60
41.	Dr. MIREILLE AFFA'A	Chercheuse IPI	IPI	<a href="mailto:affaa@ipinst.org">affaa@ipinst.org</a>
42.	Dr. MODIBO TRAORE	Chef de Bureau OCHA	OCHA/Niger	<a href="mailto:traorem@an.org">traorem@an.org</a>
43.	Dr. RHISSA ZAKARY	Ancien Chargé des Politiques FAO/ONU	PCA LABOCEL/Niger	0022796.24.59.68 <a href="mailto:rhissaz@yahoo.fr">rhissaz@yahoo.fr</a>
44.	Dr. YOUSSEF MAHMOUD	SENIOR ADVISOR	IPI	
45.	Dr. DANDA MAHAMADOU	Ancien Premier Ministre	Personne Ressource/Niger	98.48.88.88 <a href="mailto:madoudanda@yahoo.fr">madoudanda@yahoo.fr</a>
46.	EDUARDO PERIS DEPREZ	PDV II. CD	PDVII/Niger	<a href="mailto:edeprez@irdglabal.org">edeprez@irdglabal.org</a>
47.	ERIC BLANCHO	Cordinator Humanitarian dialog center		
48.	ERIC PONSARD	UE	UE	
49.	ESPINOZA NAVAS FRANCISCO	Général chef de mission Eucap-Sahel	EUCAP NIGER	22791.78.87.0 <a href="mailto:cdm@eucap-sahel.eu">cdm@eucap-sahel.eu</a>
50.	ETIENNE OUSSEINI	Conseiller en Sécurité JICA	JICA	96.98.14.52
51.	FODE NDIAYE	CR /SNU	Niger	
52.	GENERAL SALOU DJIBO	PRESIDENT DE LA FONSD	Niger	
53.	GEORGES KLUTE	Professeur d'Université	BAYRUTH University/RFA	<a href="mailto:Georg.klute@uni-bayrouth">Georg.klute@uni-bayrouth</a>
54.	GOUKOUNI ZEN	Ancien Ministre	Ministère Intérieur/Niger	22794.02.70.70 <a href="mailto:goukzen@yahoo.fr">goukzen@yahoo.fr</a>
55.	HACEN OULD LEBATT	Spécialiste Sécurité Sahel	Marseille /France	33634402061
56.	HACHIM OULD SIDI MOHAMED	Notable malien	Mali	
57.	HANENE ZBISS	Journaliste	REALITES/Europe -Presse	<a href="mailto:hzbiss@gmail.com">hzbiss@gmail.com</a>

N°	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	STRUCTURE	ADRESSE (Tél. email)
58.	HANNAH ARMSTRONG	Chercheur	INST. OF URGENT WORLD A.	<a href="mailto:Rae.hannah@gmail.com">Rae.hannah@gmail.com</a>
59.	HASSANE SOULEY	Membre du Comité d'Organisation	MAEC/NIGER	<a href="mailto:Souleymane.lance.poitiers@gmail.co">Souleymane.lance.poitiers@gmail.co</a>
60.	ILLA OUSMANE	DEPUTE PDR CD/S /A N	A.N/Niger	97.63.56.44
61.	ISSA BOUBACAR ABDOURAHMANE	OIF	France	
62.	JEAN NICO VAN OVERBEEKE	Directeur Résident NDI NIGER	227 94 45 54 30	<a href="mailto:jnanoverbeeke@ndi.org">jnanoverbeeke@ndi.org</a> 94.47.57.30
63.	JEAN JACQUES QUAIRAT	Union Européenne	Union Européenne	
64.	JON TENIN	Director US Institute of Peace	VS INSTITUTE OF PEACE/US	<a href="mailto:jtenin@usip.org">jtenin@usip.org</a>
65.	JORRO MARTINEZ GONZALEZ	Attaché, Délégué UE	DEL. UNION EUROPEENNE	<a href="mailto:gonzadojorromartinez@eeas.org">gonzadojorromartinez@eeas.org</a>
66.	KADER LAWALY	Secrétaire Permanent	CNDP/Niger	96.57.78.15 <a href="mailto:kaderlawali@yahoo.fr">kaderlawali@yahoo.fr</a>
67.	KAI EIDE	ENVOYE SPECIAL POUR LE SAHEL	NORVEGE	
68.	KARL RAWERT	EEAS/UE	UE	
69.	KHALID IKHIRI	Président d'Honneur ANDDH	Niger	<a href="mailto:ikhiri@yahoo.fr">ikhiri@yahoo.fr</a>
70.	KHALIFA ABOUBACAR SALL	Maire de Dakar	Sénégal	<a href="mailto:khalifa@khalifasall.com">khalifa@khalifasall.com</a>
71.	KHAMED ABDOULAYE	DG IFTIC	MC/Niger	94.55.35.57
72.	LANDING SAVANE	IPS	Sénégal	
73.	LAOKOUNDA N'DOTOLE	1 <sup>ER</sup> Secrétaire Amb. TCHAD	Tchad	98.03.04.70
74.	LAOUAL SAYABOU	FOSCAD	Niger	96.96.34.58
75.	LINDSEY MINTEHEALD	AMBASSADE DES USA	Niger	<a href="mailto:shiteheadl@state.gov">shiteheadl@state.gov</a>
76.	LUIS SANDOVOL	Expert, Président CT Sahel	PROJET UE CT SAHEL	97.74.46.57
77.	MAHDI BOUDJIMA	AMB. ALGERIE	Niger	96.96.72.63
78.	MAI RIGA IBRAHIM	REPRESENTANT LOCAL NIGER	DANIDA	90.32.25.24
79.	MALIKA GROGA BADA	JOURNALISTE JEUNE AFRIQUE	JEUNE AFRIQUE	<a href="mailto:m.groga.bada@jeuneafrique.com">m.groga.bada@jeuneafrique.com</a>
80.	MAMOUDOU SY	Journaliste Mauritanie	EVEIL HEBDO	<a href="mailto:symoudou@yahoo.fr">symoudou@yahoo.fr</a>
81.	MANO AGHALI	Président ONG HED TAMAT	ONG HED-TAMAT	<a href="mailto:manotandra@yahoo.fr">manotandra@yahoo.fr</a>
82.	MARGARET CAREY	Office Special envoy SG for Sahel	Dircab.de PRODI	
83.	MIREILLE DUTEIL	Journaliste LE POINT	PARIS	<a href="mailto:mduteil@lepoint.fr">mduteil@lepoint.fr</a>
84.	MIRJAN TJASSING	Cons. Pol. Ambassade des Pays Bas à Bamako	Hollande	<a href="mailto:Mirjam.tjassin@minbuza.org">Mirjam.tjassin@minbuza.org</a>
85.	Mme BAYARD GAMATIE	Senior PDA	PNUD/Mali	22377.811.030
86.	Mme BISA WILLIAMS	Ambassadrice USA		
87.	MOHAMED ANACKO	Président Conseil Régional Agadez	Agadez/Niger	
88.	MOHAMMEDI MIRIAM	Assistante de GRESLY		
89.	MOTTET CAROL	SUISSE	SUISSE	

N°	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	STRUCTURE	ADRESSE (Tél. email)
90.	MOUSSA O. HAMED	Journaliste Mauritanie	BILADI	0022246412868
91.	MOUSTAPHA KADI	Président	CODDAE/Niger	<a href="mailto:mustapkadi@yahoo.fr">mustapkadi@yahoo.fr</a>
92.	Mrs SINIKKA KOSKI	Counselor	Embassy of Finland to Nigeria	<a href="mailto:Sinikka.koski@formin.fr">Sinikka.koski@formin.fr</a>
93.	NAJIM ELHADJ MOHAMED	Secrétaire Exécutif SDS/SAHEL/NIGER	Niger	
94.	NATHANIEL DANJIBO	University of Ibadan (Peace and Conflit)	NIGERIA	<a href="mailto:danjib@yahoo.com">danjib@yahoo.com</a>
95.	OUBA OUMAROU SANDA	Directeur Exécutif	BUREAU OCI	<a href="mailto:90.99.90.20_oubaomar@yahoo.fr">90.99.90.20_oubaomar@yahoo.fr</a>
96.	OUMMOU SECK SALL	MAIRE DE GOUDAM	MALI	
97.	PIERRE BUYOYA	HR UA Malia Sahel	UNION AFRICAINE	<a href="mailto:Buyoyapierre57@yahoo.com">Buyoyapierre57@yahoo.com</a>
98.	PIERRE MICHEL JOANA	Coordonnateur Projet CT Sahel	Union Européenne	<a href="mailto:Pierre.michel.joana@cegete.net">Pierre.michel.joana@cegete.net</a>
99.	Pr. KHALID IKHIRI	Professeur d'Université	UNIVERSITE NIAMEY/Niger	<a href="mailto:kikhir@yahoo.fr">kikhir@yahoo.fr</a>
100.	RAFAEL PERALTA	UN OFFICE FOR WEST AFRICA	CONSEILLER POLITIQUE	<a href="mailto:peralta@us.org">peralta@us.org</a>
101.	RAFAEL U. AGUIRRE	Chef Opération Délégation UE	DELEGUATION UE	98.78.43.20
102.	RAMON I. NAVARRO FRANCH	Attaché Intérieur Ambassade Espagne	AMBASSADE ESPAGNE NIAMEY	96.88.52.24
103.	RIDWANE ABDUL-RAHAMANE	UE	UE	
104.	ROMANO PRODI	Special envoyé sahel	UN	
105.	SAIDOU ABDOUL KARIM	CGD Burkina Faso	CGD BURKINA FASO	<a href="mailto:Akarims40@yahoo.fr">Akarims40@yahoo.fr</a>
106.	SALEM MEZHOU	Chef de la Coordination EUCAP Sahel	EUCAP NIGER	22792.19.33.06 <a href="mailto:salem.mezhoud@eucap-sahel.eu">salem.mezhoud@eucap-sahel.eu</a>
107.	SALIFOU SIDIKOU	CAB/PRN	CONSEILLER SECURITE /Niger	<a href="mailto:sidikousali@yahoo.fr">sidikousali@yahoo.fr</a>
108.	SAMPARI MINDEBA	Député National	AN/Niger	96.76.26.70
109.	SANI ABDOU	CT	AN/Niger	<a href="mailto:96.20.30.86">96.20.30.86</a>
110.	SARTRE PATRICE	SAGEM Défense Sécurité	FRANCE	
111.	SBORDJI ENRICO	Union Européenne	Union Européenne	
112.	SEAN OSNER	USAID Director	USAID/Niger	<a href="mailto:Osners@state.gov">Osners@state.gov</a>
113.	SERGE DANIEL	Ecrivain Journaliste RFI		002237631319
114.	SIDI MOHAMED OULD DAH	Administrateur	CENTRE 4 S	<a href="mailto:sidimeddah@yahoo.fr">sidimeddah@yahoo.fr</a>
115.	SOULEY DIOFFO	MI/SP/D/AR	Niger	002279699.795
116.	TAJE MEHDI	Géopoliticien	UNIVERSITE DE TUNISIE	<a href="mailto:tajemehdi@yahoo.fr">tajemehdi@yahoo.fr</a>
117.	UGO TROJANO	Porte Parole EUCAP Sahel	EUCAP SAHEL NIGER	<a href="mailto:Ugo.trojano@eucap-sahel.eu">Ugo.trojano@eucap-sahel.eu</a>
118.	VANNINA MAESTRACCI	Assistante de Prodi		
119.	VINCENT CONUS	Charge de programme	DFAE/ SUISSE	<a href="mailto:Vincent.conus@eda.amin.fr">Vincent.conus@eda.amin.fr</a>
120.	WILLIAM ASSANVO	Consultant Centre 4S	CENTRE 4 S	<a href="mailto:assanvo@ipinst.org">assanvo@ipinst.org</a>
121.	WINNIE ESTING PATERSEN	Chargé d'Affaires	Ambassade de Danemark au Niger	<a href="mailto:96.66.99.25">96.66.99.25</a>
122.	WOLFRAM LACHER	Chercheur à la SWP Berlin	Allemagne	<a href="mailto:Wolfram.lacher@swp-berlin.org">Wolfram.lacher@swp-berlin.org</a>
123.	YOUNOUSSA TOURE	Chercheur Université Bamako	Mali	<a href="mailto:Yunusatoure53@yahoo.fr">Yunusatoure53@yahoo.fr</a>